

4
ANNALES
POLITQUES

DE

FEU MONSIEUR
CHARLES IRENÉE CASTEL,

ABBÉ DE ST. PIERRE,

DE

L'ACADÉMIE FRANÇOISE.

SECONDE PARTIE.



L O N D R E S.

MDCCLVIII.

ANNALS
POLITIQUE

DE
CHARENTAIS

ANNEE DE 1789



LONDON

ADAMSON



ANNALES POLITIQUES.

ANNE'E 1698.



LE Roi Guillaume , qui voyoit tous les jours fanté diminuer, eût bien voulu être assuré que le Roi d'Espagne, qui étoit aussi fort infirme, venant à manquer, l'Europe ne seroit point obligée à rentrer en guerre pour le partage de la succession d'Espagne entre l'Empereur & la France. Son plan général étoit d'empêcher que ni le Roi de France ni l'Empereur ne devinssent trop puissants par cette succession; ce qui seroit arrivé si l'un ou l'autre

Pavoit toute entière : il vouloit pour la fureté des Souverains d'Europe conſerver une eſpèce d'équilibre de puiffance entre ces deux Souverains jaloux & ennemis : Ainſi il ſongea à faire agréer aux deux parties un projet de partage dans lequel tous les Prétendans puſſent être contents de la part que ce partage leur deſtinerait ; & afin de porter le Roi de France & l'Empereur à l'accepter , les Anglois & les Hollandois devoient déclarer qu'ils prendroient parti contre celui des deux qui ne l'accepteroit pas.

Louis XIV. qui prévoyoit auſſi la mort du Roi d'Eſpagne très prochaine , ſongea à tenir ſes troupes en haleine , & à donner au Duc de Bourgogne ſon petit-fils une idée de la guerre ; il fit pour cela aſſembler près de Compiègne une armée de cinquante mille hommes , le tiers en Cavalerie : On y fit des marches , des fourages : On y donna une bataille

taille feinte, & l'on fit ensuite un siège qui dura plusieurs jours.

Tout le monde auroit approuvé cet amusement & ces exercices, si le Roi avoit défendu aux Officiers de faire aucunes dépenses extraordinaires ; mais il leur en coûta trop pour rendre ce spectacle agréable aux Dames.

Il ne parut cette année aucun règlement ni pour diminuer les sources des procès, ni pour ôter les péages sur les ponts & sur les rivières, ni pour faire réparer les mauvais chemins, ni pour faire cesser la mendicité, ni pour rendre les impôts proportionnés aux revenus des imposables, ni pour faciliter, ni pour augmenter le commerce intérieur & extérieur, ni pour encourager les esprits supérieurs à découvrir les moyens de perfectionner l'éducation & les autres parties innombrables de la police de l'Etat. Le Roi & les Ministres donnoient toute leur attention à trouver les moyens

de faire bientôt la guerre avec supériorité, dès qu'ils seroient obligés de la faire à la mort du Roi d'Espagne Charles Second.

A N N É E 1699.

L'Empereur de Turquie voyant que le Roi de France avoit fait sa paix, & que l'Empereur d'Allemagne alloit fondre sur lui avec toutes ses forces, fit la sienne de son côté à Carlowitz, & consentit à une trêve de vingt-cinq ans, où l'Empereur garda ses conquêtes en Hongrie. Azof resta aux Moscovites, & les Turcs rendirent Kaminieck aux Polonois.

L'Empereur pouvoit se promettre encore plusieurs conquêtes en Hongrie; mais comme il prévoyoit la mort prochaine du Roi d'Espagne, il vouloit alors être sûr & en repos du côté de la Hongrie.

Le Prince Electoral de Bavière, qui
après.

après le Dauphin avoit le principal droit à la Couronne d'Espagne, mourut à six ans à Bruxelles auprès de l'Electeur son Père, non sans quelque soupçon de poison attribué à tort au Conseil de Vienne.

Cette mort fit penser la Cour de France à un nouveau projet de partage.

Le Chancelier Boucherat mourut. Sa place fut donnée à Pontchartrain, & les Finances qu'avoit Pontchartrain furent données à Chamillard, qui avoit beaucoup de droiture & de défintéressement, mais beaucoup moins de capacité dans ces affaires que Pontchartrain, qui prévoyoit la fin prochaine de la paix, & qui ayant éprouvé le terrible poids de la charge des Finances durant la guerre, fut ravi d'en être déchargé. Sa famille ressentit beaucoup de diminution dans son crédit; mais il préféra sa tranquillité, après laquelle il soupiroit depuis plusieurs années, à une plus grande élévation de sa famille.

L'hérésie des Quiétistes , qui avoit fait beaucoup de bruit à Rome , où Molinos avoit été condamné quelques années auparavant , fit alors beaucoup plus de bruit en France , parce qu'avec quelques adoucissmens elle fut soutenue par l'Archevêque de Cambrai Fénelon , homme de grande réputation pour l'esprit & pour la vertu , mais qui donna cependant très imprudemment dans l'illusion *de l'amour divin prétendu entièrement désintéressé* ; je dis *prétendu* , parce qu'il y a toujours pour les Quiétistes mêmes du plaisir à chercher à plaire à Dieu & à l'admirer ; or ce grand plaisir , qui est l'amour même , est réellement un grand intérêt humain , parce que l'on ne peut jamais avoir un grand amour , un grand plaisir à aimer Dieu , sans souhaiter que ce plaisir soit éternel en Paradis. Or n'est-ce pas toujours là un grand intérêt ? Donc un amour pur & entièrement désintéressé est une pure chimère & totalement impossible.

Aussi

Aussi ces visions que Fénelon avoit fait imprimer sous le titre respectable de *Maximes des Saints*, furent-elles condamnées à Rome ; mais en homme vertueux il se soumit de bonne grace à sa condamnation. Il défendit à ses Diocésains son propre livre comme contenant des propositions fausses & hérétiques, de sorte qu'il se fit plus d'honneur par sa soumission qu'il n'avoit perdu de réputation par ses erreurs ; au reste je l'ai connu ; il avoit plus d'agrément que de solidité d'esprit.

Ses ennemis soutinrent que cette grande soumission fut l'effet de son habileté & de la crainte qu'il avoit d'être déposé d'un Archevêché de quarante mille écus de rente, & cela n'est pas absolument impossible ; mais enfin il faut convenir qu'il joua par merveilles le personnage d'homme soumis au Pape & converti de ses erreurs. Or il est difficile de si bien jouer quand on n'est pas intérieurement persuadé. Il est vrai que par cette soumission

mission si entière, il affligea fort son principal ennemi, qui avoit espéré qu'il ne se soumettroit pas, qu'il seroit déposé, & qu'il deviendrait Archevêque de Cambrai à sa place; ainsi Fénelon qui prévoyoit l'orage, prépara si bien son Mandement de soumission, qu'il persuada tout le monde de la sincérité de sa soumission, excepté Bossuet à qui il fut bien aise de donner cette fâcheuse mortification d'être tous les jours témoin des grandes louanges que tous les François donnoient à ce Mandement de soumission.

A N N É E 1700.

Les nouvelles de la santé du Roi d'Espagne continuoient d'être mauvaises; ainsi les Ministres de France continuoient à parler du nouveau projet de Traité de partage.

On proposoit par ce projet de donner à la France la Province de Guipuscoa, c'est-à-dire Fontarabie, St. Sebastien, & le

le Port du Passage ; la Lorraine par échange du Milanez ; & de donner les Royaumes de Naples & de Sicile au Duc d'Anjou second fils du Dauphin , avec Final , Piombino , Santo Stephano , Porto-Hercule , Orbitello , Telamone & Portolongone.

A l'égard du Royaume d'Espagne , des Pays-Bas Espagnols , de l'Amérique & du reste des Etats d'Espagne , ce projet de partage les destinoit à l'Archiduc Charles frère unique de l'Empereur Joseph.

Mais les Grands d'Espagne qui gouvernoient , craignoient toute espèce de partage de leur Monarchie ; & comme ils virent que pour la conserver dans son entier , il étoit incomparablement plus sûr de la donner au Duc d'Anjou qu'à l'Archiduc , ils firent signer à Charles Second Roi d'Espagne , le testament qui appelle à cette Couronne entière Philippe V. Duc d'Anjou second fils du Dauphin & petit-fils du Roi Louis XIV.

La

La nouvelle de la mort & le testament arrivèrent à Fontainebleau, sur la fin d'Octobre; j'y étois alors. Le Roi fut très incertain s'il accepteroit le testament pour son second petit-fils, ou s'il s'en tiendrait au traité de partage que le Maréchal de Tallard avoit signé à Londres; & Mr. d'Avaux à la Haye avec les Hollandois.

Si le Roi Guillaume III. & les Hollandois avoient prévu le cas du testament favorable au Roi Philippe V, ils auroient stipulé dans le traité de partage que le Roi Louis XIV. en cas d'un pareil Testament empêcheroit qu'il ne fût exécuté, & maintiendrait le Traité de Partage, & il y auroit alors consenti sans peine, & n'auroit point été ébranlé par le testament même.

Mais personne ne s'avisa de prévoir ce cas, qui étoit pourtant aisé à prévoir. Or ce cas n'ayant point été prévu, le Dauphin contre sa coutume parla si haut dans

dans le Conseil, qu'il entraîna facilement la pluralité des voix. Ainsi le Chancelier de Pontchartrain & de Torcy qui soutenoient que le Roi devoit s'en tenir au traité de partage, ne furent point écoutés, & le Roi se rendit à la fin à l'avis du Dauphin.

Ainsi au sortir du Conseil, le Due d'Anjou fut déclaré & reconnu Roi d'Espagne par le Roi, par toute la Cour, & par l'Ambassadeur d'Espagne Castel dos Rios, qui en fléchissant un genou lui baisa la main.

Philippe V. nouveau Roi d'Espagne dépêcha un Courier à l'Electeur de Bavière, avec assurance du titre de Gouverneur perpétuel des Pays-Bas qu'il gouvernoit déjà, & promesse d'une grosse pension, tant pour lui, que pour son fils aîné. Comme l'Electeur étoit alors mécontent des Hollandois & de la Cour de Vienne, il se déclara ouvertement & sans balancer pour le nouveau Roi d'Espagne.

Le

Le Roi Guillaume III. & les Hollandois crurent que le Roi Louis XIV. les avoit joués par ce traité de partage, tandis qu'il négocioit en Espagne le testament; mais ils étoient trompés; le testament surprit le Roi Louis XIV. & même s'il avoit eu sûreté d'avoir sans guerre ce qui lui avoit été promis par ce traité de partage, il s'y seroit tenu; mais voyant que les Anglois & les Hollandois n'avoient jamais pû faire accepter ce traité à Vienne, il comprit bien d'un côté qu'il ne pouvoit jamais se dispenser d'avoir la guerre, & d'un autre côté il soupçonna que le Roi Guillaume III. le trompoit, & qu'il feroit en sorte, de concert avec l'Empereur, que rien de ce partage ne resteroit à la France.

Or dans la nécessité de recommencer la guerre, il choisit prudemment de la faire plutôt étant en possession de toute l'Espagne, que de la faire après avoir laissé mettre l'Archiduc en possession des Indes

des & du Continent de l'Espagne; & ce fut ce raisonnement sensé qui déterminâ le Roi à l'acceptation du Testament & à soutenir la guerre.

Ce qui prouve que le soupçon du Roi Louis XIV. étoit bien fondé, c'est que dès que le traité de partage fut connu du Parlement d'Angleterre, il y fut extrêmement désapprouvé, & quelques membres proposèrent même d'attaquer comme traîtres à la Patrie ceux qui avoient donné conseil au Roi Guillaume de l'accepter. Voici le raisonnement du Parlement d'Angleterre; Nous avons fait la ligue d'Augsbourg, & nous avons fait la guerre durant huit à neuf ans à grands frais pour diminuer les forces d'un voisin trop puissant, trop ambitieux & trop peu fidelle à ses traités, & vous augmentez encor considérablement sa grande puissance par votre traité de partage, de la Lorraine, du Royaume de Naples & de Sicile, d'un beau port en Espagne & de deux bon-

nes places, sans avoir aucune fureté que son ambition soit fort diminuée, ni que sa fidélité à l'observation de ses promesses soit fort augmentée.

Tout cela prouve que si le Roi en suivant les avis du Cardinal Mazarin s'étoit fait à lui-même à la mort de la Reine sa mère en 1666. une loi inviolable 1°. d'observer exactement la renonciation de la Reine sa femme portée par le traité des Pyrenées de 1659. 2°. de ne prendre jamais les armes, si ce n'étoit pour obliger ses voisins contestans à prendre des arbitres de leurs contestations & à conserver ainsi la paix entr'eux, en se déclarant pour celui qui offriroit de s'en rapporter à des arbitres; il n'auroit trouvé en 1700. aucune résistance dans l'Europe à l'exécution du testament en faveur du second de ses petits-fils.

C'est qu'alors il auroit été regardé par tous ses voisins, non comme ennemi, ou comme pouvant le devenir, mais com-

me leur ami & comme le Pacificateur perpétuel de l'Europe. Or on fouhaite plutôt que fon ami, que le Protecteur de la Justice, que le Conservateur des Etats Souverains dans leur entier, augmente en puiffance, que l'on ne fouhaite que fa puiffance diminue.

Le Roi d'Efpagne arriva en Décembre à Madrid, & fut reconnu fans aucune difficulté dans toute la Monarchie & aux Indes.

Cependant les Anglois, les Hollandois & l'Empereur, étant dans les anciens fentimens qui leur avoient infpiré de former la ligue d'Augsbourg, fe préparoient à la guerre, & tâchoient de réunir les autres Puiffances contre la France & contre l'Efpagne.

L'Empereur d'Allemagne étoit devenu beaucoup plus fort par fa paix avec l'Empereur de Turquie; mais la France étoit auffi devenue plus forte par fa jonction avec l'Efpagne; ainfi la guerre paroiffoit

d'autant plus durable que les deux partis opposés paroissoient plus égaux en puissance ; mais comme ceux qui étoient alors dans le Ministère de France & dans le Ministère d'Espagne étoient peu capables & peu laborieux , les affaires de ces deux Royaumes se ressentirent fort de cette foiblesse.

A N N É E 1701.

Le Prince Eugène entra par le Trentin en Italie avec trente mille hommes de troupes Impériales , dans le dessein de pénétrer ou dans le Milanez , ou dans le Royaume de Naples , pour s'y établir , & pour en prendre possession. Le Maréchal de Catinat avec vingt-cinq mille hommes tâcha en vain de lui disputer les passages. Il entra malgré lui dans le Milanez & y prit des postes.

Monsieur le Duc de Savoye arriva à l'armée Françoisse avec huit mille hommes de ses troupes , & avec le titre de Généralissime de France. On résolut alors de
chasser

chasser les Impériaux de leurs postes , mais on les attaqua en vain dans Chiari. Les François y perdirent beaucoup de monde , & furent bien repoussés.

Ce fut là où les François commencèrent à connoître que la Cour de France avoit fait une grande faute d'avoir donné le commandement général au Duc de Savoye contre le Prince Eugène son cousin , & à soupçonner qu'il négocioit un traité secret entr'eux pour chasser les François d'Italie.

Le Roi Guillaume III. & les Hollandois étoient à la vérité persuadés que le Roi de France n'avoit voulu que les amuser & les tromper par le traité de partage ; mais ce qui acheva de les déterminer à se liguier avec l'Empereur pour détrôner le Roi d'Espagne , ce fut une démarche imprudente que fit le Roi Louis XIV. en reconnoissant le Prince de Galles pour Roi d'Angleterre après la mort du Roi son Père qui arriva alors ; ce qui

étoit aller directement contre le dernier traité, dans lequel Louis XIV. avoit reconnu Guillaume III. pour Roi légitime d'Angleterre.

On dit que le Roi Guillaume & les Hollandois ne fussent pas entrés dans la Ligue, ou du moins qu'ils n'y fussent pas entrés si vivement, si le Roi eût différé cette reconnoissance au tems où il auroit eu à se plaindre des Anglois & des Hollandois, & peut-être se seroient-ils sans cela portés comme médiateurs à faire donner à l'Archiduc l'Italie & les Pays-bas; ce qui auroit été une autre sorte de partage qui n'auroit pas coûté à l'Europe douze ou treize ans d'une furieuse guerre, dans laquelle les deux partis ont dépensé plus de cent millions d'onces d'argent, & perdu plus de deux cent mille hommes, pour en venir enfin à ce même petit partage de la Monarchie d'Espagne, qui a été fait par le traité de Paix d'Utrecht; partage qui n'auroit rien

rien coûté à aucune des parties par une pareille médiation.

Le Roi Guillaume piqué au vif n'eut pas de peine à persuader aux Anglois de donner le même secours que dans la guerre précédente , en leur montrant , que cette reconnoissance d'un nouveau Roi d'Angleterre prouvoit que le Roi de France n'attendoit que l'occasion de leur donner un Roi Papiste , nourri dans les principes du despotisme & dans la haine des Parlemens.

Il n'eut pas de peine à leur montrer qu'il n'y avoit de salut pour leur Gouvernement que la diminution des forces de la Maison de France , puis qu'on ne pouvoit se fier aux promesses des François. Il leur fit espérer que le Duc de Savoye & le Roi de Portugal se joindroient à eux dès qu'ils paroïtroient en état de les secourir , & que la paix avec les Turcs rendoit à l'Empereur beaucoup plus de forces nouvelles que l'Espagne n'en pou-

voit ajouter à la France. D'un autre côté il leur fit envisager de nouvelles conquêtes en Amérique sur les Espagnols , pour les dédommager des frais de la guerre.

Ces considérations jointes à l'ancienne haine des Anglois contre la Nation Française , firent que le Parlement donna des subsides pour la guerre au-delà de ce que le Roi Guillaume eût jamais osé espérer ; & tel fut l'effet de la reconnoissance du Roi Jacques III. pour Roi légitime d'Angleterre , reconnoissance qui ne lui apportoit aucun bien réel , qui lui nuisoit même beaucoup pour l'avenir , puisqu'elle alloit causer une guerre qui devoit ruiner son principal protecteur , & le mettre hors d'état de l'assister un jour efficacement.

Louis résista quelques jours à cette reconnoissance ; mais les larmes de la Reine d'Angleterre , & les instances de Madame de Maintenon persuadée par ses larmes ,

larmes, furent si puissantes sur lui, & il fit alors si peu d'attention à l'effet que cette reconnoissance alloit faire sur l'esprit de la Nation Angloise, & du Roi Guillaume III., que dans une des plus importantes conjonctures de sa vie, il ne prit conseil que de ses sentimens de compassion, qui l'empêchèrent de prévoir les maux terribles qui en devoient arriver au Roi, à la Nation François, & par conséquent à la Reine d'Angleterre & au Prince son fils lui-même.

Dans l'adresse de la Chambre Haute il est porté que le Roi Guillaume sera supplié de ne faire aucune paix avec la France, que Sa Majesté & la Nation Angloise n'eussent reçu du Roi de France *une satisfaction formelle de la grande indignité & insulte qui leur avoit été faite par le Roi des François, en reconnoissant & déclarant le Prince de Galles Roi d'Angleterre* : & le Parlement ordonna quarante mille hommes de troupes de ter-

re pour agir contre la France.

Pour soutenir une guerre contre tant & de si puissants ennemis , il falut avoir de nouveau recours à la capitation. Ainsi elle fut rétablie , & un peu en meilleure forme que la première fois ; car on y observa de taxer les corps à une somme , avec faculté à chaque corps de répartir sur chaque membre la somme qu'il en devoit payer pour sa part par proportion à son revenu ; car dans ce nouvel Edit du mois de Mars 1701. le mot de *revenu* y étoit joint à la *dignité* , au lieu que dans l'Edit du premier établissement la taxe s'établissoit uniquement par proportion à la différence de *dignité* , & non par proportion à la différence du *revenu* de chaque membre d'un même corps , ce qui étoit d'autant plus ridicule , que c'est le seul revenu qu'il faut taxer.

Je comprends bien que dans les Villes où il y a beaucoup de Corps de Juges ,
de

de Corps de Métiers, de Corps de Marchands, les membres peuvent connoître le revenu les uns des autres, sans les obliger à une déclaration précise de leurs revenus annuels & de leurs dettes annuelles. Mais il reste un inconvénient pour les Villes mêmes, c'est qu'il y a la moitié des habitans des Villes qui ne sont dans aucun corps, & dont les revenus ne sont point connus de leurs semblables, si ce n'est peut-être par leur dépense extérieure, qui est une espèce de déclaration assez équivoque; car les uns dépensent beaucoup plus que leur revenu, les autres beaucoup moins.

C'est encore pis hors des Villes; car il n'y a point de corps dans les bourgs, & dans les campagnes. Or comment veut-on que l'Intendant puisse être sûr de proportionner la taxe au revenu de l'imposable, si cet imposable ne lui déclare pas son revenu?

Mais le plus grand inconvénient est que tant qu'il n'y aura point de déclaration donnée par tous les sujets de leurs revenus annuels, le Conseil ne connoissant point le revenu de chaque Corps ne sauroit avoir aucune sureté que les taxes des Corps soient proportionnées entr'elles ; & de là naissent nécessairement une infinité de disproportions & d'injustices. Il en faut donc toujours revenir à la déclaration que chaque capitale donnera de son revenu ; & c'est ce que le Clergé a ordonné depuis pour faire des répartitions proportionnées entre Diocèse & Diocèse, entre Bénéfice & Bénéfice du même Diocèse.

Chamillard créa des augmentations de gages ; Il créa des rentes sur les Fermes ; il fit une nouvelle refonte de la monnoye, & obligea tout le monde à porter la vaisselle d'argent à la monnoye.

Mais en haussant le prix de la monnoye par rapport à la valeur numeraire
du

du mot de *livre*, les Marchands vendeurs augmentoient à proportion la valeur numeraire de leurs marchandises; ainsi les revenus du Roi diminuoient réellement de poids, tandis que les munitions de guerre & de bouche & les habillemens des Troupes augmentoient de prix.

Les étrangers profitèrent sur nous par differens endroits, & surtout en remarquant nôtre monnoye qui augmentoit de prix par ce remarquement. Ces changemens dans les monnoyes diminuoient beaucoup le Commerce, en augmentant de beaucoup la défiance des prêteurs.

On faisoit tous les jours des remboursemens de rentes avec le tiers moins d'argent en poids que le débiteur n'en avoit reçu. Or j'ai démontré que toute augmentation du marc d'argent en livres tournois est réellement un subside très fort, & que de tous les subsides il est de
beau-

beaucoup le plus onéreux pour l'Etat qu'aucun autre qui ait été mis en usage jusqu'à présent.

A N N É E 1702.

L'année se passa en pleine guerre de tous côtés, en Flandre, en Allemagne, en Italie, en Espagne, en Amérique, avec des succès divers, selon les divers talens des Généraux des deux partis.

Cette guerre paroissoit d'autant plus durable que les partis paroissoient plus égaux en forces, surtout depuis la mort du Roi Guillaume, qui, s'il eût vécu, eût rendu beaucoup plus tôt le parti de l'Empereur fort supérieur.

Ce Prince qui avoit beaucoup de talens pour le Gouvernement, se souvenoit toujours de la manière méprisante dont Louis XIV. l'avoit traité en 1672. Il se faisoit un plaisir de s'en venger, en lui faisant sentir qu'il n'étoit rien moins que

que méprisable. Personne ne savoit mieux que lui mettre en œuvre les injures ou personnelles ou nationales que les voisins de Louis en avoient reçues pour le faire craindre & haïr, & pour persuader aux Souverains voisins que c'étoit l'ennemi commun de l'Europe, le perturbateur perpétuel du repos public, & qu'il étoit tems d'arracher les dents au lion.

Ce Prince laissa l'Europe animée pour longtems contre Louis XIV. & contre la Nation Françoisse, & surtout les Anglois. Il laissa parmi les Hollandois le Pensionnaire Heinsius sa créature, qui avoit personnellement à se plaindre du traitement injurieux qu'il avoit reçu autrefois par ordre du Roi à Orange.

Le Prince Eugène de Savoye, qui se souvenoit de son côté d'avoir été méprisé en France dans sa jeunesse par Louvois & par le Roi, étoit ravi de trouver

en Italie occasion de lui faire sentir, qu'il n'étoit nullement méprisable, & qu'il valoit bien la peine d'être employé dans le service de France, comme il l'avoit désiré. Ainsi il travailloit fortement & efficacement par diverses promesses à détacher le Duc de Savoye son parent de nôtre Alliance, & il y réussit.

Catinat ne fut pas longtems à s'apercevoir que le Duc ne procédoit pas avec droiture; mais Villeroy & Tessé plus faciles à tromper par des flatteries, le soutinrent dans l'esprit de Louis, jusqu'à ce qu'enfin la vérité se fit connoître; & le Roi vit alors quelle faute il avoit faite de lui avoir confié le commandement de ses troupes contre l'avis de Catinat.

La Reine Anne, seconde fille du feu Roi Jacques second, succéda au Roi Guillaume, & se laissa facilement entraîner par le Parlement d'Angleterre à continuer la guerre aux deux Couronnes.

Chur-

Churchil depuis Comte & Duc de Marlborough , jeune homme , grand , bien fait , courageux , d'un esprit supérieur , eut la principale part à sa confiance. Il fut fait Général des Troupes Angloises ; c'étoit un emploi très lucratif , & il aimoit fort l'argent. C'étoit encore une raison pour faire durer la guerre ; car les intérêts particuliers dans les personnes qui tiennent de près aux Rois décident souvent des intérêts du Public.

Le Marquis de Villars Lieutenant Général qui ser voit sur le Rhin où commandoit M. de Catinat , proposa au Roi un projet pour passer le Rhin à Huningue , & pour prêter la main à l'Electeur de Bavière qui faisoit une grande diversion dans l'Empire. Louis renvoya ce projet à Mr. de Catinat à Strasbourg , avec ordre de l'exécuter s'il le trouvoit praticable ; sinon de le donner à exécuter au Marquis de Villars auteur du projet.

jet. Le Maréchal le trouva impraticable, & ne voulut point s'en charger ; ainsi il en donna le commandement au Marquis de Villars. Ce qui empêcha le Maréchal de Catinat de s'en charger, c'est qu'il avoit pris une trop grande idée de l'habileté du Prince Louis de Bade Général de l'Empire qui gardoit le Rhin, pour risquer une pareille entreprise presque sous ses yeux. Il falloit pour y réussir une extrême célérité dans les troupes & surtout dans le Général, & une grande passion de devenir Maréchal de France ; ainsi Villars ne dormit que deux ou trois heures par jour en quinze jours. Il passa le Rhin, & gagna une bataille à l'orient de ce fleuve. Ce succès le fit alors Maréchal de France.

On vit presque toutes les semaines des Edits burfaux sous différents prétextes : création de rentes viagères ; création de nobles ; création de Chevaliers en Flandre ; création de nouvelles rentes sur la

Ville

Ville au denier seize ; création de nouveaux Gages, &c.

L'Edit qui regarde l'établissement de la Caisse des Emprunts, ne subsiste plus, parce qu'elle cessa de satisfaire à ses engagements : C'étoit une espèce de Banque, où celui qui avoit de l'argent qu'il prévoyoit lui être inutile durant six mois, le portoit & en tiroit un intérêt. On lui donnoit un billet payable dans six mois, dans lequel l'intérêt de six mois étoit compris ; & comme on y avoit satisfait durant quelques années avec exactitude, tout le monde y portoit son argent : la plupart au lieu d'en retirer leur argent, l'y laissoient & prenoient de nouveaux billets. Un pareil établissement pourroit être utile & pourroit exister, 1°. si le même Bureau prètoit le même argent sur gages ou sur crédit à des emprunteurs, & à un intérêt un peu plus fort que l'intérêt que le Bureau payoit aux Prêteurs ; car alors l'intérêt & le
princi-

principal que le Bureau recevroit d'une main des emprunteurs, il le rendroit de l'autre aux prêteurs avec un peu de profit pour lui, & cet établissement détruiroit les usuriers. 2°. Il faudroit que le Bureau ne prêtât qu'à des marchands à proportion de leur crédit fondé sur leurs biens, sur leur habileté, sur leur économie, sur leur probité, & sur leur exactitude à tenir leurs promesses. Les prêteurs de la Caisse seroient sûrs qu'avec le profit que la Caisse feroit, elle payeroit facilement le capital & l'intérêt des prêteurs à jour nommé. 3°. Il faudroit que ce fût une Compagnie perpétuelle de Travailleurs, où personne ne fût reçu qu'aux trois quarts des voix par scrutin. Si l'on y recevoit des fainéans, des prodiges, des visionnaires, des gens qui n'ont ni bonne foi, ni exactitude, ni expérience, des bâtisseurs, des acquereurs de maisons, de terres, de rentes, des Joueurs, le crédit du Bureau s'anéantir

roi

roit bientôt. 4°. Il faudroit dans cette Compagnie, pour y entretenir l'émulation au travail & à la vertu, qu'il y eût plusieurs places plus honorables & plus lucratives les unes que les autres, pour six ans, & éligibles au scrutin.

S'il n'y a un ressort perpétuel, ceux qui prennent le plus de peine, & qui travaillent beaucoup plus utilement que les autres, tomberont bientôt dans la paresse & dans la nonchalance.

Il y eut un autre Edit pernicieux au service de l'Etat ; c'est celui qui mit en vente au plus offrant les emplois de Commissaires de la Marine, au lieu de choisir chaque Commissaire par scrutin entre trente Ecrivains principaux, & l'Ecrivain principal entre trente Ecrivains simples. Il faloit de même choisir les Commissaires généraux par scrutin entre trente Commissaires particuliers, & choisir l'Intendant de Marine par scrutin entre les Commissaires généraux.

Telle

Telle est la méthode qui peut former un Corps excellent de gens de plume dans la Marine ; mais en vérité il étoit entièrement contre l'intérêt de l'Etat d'introduire la vénalité dans des emplois si importants , & que l'on ne pouvoit exercer avec succès que par un long travail ; au lieu qu'il falloit y introduire l'émulation par la méthode du scrutin , entre ceux qui auroient travaillé plusieurs années. Il est certain que la méthode de vendre ces emplois sans examen suffisant du mérite national , est une méthode très pernicieuse.

ANNE'E 1703.

Le Roi fit cette année onze Maréchaux de France.

De Chamilli , bienfaisant , honorable dans sa dépense , mais fort inférieur pour l'esprit à son frère aîné qui étoit mort.

Roze Livonien , excellent Officier de Cavalerie , homme de grand sens.

D'Uxel-

D'Uxelles, homme de plaisir, fin cour-
tisan, médiocrement bon Citoyen.

De Tallard, esprit fin, très ambitieux,
inquiet; il ne voyoit que de fort près,
grand défaut pour un homme de guer-
re: Sa vuë étoit courte, mais les vuës
étoient longues: il étoit bon courtisan.

De Harcourt, excellent Officier, bon
négociateur, peu courtisan, bon citoyen.

De Chateau-Renaud, médiocre esprit,
mais courageux, entreprenant & heureux.

D'Etrée, homme d'esprit & d'humeur,
fait la Marine, mais non pas comme le
Maréchal de Tourville la savoit.

De Vauban, excellent Officier de guer-
re, surtout pour fortifier, & pour atta-
quer les Places; excellent citoyen, pro-
tecteur zélé des malheureux qui avoient
du mérite.

De Tessé, excellent courtisan, poli,
gracieux.

De Montrével, poli, galant, affaires
dérangées.

De

De Marfin , ardent , généreux , vertueux , médiocre Général , dérangé dans ses affaires.

L'Electeur de Bavière s'étoit déclaré pour la France , & croyoit que les Princes & les villes d'Allemagne qui l'environnoient du côté de France accepteroient la neutralité comme moins couteuse & moins dangereuse que la guerre ; mais il fut trompé dans ses espérances ; ainsi en se déclarant pour le Roi Philippe , il fut obligé d'agir en ennemi contre ceux qui ne vouloient point de neutralité. Il écrivoit qu'il alloit bientôt être accablé dans son propre pays par les troupes Impériales supérieures aux siennes , s'il n'étoit secouru par les troupes de France ; mais il manquoit aux François un passage commode sur le Rhin , tel qu'étoit le Fort de Kehl , qui est au bout du Pont de Strasbourg , & l'on ne pouvoit jamais espérer de le prendre sous les yeux du fameux Prince de Bade , à moins que de
l'atta-

l'attaquer au milieu de l'hiver & avant qu'il pût rassembler ses troupes.

C'est ce qu'entreprit & ce qu'exécuta le Maréchal de Villars. Il rassembla secrètement durant le mois de Décembre & le mois de Janvier tout ce qui lui étoit nécessaire : Il fit marcher ses troupes, & avec une célérité qui lui étoit particulière, il se trouva devant Kehl à la fin de Février ; comme il avoit bien pris toutes les mesures, l'artillerie fut servie à merveilles, & il prit cette place en treize jours de tranchée.

Cette conquête lui donna la facilité de communiquer avec l'Electeur & de faire ensemble divers progrès ; mais comme dans la suite il ne put convenir de projet avec l'Electeur, il demanda son rappel à la Cour, & on lui donna le Maréchal de Marfin pour successeur.

La Cour de France fit une faute en n'envoyant pas auprès de Monsieur de Bavière un négociateur du choix du Ma-

réchal de Villars, qui eût entretenu entr'eux l'union, & fait goûter à l'Electeur les avis du Maréchal.

En général les événemens de la guerre, tant sur mer que sur terre, furent mi-partis selon la capacité des Généraux & la supériorité du nombre de Troupes; mais l'événement le plus fâcheux pour la maison de France, fut la désertion du Duc de Savoye, auquel l'Empereur promit plus que ne lui promettoient les deux Rois de la maison de France; car il se vendoit toujours au plus offrant: Il fut donc déclaré ennemi, & plût à Dieu que les deux Rois l'eussent regardé comme tel deux ans auparavant! ils n'auroient pas perdu l'Italie.

Il parut encor plus de créations d'Offices grands & petits que sous le Ministère de Phéliepeaux de Pontchartrain. Tout étoit à vendre pour faire de l'argent.

Cette année on fit au Parlement le

27^e. Juin un Règlement pour le Collège d'Harcourt, qui prouve que l'on devoit faire de semblables réglemens tous les dix ans pour chaque Collège, & cette commission devoit être donnée à deux Commissaires du Bureau perpétuel, qui auroit les Collèges & l'éducation de la Jeunesse dans son département.

A N N E E 1704.

Les affaires changèrent bien de face en Allemagne, depuis que le Maréchal de Villars en fut sorti; car Marlborough y passa avec le Prince Eugène & plus de trente mille Anglois, ce qui obligea la France à y envoyer le Maréchal de Tallard avec plus de vingt mille hommes au secours de l'Electeur de Bavière. Les Impériaux remportèrent une victoire complète & décisive à Hochstet. Le Maréchal de Tallard fut pris avec vingt-sept bataillons prisonniers de guerre. Ce Maréchal y commit une faute considérable en dégar-

nissant trop son corps de bataille pour fortifier sa droite. Marlborough qui avoit des officiers dans un clocher voisin, en fut averti; il dégarnit sa droite & fortifia son corps de bataille, mit ainsi le nôtre en désordre, & puis en déroute.

La raison que dit le Maréchal pour se justifier, c'est que l'on n'avoit jamais perdu de bataille par le centre d'une armée; mais on lui répondit : *il est vrai, mais c'est que l'on ne s'étoit point encore avisé de dégarnir le centre.*

Une autre grande faute, c'est que les François pouvoient attendre deux jours sans combattre, & ils eussent reçu un renfort de huit ou dix mille hommes.

L'Electeur de Bavière & le Maréchal de Marsin eurent à leur gauche de l'avantage sur l'aile droite des ennemis commandée par le Prince Eugène; mais voyant le reste de l'armée en déroute, ils se retirèrent promptement & repassèrent le Rhin. L'Electeur retourna commander

der en Flandres, & laissa la Bavière à la discrétion des Impériaux vainqueurs. Tout cela vint de ce que l'Electeur n'eut pas assez de complaisance & assez de confiance pour les conseils & pour les projets du Maréchal de Villars; & ce défaut de confiance venoit d'une autre petite source que l'on n'eût jamais devinée, c'est que M. de Torcy Ministre des Etrangers avoit mis auprès de l'Electeur comme Envoyé de France un nommé Ricouffe, qui ne manquoit pas d'esprit, mais qui croyoit en savoir plus que M. de Turenne dans la guerre, & plus que le Cardinal de Richelieu dans la Politique.

Le Maréchal de Villars malheureusement se moqua de ses airs importants, & traita ses projets de chimériques; & celui-ci piqué au vif par un pareil mépris s'en vengea avec le secours de ses flatteries auprès de l'Electeur, en donnant toujours le tort au Maréchal dans l'esprit de l'Electeur, & en lui inspirant

incessamment de la jalousie sur ce qui regardoit le commandement : jusques-là l'Electeur se confioit beaucoup au Maréchal; mais bientôt après il arriva que presque tous les matins l'Electeur après avoir conféré avec Ricouffe de ce qu'il avoit résolu le soir avec le Maréchal, lui envoyoit dire le matin qu'il avoit changé d'avis sur ce dont ils étoient convenus le soir.

Enfin ils se brouillèrent au point que Ricouffe vint à bout de faire souhaiter au Maréchal d'être rappelé : ainsi Ricouffe fut par cascade la cause principale de cette malheureuse catastrophe de Hochstet, qui mit durant le reste de la guerre une si grande supériorité du côté des ennemis, & qui eût enfin bouleversé la France & l'Espagne, s'il n'étoit pas arrivé des conjonctures favorables à ces deux Etats ; conjonctures qui vinrent d'une autre semblable petite cause obscure, & qui produisirent un événement encor plus heu-

heureux pour la Maison de France, que cette fatale journée d'Hochstet lui avoit été honteuse & préjudiciable. Cela fait souvenir de la fable de l'aigle & de l'escarbot.

Après la bataille on vit les Allemands reprendre Landau, & la révolte des Cévennes si bien soutenue par l'argent de l'Angleterre & d'Hollande que la Cour se trouva obligée d'y envoyer le Maréchal de Villars, qui moitié par force, moitié par douceur & par négociation, termina cette revolte en peu de mois.

M. le Comte de Toulouse Amiral, avec environ quarante-huit vaisseaux, donna une bataille navale contre les Anglois & les Hollandois, dans la Méditerranée vers Malaga sur les côtes d'Espagne, & demeura maître du champ de bataille. Les ennemis y perdirent beaucoup plus que la France, mais elle y perdit le Bailli de Lorraine Commandeur de Piéton : cette Commanderie fut donnée

au Chevalier de Saint Pierre mon frère alors Lieutenant Général des vaisseaux de Malthe. Le Marquis de Bellisle-Etard, Chef d'Ecadre, brave & excellent Officier, fut aussi tué à cette bataille ; il avoit épousé une de mes nièces.

Les Anglois avertis qu'il n'y avoit dans Gibraltar que cent Espagnols de garnison, débarquèrent douze mille hommes, & prirent cette place assez facilement.

Stahremberg avec huit ou dix mille hommes traversa l'Italie malgré Mr. de Vendôme, & se joignit au Duc de Savoie ; mais Mr. de Vendôme attaqua & prit Verceil, & en fit démolir les fortifications.

La Cour créa encore huit Inspecteurs généraux de marine, cent Commissaires aux classes & huit Commissaires aux vivres ; mais pareilles commissions entre les mains de gens qui n'ont d'autres vertus & d'autres talens que l'argent qu'ils ont pour les acheter, sont très préjudiciables.

ciables au service du Roi & de l'Etat.

La Cour donna une déclaration très injuste & très préjudiciable au public & au Commerce ; elle portoit que les billets de monnoye qui perdoient douze ou quinze pour cent, seroient reçus dans tous les payemens pour argent comptant. Telle étoit la suite de la disette d'argent , où plutôt tel étoit l'effet du discrédit, tel étoit le défaut de la circulation de l'argent. Desmarets fut alors rappelé par Chamillard & déclaré Directeur des Finances : c'étoit un homme habile, dont le Régent eût pu se servir dans la Régence , plus utilement que de Law. J'ai lu avec plaisir son mémoire apologétique de son Ministère. Il n'eût jamais fait la faute de Law sur la fabrique du trop grand nombre de billets de Banque au-delà de ce qu'il y avoit d'argent effectif à la Banque. C'étoit l'effet de l'erreur où tombent ceux qui croient que les Banques de Londres, d'Amsterdam, & les Com-

pagnies des Indes , ont plus de billets sur la place que d'argent dans leurs caiffes , ou de marchandises , ou de billets de bons débiteurs.

Après la défaite du Roi de Suède par le Czar à Pultava , Stanislas Leczinski Roi de Pologne fut chassé de ce Royaume , & se retira sur les terres que le Roi de Suède avoit en Alsace , & depuis il vint à Veiffembourg. Sa fille unique est présentement Reine de France & mère du Dauphin.

A N N É E 1705.

Comme le Roi de France & le Roi d'Espagne étoient presque partout inférieurs en forces depuis la bataille d'Hochstet , leurs Généraux avoient ordre de se tenir sur la défensive , de ne rien hazarder , & de tirer la guerre en longueur , pour être en état de profiter des conjonctures favorables que le tems pourroit amener pour désunir & gagner quelqu'un des

des Alliés , & pour affoiblir cette formidable alliance.

Les Alliés au contraire craignant entr'eux la désunion cherchoient avec empressement toutes les occasions de profiter promptement de leur supériorité. Marlborough cherchoit à combattre pour pouvoir entrer en France par la Lorraine & par la Champagne, qui est le côté le moins fortifié de la France. Il vouloit établir des contributions & vendre des fauve-gardes jusqu'à Paris : car il aimoit fort à vendre de telles marchandises.

Pour en venir à bout il devoit de bonne heure se mettre en campagne & entrer en Champagne avec le Marquis de Bade qui devoit se joindre pour assiéger Metz.

Villars fut choisi par le Roi pour l'opposer à Marlborough , qui étoit alors l'ennemi le plus à craindre & dont le projet étoit le plus dangereux pour la France.

Villars alla dès le mois de Mars re-

connoître les meilleurs postes de toute cette contrée, pour trouver un camp qui fût tel que d'un côté les ennemis fussent obligés de le forcer, s'ils vouloient entrer en campagne, & faire suivre leurs vivres, leur artillerie & leur convoi avec sûreté, & qui de l'autre pût tellement être fortifié en un mois de tems que les ennemis ne pussent espérer de l'attaquer avec succès.

Il en trouva un vers Sirck, il s'y établit & s'y fortifia, avant que Marlborough pût l'en empêcher; & effectivement Marlborough le trouva si bien campé, & son camp si bien fortifié, qu'il n'osa l'attaquer; & alors ayant changé de projet, il retourna du côté de Liège, en se plaignant de la lenteur du Marquis de Bade Général des troupes de l'Empire; mais il devoit savoir que les Colonels de ces troupes Allemandes aiment à faire durer leurs quartiers d'hiver le plus qu'ils peuvent, & à l'envi les uns des autres.

L'Em.

L'Empereur Léopold mourut, mais sa mort n'apporta presque aucun changement aux affaires générales. Joseph son fils aîné fut reconnu Empereur; & comme les Alliés étoient unis par la haine & par la crainte commune qu'ils avoient de la puissance & du caractère de Louis XIV, qu'ils s'étoient formée comme d'un voisin injuste qui gouverné en partie par Louvois veut toujours fortement s'aggrandir aux dépens de ses voisins; & qui ne se trouve jamais lié par ses traités, leur but étoit de l'affoiblir tellement qu'ils pussent désormais se fier à ses promesses, lorsqu'il n'auroit plus le pouvoir d'y manquer.

Nous avions quelque supériorité en Italie sur les ennemis; mais depuis la conquête qu'ils firent de Barcelone & du reste de la Catalogne, ils avoient la même supériorité en Espagne; & comme les Officiers François qui étoient en Italie & en Espagne ne pouvoient pas revenir

en France faire leurs recrues, Chamillard, qui étoit chargé du Ministère de la Guerre, & du Ministère des Finances, faisoit lever les recrues dans les provinces par Paroisses, & en envoyoit communément tous les ans quatre ou cinq mille en Espagne, & dix-sept ou dix-huit mille en Italie. C'est ainsi que la France s'épuisoit d'hommes & d'argent, & cela parce que Louis par le conseil de Louvois, avoit abusé en 1667. injustement de ses forces au préjudice de ses traités, au lieu de se faire arbitre & pacificateur des différends des autres Souverains d'Europe.

Je fai bien qu'il avoit quelquefois des prétextes pour prétendre qu'il n'alloit pas contre ses traités; mais je ne fai si lui-même il se croyoit exact observateur de ses promesses envers ses voisins; ce que je fai bien, c'est que si quelques voisins avec pareils prétextes n'eussent pas mieux observé envers lui leurs promesses, il les auroit sans aucune difficulté condamnés

damnés d'injustice ; car qu'y a-t-il de plus injuste que de vouloir que les autres exécutent exactement & de bonne foi les promesses qu'ils nous ont faites dans les traités , & de ne vouloir pas exécuter exactement & de bonne foi celles que nous leur avons faites.

On trouva en Poitou près de Vijan & de l'Isle Jourdain , des pierres de mine , où il y avoit de l'argent ; mais ce que l'on en tiroit d'argent ne valoit pas les frais.

Il n'est pas vraisemblable que dans la grande étendue des terres qui dépendent de la Monarchie de France depuis sept ou huit degrés de la ligne , dans divers Continens en Amérique , en Afrique & en Europe , il ne se trouvât pas plusieurs mines d'or & d'argent ; mais pour les trouver il faudroit une dépense annuelle d'une es-pèce de Régiments composés de connoisseurs en mines , de fondeurs , qui auroient le double de leur paye quand ils
seroient

feroient en chemin ou employés dans les mines ; bien entendu que ceux qui auroient plus de peir^e feroient payés à proportion de leurs peines , & que tous auroient l'espérance du quadruple de paye , s'ils trouvoient de bonnes mines.

Il faudroit avoir différens mineurs Espagnols , gens intelligens , pour servir d'Officiers. En dix ans de travail & d'expérience , les François en fauroient bientôt autant que les Espagnols d'Amérique.

Nous avons des connoissances de mines d'or en Afrique dans des montagnes à deux cent lieues de la mer : Nous avons des connoissances de mines d'argent à la Louisiane à deux cent lieues de la mer en remontant une rivière qui se jette dans le Mississipi à l'Occident ; c'est au Gouvernement à envoyer en ces pays-là deux ou trois Compagnies de ce Régiment des mines , qui rapporteroient plus à l'Etat que pareil nombre de Compagnies de mineurs.

Tout

Tout le monde fait combien les Portugais se font enrichis depuis quelques années par la découverte d'une mine d'or qu'ils firent vers 1714. dans le Bresil à deux cent lieues de la mer.

Il parut un Edit de révocation du privilège d'exemption de taille : comme ces sortes de privilèges sont fort à charge à l'Etat, il ne faut pas les rendre perpétuels, il faut les revoquer à la paix, & donner aux intéressés des dédommagemens moins onéreux à l'Etat que les privilèges, qui sont autant de fentes par lesquelles s'écoulent les revenus de l'Etat ; il est même de la nature des fentes, de s'aggrandir avec le tems : les privilèges sont des sources de fraudes.

Par Arrêt du Conseil du 8 Novembre les privilèges d'exemption de subsides sur les terres, & fermiers, ou censiers des Chevaliers de Malthe, furent confirmés à l'occasion de quelques nouvelles taxes imposées sur des fermiers ou censiers de la

la Commanderie de Piéton en Flandre près de Valenciennes , qui appartenoit au Commandeur de Saint Pierre mon frère , qui commandoit alors l'Escadre des vaisseaux de Malthe contre les Algériens , & contre les autres Corsaires Mahométans.

Le Roi par des Commissaires nommés de sa part & de la part de l'Ordre pourroit estimer ce que ces Privilèges produisent à l'Ordre , leur en donner un équivalent au profit du commun trésor , & revoquer ces exemptions. L'Ordre des Chevaliers de Malthe y gagneroit de son côté , & le Roi y gagneroit aussi du sien.

Le Roi unit la Chambre des Comptes avec la Cour des Aides de Rouen , & plût à Dieu qu'il unit aussi les Eaux & Forêts , les Justices Seigneuriales , les Elections , les Greniers à sel aux Justices Royales , auxquels il faudroit joindre le droit de Présidialité ; la justice y seroit mieux

mieux rendue; il y auroit dans les Officiers plus de respect les uns pour les autres, plus de décence, plus d'émulation, plus de travail, & moins de procès sur les compétences.

Les Recrues pour l'Italie & pour l'Espagne montèrent cette année à vingt-six mille neuf cent hommes. Ces climats chauds & l'ignorance de la manière de s'y nourrir & de s'y gouverner contre la chaleur, contre le ferein, contre les vins de ces Pays, faisoient mourir grand nombre de soldats.

Il y eut grande quantité d'Edits & d'Arrêts du Conseil de Finances qui donnoient un beau champ aux Traitans pour véxer le Peuple & pour s'enrichir à ses dépens par une infinité de petits traités particuliers dont le Roi ne tiroit pas pour l'ordinaire la moitié de ce que payoit le peuple.

A N N É E 1706.

Le Roi au lieu d'opposer Villars à Marlborough en Flandres , n'y opposa que Villeroi , habile Courtisan , protégé à la vérité par Madame de Maintenon , mais mal-habile Général. Aussi Villeroi fut-il entièrement défait à Ramillies par Marlborough ; & comme cette défaite arriva au commencement de la campagne , les ennemis eurent le loisir d'attaquer & de prendre un grand nombre de Places en Flandres , c'est-à-dire , presque toutes les Places du Roi d'Espagne , & même Menin qui étoit à la France.

Villars en Alsace , quoiqu'inférieur en forces au Prince Louis de Bade , ne laissa pas d'y faire quelques progrès , & de l'obliger à repasser le Rhin.

Villeroi fut rapellé. Mr. de Vendôme fut envoyé à sa place en Flandres , & Mr. le Duc d'Orléans envoyé en Italie à la place de Mr. de Vendôme. Le Maréchal

Marl. a que é à la mais i fut. Marl. arriva , les & de es en es les Me. r en laif. & de ôme & talie Ma- chal

Maréchal de Marfin commandoit sous Mr. le Duc d'Orléans ; il avoit le secret & les instructions du Roi. J'entendis alors d'habiles Guerriers qui disoient qu'il valoit bien mieux y renvoyer Catinat ; mais Chamillard vouloit faire La Feuillade son gendre Maréchal de France. Faut-il que des intérêts particuliers de famille soient préférés au salut de l'Etat ?

Marfin étoit brave & vertueux, mais petit esprit , & peu de ressources dans les occasions , bon en second , médiocre en premier ; aussi fit-il une faute décisive au siège de Turin. Mr. le Duc d'Orléans & presque tous les Officiers Généraux opinoient à sortir des lignes qui environnoient Turin dont La Feuillade faisoit le siège. Ce Prince vouloit mettre l'armée en bataille pour s'opposer à celle que commandoit le Duc de Savoye & le Prince Eugène son cousin ; Marfin soutint opiniâtrement qu'il falloit attendre les ennemis dans les lignes. L'avis de Mr. le Duc d'Or-

d'Orléans , qui trouvoit ces lignes mauvaises , alloit l'emporter , lorsque Marlin tira de sa poche l'ordre précis du Roi. Il fallut se rendre à cet ordre imprudent donné à deux cent lieues de là contre les connoissances que les Officiers avoient par leurs yeux. Les François se tinrent donc dans leurs lignes , quoique très mauvaises en plusieurs endroits ; aussi les ennemis y entrèrent-ils bientôt en les attaquant par colonnes ; le désordre s'y mit , & les François furent entièrement défaits , & de cette défaite s'ensuivit la perte de Casal, de Mantoue, du Milanès , du Royaume de Naples & du reste de l'Italie.

Marlin y mourut de ses blessures , & nous prouva par le mauvais succès de l'avis qu'il avoit soutenu , que le parti supérieur en troupes doit toujours attaquer en bataille rangée , & ne jamais demeurer sur la défensive dans des lignes médiocrement bonnes.

Le Roi Philippe avec les troupes de
France

France rentra dans Madrid & commença à reprendre courage; mais il falloit chasser l'Archiduc de Barcelone, & reprendre quantité de Places qu'il avoit prises : projet difficile.

Ce fut dans ce tems-là que l'Electeur de Bavière fit de la part des Rois alliés quelques propositions générales de paix aux Hollandois & aux autres alliés; mais Marlborough qui vouloit faire durer la guerre, les fit rejeter avec hauteur en disant; *Que n'y ayant aucune sureté avec un Prince qui foule aux pieds les traités, il falloit lui ôter ses Places & ses forces, si l'on vouloit rester avec quelque sureté dans son voisinage.*

Nouveaux Edits, nouvelles déclarations, nouveaux arrêts du Conseil pour tirer de l'argent, mais toujours uniquement par le secours des Traitans, qui gaignoient excessivement sur le Roi, & par conséquent sur le Peuple.

Un Docteur de Sorbonne nommé Mortier,

tier, homme de bien, mais fanatique, fit imprimer un livre qui fut aussi-tôt supprimé par Arrêt du Parlement. Il soutenoit que l'on pouvoit & même que l'on devoit se servir du secret de la Confession des valets, des servantes, des femmes, des filles, & même les interroger sur ce qu'ils savent de tous les commerces d'amour, de toutes les familles de leur voisinage, afin d'en donner avis aux maris, aux pères, aux mères, aux Magistrats, à la Cour, *& le tout pour la plus grande gloire de Dieu.* Voilà jusqu'où conduisit le fanatisme des petits esprits qui ne savent ce que c'est que l'essentiel de la Religion.

ANNÉE 1707.

Les Impériaux achevèrent de conquérir ce qui restoit au Roi d'Espagne en Italie; & puis sous le commandement du Duc de Savoye & du Prince Eugène son cousin, ils firent une invasion en Proven-

Provence, dans le dessein de se saisir de Toulon avec le secours de la flotte des Anglois & des Hollandois; mais ayant rencontré dans cette entreprise plus d'obstacles qu'ils ne croyoient, ils repassèrent en Italie.

En Espagne Mr. le Duc d'Orléans, après la victoire d'Almanza, reprit tous les postes que les Impériaux avoient pris, & même Lérida place fameuse par ses fortifications. Le Comte de Villars frère du Maréchal, Chef d'Escadre & depuis Lieutenant général des Armées de terre, reprit l'Isle de Minorque & le Port Mahon.

Les Escadres particulières que formoient les François avec des vaisseaux bons voiliers, prirent beaucoup de Marchands Anglois & Hollandois malgré leurs vaisseaux d'escorte.

Le Maréchal de Villars avoit dans l'hiver proposé au Roi d'entrer de bonne heure en Allemagne par le pont de

Strasbourg, & de forcer les lignes des Allemands à Stollhofen, de faire vivre l'armée aux dépens des Princes d'Allemagne, & de les obliger par cette expédition à retirer toutes leurs troupes de Flandre où elles étoient sous le commandement de Milord Marlborough, qui avoit en troupes une grande supériorité sur Mr. de Vendôme. Ce projet fut suivi & réussit malgré les difficultés qui avoient été prévues; & Mr. de Vendôme de son côté, qui avoit ordre de se tenir sur la défensive & d'éviter le combat, fit si bien, qu'en changeant & rechangeant de Camp, il ne se passa rien de considérable en Flandres.

Le Maréchal de Vauban mourut à soixante & quinze ans. Il avoit demandé à faire le siège de Turin sous les ordres du Duc de la Feuillade qui n'étoit que Lieutenant Général, & personne ne doute qu'il n'eût pris cette Place longtems avant que le Prince Eugène pût arriver pour la secourir; mais mal-

malheureusement La Feuillade, gendre du Ministre de la Guerre & des Finances, fut préféré à Vauban pour ce siège, & cette préférence pour l'intérêt de son gendre causa la perte d'une infinité de troupes & de tous les Etats que le Roi d'Espagne possédoit en Italie.

Ce grand Homme dans sa retraite ne cessoit en bon citoyen de penser aux divers moyens politiques de diminuer les maux & d'augmenter les biens de sa Nation. Je l'ai vu longtems occupé du projet de la dixme Royale, qui malgré un grand inconvénient étoit encore préférable à la taille arbitraire & repartie arbitrairement par les Collecteurs injustes. Le projet de taille tarifée est le meilleur de tous. Les preuves sont les essais que l'on a fait avec succès dans diverses Provinces.

Il y eut abondance de bled en France; ainsi il y eut permission d'en faire sortir; mais à dire le vrai cette permis-

sion vint un peu tard. La raison c'est que le Conseil ignoroit 1°. quelle quantité il en faut pour la consommation ordinaire des habitans. 2°. Combien il y a d'habitans à nourrir dans chaque Généralité. 3°. Combien dans chaque Généralité on a recueilli de gerbes de tout bled. 4°. Combien il faut de gerbes pour fournir un septier ou cinq boisseaux, pesant environ deux-cent cinquante livres, ou la charge d'un cheval ; ce qu'il seroit facile au Conseil de savoir dans le mois de Janvier, s'il y avoit un bureau dans la Capitale chargé de faire cette information par le moyen des Curés, des Intendans & de leurs Subdélégués. 5°. Ce Conseil sauroit par ce moyen combien de septiers de froment, de fèves &c. il doit faire sortir. J'en ai parlé dans le traité pour éviter la famine.

Beaucoup de gens avoient cru jusqu'alors que ceux qui avoient des rentes foncières à prendre sur des biens saisis en décret,

décret, n'étoient point obligés de faire d'opposition au décret pour la continuation de leurs rentes ; mais par arrêt du Parlement de Paris du 16 Février 1707. il fut jugé que l'adjudicataire n'en feroit point chargé, faute au créancier d'avoir fait son opposition au Greffe. Si cet arrêt est juste, on devroit en faire un Règlement par un Edit enregistré dans toutes les Jurisdiccions, afin que tout le monde en fût averti ; ce qui devroit être déjà fait.

Il y eut un Règlement pour les Ecoles de Médecine de Paris ; & à cette occasion je dirai qu'il seroit à propos qu'il y eût dans la Capitale une Académie de Médecine, qui pour les observations des maladies & des remèdes eût correspondance avec les Médecins des Provinces. Faire soutenir des Thèses est une façon de connoître la capacité d'un sujet, mais c'est un moyen couteux & fort équivoque : il y a un moyen plus sûr & moins

contoux. J'en ai parlé dans le projet pour perfectionner la Médecine.

Il y eut un contrat avec le Clergé pour payer sa part des subsides. J'avoue que je ne vois pas de raisons solides pour faire des contrats avec le Clergé, tandis qu'il ne s'en fait point avec la Noblesse. Est-ce que les Ecclésiastiques ne sont pas également sujets, & également obligés aux taxes pour soutenir l'Etat, que les Gentilshommes & les Officiers de guerre & de Magistrature? Pour moi, quoique du corps du Clergé, j'espère que l'on bannira un jour cette distinction injuste & odieuse.

Il se trouvoit pour cent soixante-treize millions de livres en billets de monnoye. On avoit forcé les Créanciers à les recevoir en paiement pour un tiers, & les deux tiers en argent, quoiqu'ils perdissent un tiers sur l'argent, & l'argent avoit été augmenté à un nombre de livres tournois presque double. De-

forte

POLITIQUES. STI

sorte que le Créancier qui avoit prêté quatre cent marcs d'argent en constitution de rentes, n'en retiroit qu'environ deux cent dans le remboursement de sa rente, ce qui étoit très injuste.

C'est une mauvaise administration des finances, quand le Conseil repartit le subsidé d'une manière extrêmement disproportionnée. Or dans cette occasion les sujets sages & prudents qui ne devoient rien, & qui par leur bonne économie n'avoient point de créanciers, mais seulement des débiteurs, portoient seuls la perte sur les billets de monnoye, & sur les monnoyes mêmes.

A N N E E 1708.

Le Prince de Dannemarc, mari de la Reine Anne, mourut à Londres; génie médiocre, il ne se mêloit d'aucune affaire.

Le Roi Jacques III. ou le Prince Prétendant, ayant des intelligences dans E-

dimbourg, y tenta une descente ; mais d'un côté ne voyant point les signaux convenus du côté de la Ville, & de l'autre étant poursuivi par une flotte très supérieure d'Anglois & d'Hollandois, il regagna Dunkerque & ne perdit qu'un vaisseau. On croit que les Anglois par de doubles espions l'avoient fait donner dans le panneau, & effectivement il s'en fallut peu que le Prince Prétendant, la flotte de Dunkerque & les troupes de débarquement, ne fussent tous enlevés.

Chamillard las du Ministère des Finances, ne voyant plus de ressources pour continuer la guerre, demanda Desmarets pour son successeur, & l'obtint. Il garda seulement le Ministère de la guerre, dans lequel il avoit envie d'établir son fils, & puis sortir du Ministère.

Desmarets avoit plus de génie & plus d'ambition ; mais il trouva les Finances en si mauvais état, qu'il ne songeoit qu'à soutenir le gouvernement, jusqu'à

ce qu'il se présentât quelque ouverture pour la paix qu'il désiroit encore plus que Torcy son cousin Ministre des affaires étrangères. Il prit la résolution de se soutenir par les Traitans, en leur donnant encore plus à gagner que ses Prédécesseurs, dans l'espérance de leur faire rendre un jour une partie de leurs brigandages. Il n'a pas laissé de grands biens dans sa famille.

Les ennemis supérieurs en Flandres prirent Lille & Gand; comme ils étoient supérieurs sur mer, ils prirent la Sardaigne & le Port-Mahon.

Il ne se passa rien de considérable du côté du Rhin, non plus qu'en Savoye, où Villars fort inférieur en forces faisoit beaucoup en empêchant le Duc de Savoye fort supérieur d'entreprendre rien d'important.

En Espagne Mr. le Duc d'Orléans prit Tortose, Denia, Alicante &c. mais on prévoyoit aisément que les ennemis dans

deux ou trois Campagnes entreroient en Picardie, si quelque événement imprévu n'arrêtoit pas le cours des conquêtes de Marlborough & du Prince Eugène du côté de Flandres.

Desmarets pour trouver de l'argent suivit les mêmes traces qu'avoient suivies Colbert, Pelletier, Pontchartrain & Chamillard. Création de nouveaux Offices, augmentations de gages, création de rentes &c.

Il y eut cette année neuf mille sept cent hommes de recrue pour les armées d'Espagne.

ANNÉE 1709.

Le Roi étoit accablé d'inquiétudes, & quand il songeoit d'un côté que ses guerres commencées en 1667. & en 1672. & la prise de Luxembourg & de Strasbourg en 1684. avoient donné à l'Europe une idée de lui comme d'un Prince qui vouloit tromper tous ses voi-
sins

fins par des promesses, & envahir toute
 l'Europe, & qu'ainsi ils ne vouloient plus
 compter pour rien ses promesses, & que
 de l'autre ils étoient si supérieurs en for-
 ces, qu'en deux ou trois ans, s'ils se
 tenoient bien unis, ils pourroient aller
 jusqu'à Versailles, sans avoir désormais
 aucunes places fortes à leur opposer; il
 se repentoit fort de l'opinion qu'il leur
 avoit donné occasion de prendre de son
 caractère ambitieux, & craignoit avec fon-
 dement que si la guerre continuoit, les
 Alliés ne lui laissassent pas même par un
 traité la France en l'état qu'elle étoit par
 le traité des Pirenées de 1659. offre qu'ils
 lui faisoient actuellement s'il vouloit trai-
 ter. Il envoya alors le Président Rouil-
 lé à la Haye pour leur faire quelques
 propositions d'accommodement.

De leur côté les Anglois, & surtout
 les Hollandois, commençoient à se lasser
 de la guerre, parce qu'ils payoient plus
 de la moitié des frais, sans autre récom-

penſe de ces frais que d'acquérir plus de ſureté contre un voiſin ambitieux & très-puiſſant. Ainſi les Hollandois le reçurent avec joye, mais les Miniſtres de l'Empereur le reçurent très-froidement, & diſoient tout haut, que cet Envoyé venoit les amuſer, afin de retarder les conquêtes des Alliés.

Marlborough ſurtout, qui avoit un très-grand intérêt à la continuation de la guerre, apuyoit fort les Impériaux qui avoient les plus grands intérêts aux ſuccès de la guerre. Ainſi on lui fit entendre qu'il étoit à propos qu'il vint un homme encore plus autoriſé de la part de Louis XIV, & qu'il fit des propoſitions plus précises. Alors le Roi envoya Torcy Secrétaire d'Etat des affaires étrangères.

Mais les Alliés firent des propoſitions ſi exorbitantes à Torcy, qu'il ne put leur répondre. La négociation fut rompue; il revint à Verſailles, & au mois de

de Juin la guerre recommença.

Le Roi opposa enfin Villars au Prince Eugène, & à Marlborough: il se donna une bataille à Malplaquet: Villars blessé & hors de combat, son armée fut battue, mais non pas défaite; les François se retirèrent, & les Alliés supérieurs prirent Tournay & ensuite Mons.

Il n'y eut rien de considérable en Allemagne, ni en Savoye, parce qu'aucun des Partis n'étoit supérieur, & parce que le Roi ne vouloit rien hazarder, afin d'attendre du tems quelque conjoncture favorable pour réparer de paix avec plus de succès.

Mr. le Prince & Mr. le Prince de Conti son cousin germain, tous deux de la branche de France Bourbon, moururent. Mr. le Prince de Conti étoit aimable dans la conversation. Il avoit même des talens pour la guerre; mais le Roi ne s'y confioit pas assez pour lui donner une armée à commander; cependant le Public

auroit

auroit désiré que le Roi l'eût employé.

Chamillard qui avoit eu une espèce d'attaque d'apoplexie, usé de veilles & d'inquiétudes, demanda à quitter son Ministère de la guerre; ainsi le Roi nomma à sa place Voisin pour Secrétaire d'Etat de la guerre à la recommandation de Madame de Maintenon, qui aimoit sa femme, & qui avoit pris Voisin pour administrateur du Temporel de son Collège de Saint Cyr. Il étoit laborieux, mais je n'ai pas ouï dire que ce fût un esprit supérieur.

Fagon premier Médecin du Roi, homme d'esprit, qui étoit en faveur auprès de Madame de Maintenon, obtint & réunit à sa charge l'Office de Surintendant des eaux minérales. J'ai ouï dire que cela lui rapportoit dix ou douze mille livres par an, mais que cette Surintendance devoit être donnée à un Corps, tel que seroit l'Académie de Médecine, pour subvenir aux frais nécessaires, pour en-

trete-

tretenir les correspondances & les expériences nécessaires pour perfectionner la Médecine & la Chirurgie.

La famine avoit augmenté considérablement le nombre des pauvres à Paris. On ordonna que les Propriétaires & les Locataires des maisons payeroient pour cette année par moitié une taxe égale à la taxe des bouës & lanternes, ce qui me parut un Règlement très sage & très-sensé.

A N N É E 1710.

La naissance du Roi Louis XV. qui régné aujourd'hui, arriva le 15^e. Février, dans le tems où la France & l'Espagne attaquées de tous côtés avec supériorité étoient prêtes à succomber.

L'armée des ennemis, commandée par le Prince Eugène & par le Duc de Marlborough, étoit de cent quarante mille hommes, & fort supérieure à l'armée de France commandée par le Maréchal Duc de

de Villars ; avec cette supériorité ils prirent Douai, Aire, Saint-Venant, & Béthune.

Les Conférences de Gertruidenberg pour la paix n'eurent aucun succès. Les ennemis refusèrent des conditions très avantageuses qu'ils regrettèrent dans la suite.

Le succès des armes fut fort varié en Espagne ; le Roi fut obligé de quitter Madrid à l'Archiduc, & l'Archiduc obligé de le quitter au Roi Philippe, & Staremberg forcé de se retirer en Catalogne, après qu'il eut perdu Brihuega.

Il ne se passa rien de considérable ni du côté de l'Allemagne, ni du côté de la Savoye.

Le Roi, qui ne pouvoit pas résister longtems à une si grande supériorité, établit le subside du dixième sur tous les revenus des terres, afin de se soutenir assez longtems pour lasser ses ennemis ; & à dire le vrai, les ennemis commencèrent à juger qu'avec un pareil secours il

pour-

pourroit se défendre plus longtems qu'ils ne pourroient l'attaquer avec leur supériorité présente ; ainsi ils commencèrent à se repentir de n'avoir pas accepté les propositions faites à Gertruidenberg.

Il est dit dans la déclaration pour l'établissement du dixième, que chacun sera tenu de donner sa déclaration, & il y a la peine du quadruple contre celui qui la donnera fausse, preuve que l'on pourroit établir les déclarations parmi les taillables comme parmi les capitables. Les déclarations des revenus ont été depuis établies parmi le Clergé. Or cette méthode de déclarations, pouvût que le dixième fût demandé non à chaque famille, mais à chaque Communauté composée de diverses familles, remédieroit parfaitement à toutes les disproportions de la taille qui viennent du défaut de connoissance du revenu de chaque taillable, comme je l'ai montré dans un Mémoire imprimé.

Une:

Une autre raison pour ôter la Capitation, & pour conserver le dixième, c'est qu'il eût été très important de conserver un pied du dixième, par exemple, le quinzième, le dix-huitième, le vingtième, le cinquantième, pour faire des remboursemens & pour être toujours en état d'augmenter ce subside si proportionné, quand on seroit prêt d'entrer en guerre, & le diminuer à la paix.

De cette manière le recouvrement de ce subside se feroit perfectionné de jour en jour sur tous les sujets du Roi, ce qui n'est pas un objet de petite importance.

A N N É E 1711.

La mort du premier Dauphin n'apporta aucun changement sensible ni dans le Conseil ni dans les affaires publiques. Il ne se mêloit de rien, quoiqu'il eût cinquante ans. Il étoit bon, indulgent, patient, très respectueux pour le Roi, grand

chaf.
plic.
hom.
mant
capal
bitio
mau
C'
n'eût
tre l'
Holl
1684
fait
bour
fin i
roit
tant
Co
pour
Fran
preu
de fa
fins
chaf.

chasseur, peu d'intelligence, & peu d'application pour les affaires, doux, égal, homme d'habitude, point capricieux, aimant la bonne chère, parlant peu, incapable de débauches, sans aucune ambition; il avoit tout le bon & tout le mauvais de la paresse.

C'eût été un voisin fort tranquille; il n'eût jamais fait la guerre de 1667 contre l'Espagne, ni celle de 1672 contre les Hollandois; ni par conséquent celle de 1684; ainsi ses voisins n'eussent jamais fait contre lui la fameuse ligue d'Augsbourg en 1688, comme contre un voisin inquiet & ambitieux; ainsi il n'auroit point eu la guerre de 1689 contre tant d'ennemis.

Ce qu'il y auroit eu de plus glorieux pour lui, c'est qu'en le supposant Roi de France à trente ans, ayant donné des preuves de sa douceur, de sa patience, de sa modération, de sa justice à ses voisins depuis 1691 jusqu'en 1700, lorsque le

le Roi d'Espagne Charles Second en mourant appella le Duc d'Anjou son fils par son Testament à sa succession, les Hollandois, les Anglois, les Italiens, ni les Princes Allemands, excepté l'Empereur, ne se seroient jamais résolus à faire une dépense immense pour donner cette Couronne à l'Archiduc au préjudice du Testament du Roi d'Espagne & de la tranquillité de l'Europe, parce qu'ils n'auroient jamais rien eu à craindre d'un voisin qui auroit pour principal but de se conserver par la voye de l'arbitrage lui & ses voisins dans la plus grande tranquillité.

De-là il suit que sous son Règne les François n'auroient été point accablés d'impôts, que l'Etat n'auroit point fait des dettes immenses, qui ont forcé le Gouvernement à faire plusieurs fois diverses espèces de Banqueroutes générales à ses Créanciers.

De-là il suit que notre Nation n'au-

roit

roit point été durant cinquante ans l'objet de la haine & de l'aversion de toutes les autres Nations de l'Europe. Nous en eussions été au contraire fort aimés. Nous serions devenus beaucoup plus riches, & nous aurions un nombre immense de compatriotes de toute condition, que nous avons perdu dans toutes ces guerres, & par la révocation de l'Edit de Nantes contre les Calvinistes.

Notre Commerce maritime, & le Commerce intérieur auroient fait un beaucoup plus grand progrès. Nous aurions plus de canaux de transport, plus de chemins pavés; nos arts & nos sciences auroient été beaucoup plus perfectionnés; enfin sous un pareil Règne nous aurions souffert beaucoup moins de misères, & nous aurions été de tout point beaucoup plus heureux que sous le règne effectif de son Père, que les flatteurs ou les enthousiastes appellent encore Louis le Grand, nom qui

qui eût alors mieux convenu au Dauphin son fils.

Nous l'aurions appelé Louis le pacifique ; & s'il avoit pris le soin d'empêcher la guerre entre ses voisins , ou de la faire promptement finir par des Traités & par des arbitrages , on l'auroit appelé Louis le Pacificateur , qui est le plus beau de tous les titres , parce qu'il annonce un Prince d'un côté très puissant , & par conséquent très redoutable , & de l'autre un Prince juste , bienfaisant & sage , puisqu'il est regardé comme médiateur , comme arbitre , & comme capable de faire goûter l'équité & la raison à ses voisins colères , ambitieux & injustes.

Telles sont les considérations qui pourroient faire préférer son caractère pour le bonheur de ses Peuples & de ses voisins , au caractère de Louis XIV son Père , si vanté par des esprits si superficiels , qui prennent sottement la grande puissance comme une qualité digne de louanges , lors

mê-

même qu'elle n'est employée qu'à faire du mal aux autres sujets & aux voisins.

Le subside du dixième ne rapporta que vingt-quatre millions, parce qu'il fut mal établi & mal régi; il devoit rapporter au moins quarante millions.

Il parut un Edit sur le rang des Princes du Sang & des Princes légitimés, à l'égard des Pairs & sur l'hérédité des Pairies.

Il eût bien mieux valu, pour l'augmentation du bonheur de l'Etat, déclarer toutes les dignités de Duc & Pair futures simplement personnelles, comme les places des Chevaliers du Saint Esprit; j'en ai dit les raisons dans un Mémoire séparé.

L'Empereur Joseph étant mort, l'Archiduc Charles qui étoit à Barcelone s'embarqua, & repassa en Allemagne, & bientôt après il fut élu Roi des Romains & couronné Empereur.

Cette mort commença à refroidir les Anglois

Anglois & les Hollandois pour la ligue contre la Maifon de France. Ils confidéroient que fi l'Empereur Charles VI devenoit Roi d'Efpagne, il feroit beaucoup plus puiffant, & par conféquent plus redoutable que n'étoit l'Empereur Charles Quint, qui fit tant de guerres & qui fut regardé comme le fléau de l'Europe.

Mais ce qui déterminâ d'avantage la Reine d'Angleterre à défirer la paix, c'eft que voyant que le Roi de France étant âgé de foixante-treize ans, & fes forces & celles de fon Royaume épuifées pour longtems, il ne feroit de fa vie en état de fonger à faire aucune entreprife fur fes voifins, & cependant qu'elle pourroit épargner aux Anglois une furieufe dépense en troupes.

Elle avoit auffi eu des fujets particuliers de plaintes contre la conduite de Marlborough, en ce qu'elle avoit défiré de donner un Emploi à un Parent

de

de Madame Masham sa confidente, tandis que Marlborough l'avoit fait donner malgré elle à un autre. La Reine avoit aussi à se plaindre des manières fières & peu respectueuses de la Duchesse de Marlborough sa Dame d'honneur ; ainsi elle fut fort aise de trouver dans Milord Harlay, depuis Comte d'Oxford, un homme de grand esprit, panchant à la paix pour les intérêts de sa Nation contre les intérêts de ceux qui gagnoient à continuer la guerre. Elle eut avec lui quelques conférences secrètes sur un nouvel arrangement du Ministère.

Ainsi quand Marlborough revint en Angleterre, il fut reçu fort froidement par la Reine, qui bientôt après nomma un autre Général à sa place. Elle changea presque entièrement les membres du Ministère, & n'y plaça que ceux qui désiroient une paix sûre & honorable pour la Nation ; à l'égard de Marlborough, il n'étoit pas à plaindre ; car il se retira avec

cinq millions d'onces d'argent, ou trente millions de notre monnoye présente de 1735.

La Reine commença donc à écouter les propositions de la France, & à demander qu'elles fussent examinées par ses Alliés à Utrecht, lieu de conférence que la France désiroit & que j'avois indiqué un an auparavant, dans un Mémoire, pour y traiter par une assemblée perpétuelle l'arbitrage permanent de la Diète Européane & la paix perpétuelle & générale entre les Souverains d'Europe, dont Henri IV nous avoit laissé un plan grossier dans les Mémoires de Sully.

Les recrues pour la seule armée de Flandres montèrent cette année à vingt-deux mille neuf cent hommes. Cela me fait croire qu'en tems de guerre il en coûte à la France plus de quarante mille hommes année commune de guerre.

Depuis 1667 jusqu'à la mort de Louis XIV il y a eu vingt-neuf années de guer-

re & dix-neuf de paix; ainsi il en a couté à la France onze cent soixante mille hommes sans les Officiers, & cinquante millions de livres par an à cinquante livres le marc pour la dépense extraordinaire de la guerre; c'est quatorze cent cinquante millions de livres.

Or de ces vingt-neuf années de guerre, que lui en resta-t-il à sa mort, sinon la réputation d'avoir été possédé toute sa vie d'une ambition excessive, & d'avoir été regardé comme le voisin le plus dangereux; au lieu qu'il pouvoit facilement, à trois quarts moins de fraix, & aux trois quarts moins d'hommes, acquérir la réputation de Père de la Patrie, & de Pacificateur de l'Europe. Il pouvoit même en devenir le Pacificateur éternel, s'il avoit voulu, en suivant en gros le plan de son ayeul, établir en Europe l'arbitrage, ou le Tribunal Européan, ou la Diette Européane, pour accommoder ou décider les sujets de

contestation présens & futurs entre les Souverains. Or quelle immense différence de réputation entre celle qu'il a laissée & celle qu'il pouvoit laisser ! Quelle immense différence entre l'état malheureux où il a laissé ses Peuples & ses voisins, & l'état heureux où il pouvoit les laisser !

Ce n'est pas qu'il n'eût de bonnes qualités ; il étoit doux, poli, bon Maître ; il avoit de la justesse d'esprit, mais il n'avoit pas pour but le but d'un bon Roi, qui est la plus grande utilité de ses sujets : Son but étoit d'être & de paroître de beaucoup le Souverain le plus puissant, sans songer à être & à paroître le Souverain le plus bienfaisant.

Il étoit dévot & religieux, sans savoir que l'essentiel de sa Religion consistoit à faire pour les autres tout ce qu'il eût voulu que les autres fissent pour lui, & cela pour plaire à l'Etre bienfaisant & pour en obtenir le Paradis. C'étoit une Religion d'enfant, & rien moins que la Reli-

Religion d'homme raisonnable, qui consiste dans la plus grande bienfaisance journalière, & dont il est dit; *Voilà toute la Loi & les Prophètes*: & le tout faute de bonne éducation.

A N N É E 1712.

En moins d'un mois nous vîmes mourir la Dauphine Bourgogne, le Dauphin & son fils aîné de cinq ans. Il ne restoit que le dernier de leurs enfans qui avoit deux ans, & peu de santé. La consternation fut d'autant plus grande, que nous avions des preuves incontestables de la grandeur d'esprit du Dauphin Bourgogne, de sa grande application au travail du Cabinet, de sa grande équité, de sa grande compassion pour les pauvres, du grand désir qu'il avoit de diminuer les maux du Peuple & d'en augmenter les biens, & sur-tout du grand éloignement qu'il avoit pour des guerres, où l'ambition, l'avarice, la haine & la vengeance sont plus consultées que la jus-

tice & la compassion pour les malheureux , à qui la guerre cause nécessairement tant de maux. J'ai même su d'original par son Confesseur & par feu M. de Saint Contest , qu'il approuvoit fort le plan de Henri IV son trisayeul , pour l'établissement de la Diette Européane , que j'avois rectifié dans un Mémoire qu'il avoit lu.

La Reine d'Angleterre qui souhaitoit la paix donna ordre au Duc d'Ormond , qui commandoit ses troupes en Flandres à la place de Marlborough , de suspendre toute hostilité contre les François ; & comme les articles qui regardoient les intérêts de la Nation Angloise avoient déjà été réglés secrètement à Londres & à Paris , le Duc d'Ormond avec environ seize mille Anglois se sépara de l'armée du Prince Eugène , & se retira vers Gand & Bruges qu'il occupa avec Dunckerque que le Roi lui confia comme caution de l'exécution de ses promesses.

Les :

Les Anglois outre leurs troupes nationales soudoyoient encore de leurs deniers près de vingt-quatre mille Allemands; mais il n'y en eut que quatre mille qui voulurent suivre le Duc d'Ormond pour en être payés, le reste des troupes soudoyées demeura à l'armée du Prince Eugène sans solde Angloise. Or ce Prince se trouvant encore fort supérieur en nombre de troupes au Maréchal de Villars, assiégea & prit le Quesnoi dès le commencement de la Campagne.

Ce succès lui enfla le courage; ainsi il fit une entreprise téméraire dont il se repentit bien depuis; il assiégea Landrecy qui étoit à plus de douze lieues de Marchiennes, d'où il falloit qu'il tirât ses vivres & ses munitions. Il est vrai qu'il avoit fait des lignes pour couvrir la marche de ses convois, & qu'il avoit un Camp bien retranché à Denain de dix ou douze mille hommes entre la grande armée & Marchiennes, pour favoriser ses

convois ; mais il ne pouvoit pas empêcher le Maréchal de Villars de lui dérober une marche la nuit , & de forcer ce Camp retranché de Denain en quinze ou seize heures ; & c'est ce qui arriva , par les grandes précautions , par l'extrême diligence dont usa le Maréchal , & par la grande confiance qu'il avoit inspirée à ses Troupes.

Il attaqua le Camp de Dénain & l'emporta malgré la grande résistance des Ennemis , une heure avant que le Prince Eugène pût y arriver avec la tête de ses troupes pour le secourir ; & comme l'armée du Maréchal se trouva ainsi campée à la gauche de l'Escaut , sans avoir rien à craindre de la part du Prince Eugène qui étoit de l'autre côté de la rivière , il envoya un détachement de neuf ou dix mille hommes , qui en trois jours de siège emportèrent Marchiennes sur la Scarpe , & tous les chariots & les magasins de l'armée ennemie qui y étoient.

De

De là il assiégea & reprit Douai, Bouchain, le Quesnoi, & divers autres postes, & fit un si grand nombre de prisonniers, que l'on comptoit que l'armée ennemie, outre les Anglois, étoit diminuée de plus de quarante mille hommes en comptant leurs morts.

Ces grands succès commencèrent à faire désirer la paix aux Alliés, malgré les efforts de la faction du Grand Pensionnaire Heinsius qui haïssoit mortellement le Roi de France & les François. La suspension d'armes entre l'Espagne & le Portugal fut publiée. Les Anglois qui étoient au service de l'Empereur en Espagne eurent ordre de demeurer neutres, & les Conférences d'Utrecht commencèrent à devenir fréquentes & sérieuses.

Nous voyons par l'Edit de création de cinq-cent mille livres de rente au dernier douze sur les tailles, que Desmarets Contrôleur Général des Finances commençoit à prendre quelque chose de la

sage méthode Angloise des annuités. Car le Roi outre l'intérêt remboursoit tous les ans une partie du capital.

Mais pour perfectionner cette méthode, & pour lui acquérir du crédit, il faudroit 1°. l'établir & l'entretenir en tems de paix, parce que l'argent étant alors plus commun, l'intérêt pour cent est plus foible. Le Roi pourroit ou éteindre certaines rentes onéreuses, comme remboursement de certains offices, ou employer cet argent à relever des manufactures, ou à augmenter certains commerces, ou à des ponts, à des pavés, à des canaux, qui rapportent quatre ou cinq fois plus de profit à l'Etat que ne monte l'intérêt que le Roi paye aux Rentiers qu'il veut rembourser.

Quand on verroit durant plusieurs années ces fortes de rentes payées exactement & remboursées même par parties sans aucun divertissement des deniers destinés à ces remboursemens, tout le monde

de fouscriroit aux nouvelles créations , ou bien tout le monde en voudroit acheter d'anciennes , s'il ne s'en créoit point de nouvelles.

2°. Il faudroit faciliter la vente & l'achat de ces fortes d'actions ou d'annuités , que la vente fe fit ou avec une fimple fignature fur un Regiftre de compte en Banque pour les groffes fommcs , ou par des billets au porteur pour de petites fommcs , à petits frais , & promptement , comme elle fe fait en Angleterre pour les billets de l'Echiquier. C'eft ainfi qu'à Londres on négocie tous les jours fur la place du Change des reftes d'annuités.

3°. Il faudroit rendre ces annuités infaisiffables , afin de leur procurer plus d'acheteurs.

4°. Il faudroit y affecter le fubfide d'une feule Généralité telle que Paris , & faire toujours cefler promptement toute plainte fur la régularité du payement. On

pourroit aussi y destiner le fonds des postes, le fonds des subsides de telle Province d'Etat, le fonds du Clergé, le fonds des pays d'Etat, c'est-à-dire, un fonds particulier & séparé.

ANNÉE 1713.

Enfin la paix de France fut signée à Utrecht séparément avec l'Angleterre le 11^e. Avril à trois heures après midi, à quatre heures avec la Savoye, à huit heures avec le Portugal, à près de minuit avec le Roi de Prusse, & aussi-tôt après avec la Hollande.

L'Empereur ne voulut point signer alors. Ainsi les Troupes Impériales se retirèrent sur le Rhin sous le commandement du Prince Eugène; mais comme elles étoient fort inférieures en nombre aux François, il se tint sur la défensive, & laissa la liberté au Maréchal de Villars de prendre Landau, Eribourg, & beaucoup de postes fortifiés, & de mettre une
partie

partie de l'Allemagne en contribution ; mais enfin les deux Généraux s'aboutchèrent à Rastadt durant le mois de Décembre pour traiter de la paix. L'Empereur étant demeuré seul & trop foible, fut enfin obligé d'accepter l'année suivante les propositions que ses Alliés avoient obtenues pour lui en faisant leur paix particulière.

J'ai vû dans une lettre de Harlay-Oxford principal Ministre de la Reine Anne, que les Anglois seuls entretenoient pour l'Empereur quarante-neuf mille hommes sur terre, & près de trente mille hommes sur mer.

Les Troupes Impériales qui étoient en Espagne avec l'Archiduchesse ou Impératrice eurent permission de se retirer, & de repasser en Italie sur les vaisseaux Anglois, & s'embarquèrent à diverses reprises. Les habitans de Barcelone demeurèrent opiniâtres dans leur revolte, malgré la plus grande partie de la Noblesse & du Clergé.

Clergé. Les Chefs des revoltés étoient du bas peuple, & exerçoient dans la Ville une espèce de tyrannie qui dura peu; tout se foumit.

Il parut un nouveau règlement pour l'Académie des Sciences, & un autre pour l'Académie des Inscriptions, sur lequel j'ai fait quelques observations.

1^o. L'Académie des Sciences est mal nommée; car on n'y cultive que l'Astronomie, la Chymie, la Mécanique, l'Anatomie, la Géométrie, & la Botanique. Cependant il y a beaucoup d'autres sciences que l'on n'y cultive point: la Morale, la Jurisprudence, la Politique, ou la Science du Gouvernement, la Médecine, la Navigation, la Théologie, le Commerce, l'Art Militaire, &c.

2^o. Quoique l'Académie des Inscriptions soit plus ancienne que celle des Sciences, comme elle est beaucoup moins utile à l'Etat, il falloit dans les Lettres patentes qui les confirment l'une & l'autre,

tre,

tre, faire passer la plus utile avant la plus ancienne. Or personne ne doute que l'Académie des Sciences ne soit la plus utile. Or la plus grande utilité pour l'Etat est toujours préférable par les Ministres de l'Etat à la plus grande ancienneté.

3°. Ni l'une ni l'autre de ces Académies n'est point assez dirigée vers le principal but du Gouvernement, qui est le plus grand bonheur de la société. Il est vrai qu'elles procurent le plaisir de la curiosité; mais le Législateur doit viser à procurer encore aux sujets d'autres espèces de plaisirs, & les conduire le plus promptement & le plus facilement qu'il est possible vers les connoissances les plus utiles pour diminuer les maux, & pour augmenter les biens de cette première vie, & pour s'assurer autant qu'il est possible, par l'observation de la justice, & par la pratique de la bienfaisance, la seconde vie heureuse.

Je conviens que le désir de satisfaire la curiosité des Lecteurs est un désir raisonnable. C'est toujours pour un Auteur être utile à la société, que de procurer du plaisir actuel à un certain nombre d'hommes curieux. Un bon Auteur Comique, ou Tragique, un bon Acteur, sont actuellement utiles à la société, quand l'un procure du plaisir à ceux qui lisent, & l'autre à ceux qui voyent représenter une bonne Comédie, ou une bonne Tragédie.

Mais il faut que le Législateur vise encore plus loin; il faut que les connoissances des choses naturelles tendent autant qu'il est possible à perfectionner nos arts les plus utiles, tels que sont ceux qui regardent la nourriture, l'habillement, l'Agriculture, les Manufactures, la Médecine, la Teinture, la manière de diminuer la dépense pour éclairer & pour chauffer les chambres &c. Le travail d'une Académie payée des deniers publics

publics doit être non seulement de satisfaire la curiosité , mais particulièrement pour perfectionner nos arts les plus importants au bonheur de la Société.

Il faut que le Législateur , en établissant une Académie pour la connoissance des anciens monuments , ne se borne pas à la simple curiosité de ceux qui sont bien aises de savoir ce qui s'est pratiqué en tel tems , ou dans tel pays éloigné ; mais il faut qu'il oblige les Auteurs à montrer au Lecteur les augmentations de la raison humaine dans les Arts & dans les Sciences , & à indiquer ce qui se pourroit faire de mieux afin de perfectionner de plus en plus cette même raison humaine universelle : or à dire le vrai , ces Réglemens ne sont pas aussi bien dirigés vers la plus grande utilité publique qu'ils pourroient l'être. J'en parle plus amplement dans le projet pour perfectionner les Académies.

ANNÉE 1714.

La paix entre l'Empereur & la France fut signée à Rastadt le 6 Mai par le Prince Eugène de Savoye, & par le Maréchal de Villars : comme la négociation balançoit & fut fort incertaine quelque tems, les Députés à la Diette de l'Empire étoient déjà convenus de payer leur contingent de cinq millions de rixdallers pour la dépense de la Campagne de 1714, & comme il restoit dans le Traité de Rastadt encore plusieurs articles moins importants à régler, & plusieurs formalités à observer, on nomma de chaque côté des Plénipotentiaires pour s'assembler à Bade en Suisse ; & quand tout fut prêt à signer, le Prince Eugène & le Maréchal de Villars s'y trouvèrent & signèrent le 14. Septembre.

Le Roi à soixante-seize ans, prévoyant une longue minorité, écrivit son Testament, le signa le 14 Août, & l'envoya
cache-

acheté au Parlement pour être exécuté après sa mort.

La mort de la Reine Anne d'Angleterre arriva le 12 du mois d'Août ; mais comme tous les traités étoient signés, sa mort n'apporta aucun changement à la paix. Le Roi George de Brunswick passa en Angleterre, comme le plus proche héritier Protestant désigné par le Parlement d'Angleterre.

Pontchartrain Chancelier las des affaires & de la Cour où il n'avoit plus d'agrément, donna sa démission, & se retira. Il passoit l'Eté à la Campagne, & l'hiver à Paris dans une petite maison des Pères de l'Oratoire.

Sa Charge fut donnée à Voisin, qui avoit la Charge de Secrétaire d'Etat de la Guerre ; il les exerça toutes deux en même tems jusqu'à la mort du Roi.

Salignac Fenelon Archevêque de Cambrai, homme illustre par son esprit & par sa vertu, mourut fort regretté des gens.

gens de bien & des bons François, qui eussent fort souhaité le voir Ministre Général sous le Dauphin Bourgogne qu'il avoit élevé. Il avoit plus de vivacité d'imagination que de justesse & de solidité d'esprit. Il avoit donné follement dans les visions du Quiétisme, fondé sur un raisonnement métaphysique, & sur un désintéressement chimérique; mais malgré ses visions il aimoit fort la justice & la bienfaisance.

Edict de Mai par lequel le Roi constitue cinq cent mille livres de rente au denier seize sur les Contrôles.

Semblable Edict au mois d'Août remboursable en dix-sept ans.

Semblable Déclaration pour faire créer par les Etats de Bretagne six vingt mille livres de rente au denier vingt remboursables en vingt-un ans. Il paroît que cette méthode Angloise pour les remboursemens commençoit à plaire à ceux qui avoient de l'argent à placer, & c'est effec-

fective-

fectivement de beaucoup la meilleure pour le Roi & pour l'Etat, & par conséquent pernicieuse pour l'engeance des Traitans & autres usuriers. C'est dommage que Desmarets ait été déplacé bientôt après du Ministère des Finances, lui qui avoit commencé à goûter une si bonne voye.

A N N E E 1715.

La mort de Louis XIV Roi de France à soixante-dix-sept ans, arrivée le premier Septembre, fit beaucoup de bruit en Europe; mais comme tous les voisins étoient las de la guerre, & qu'elle venoit d'être suspendue par des traités, cette mort n'apporta point de changement aux affaires de l'Europe, mais seulement dans le Ministère de France. Ce Prince se vit mourir avec une grande fermeté & avec un grand sang froid. On remarqua fort le petit discours qu'il fit publiquement au jeune Dauphin deux jours avant sa mort ;

mort ; cet enfant n'avoit que quatre ans & demi ; ainsi c'étoit plutôt une déclaration de ses sentimens adressée à tous ceux qui étoient dans sa chambre , qu'une instruction pour ce jeune Prince , qui ne devoit pas être de longtems en état de l'entendre & d'en profiter.

Mon fils, lui dit-il, je vous laisse un grand Royaume à gouverner ; je vous recommande surtout de travailler autant que vous pourrez à diminuer les maux & à augmenter les biens de vos sujets ; & pour cet effet je vous demande avec instance de conserver toujours précieusement la paix avec nos voisins comme la source des plus grands biens, & d'éviter soigneusement la guerre comme la source des plus grands maux. Ne faites donc jamais la guerre que pour vous défendre, ou pour défendre vos Alliés. Je vous avoue que de ce côté-là je ne vous ai pas donné de bons exemples ; mais aussi c'est la partie de ma vie & de mon Gouvernement dont je me repens davantage.

Ce Prince avoit de bonnes qualités, mais Henri IV son Grand-Père qui mourut à cinquante-quatre ans en 1610, valoit encore mieux par l'esprit, par le courage, & par une connoissance plus exacte des qualités qui sont les plus estimables & les plus dignes de louanges parmi les hommes, telles que sont la justice & la bienfaisance; & s'il eût vécu autant que Louis XIV. son petit-fils, c'est-à-dire vingt-cinq ans de plus, s'il eût régné jusqu'en 1633, il auroit exécuté son beau projet de la Diète Européenne, pour maintenir toujours les Princes & Etats de l'Europe sans guerre entr'eux, comme la Diète Germanique maintient toujours les Princes & Etats d'Allemagne sans guerre entr'eux depuis plus de cinq-cent ans; par ce merveilleux établissement, il eût été non-seulement le plus grand Roi, mais encore le plus grand homme, le plus grand bienfaiteur des hommes.

hommes qui ait jamais été & qui puisse jamais être.

La fidélité dans les promesses à l'égard de ses voisins est une partie de la justice d'un Souverain. Or si Henri IV. eût fait un traité comme celui des Pyrénées, n'auroit point surement recommencé guerre avec l'Espagne sur le prétexte de l'invalidité des renonciations, & sur ce que les filles des particuliers héritent en Brabant.

Un Roi qui ne demande de subsides à ses sujets que ceux qu'il trouveroit justes lui-même s'il étoit sujet, est un Roi juste. Tels sont les subsides qu'on leur demande pour une guerre défensive. Or les premières guerres de Louis XIV. qu'on l'ont tant décrie comme ambitieux, injuste, parmi les nations voisines, étoient-elles des guerres purement défensives? Henri étoit donc plus juste.

Louis a été plus magnifique que Henri son ayeul; il a plus dépensé en batimens,

il a beaucoup plus donné de pensions ; mais s'il a donné avec profusion des pensions , les donnoit-il toujours à ceux qui avoient plus utilement servi l'Etat ? Et puis sur qui prenoit-il ces pensions qu'il donnoit ? N'étoit-ce pas en augmentant les tailles sur de pauvres familles , en leur ôtant une partie de leur nécessaire ? Henri pratiquoit mieux la justice & la bienfaisance.

Le Dauphin Bourgogne n'avoit qu'une petite somme par an pour sa cassette , c'est-à-dire , pour satisfaire ses goûts & les fantaisies ; mais comme il donnoit beaucoup de cet argent à de pauvres familles , on peut dire qu'il étoit beaucoup plus libéral , beaucoup plus bienfaisant que Louis XIV son ayeul , parce qu'il donnoit beaucoup du sien ; mais donner le bien d'autrui à des Courtisans , & à des femmes de la Cour , est-ce bienfaisance ? n'est-ce pas plutôt injustice ? Le Dauphin n'étoit point magnifique ; mais il

Ann. Polit. II. part. B b étoit

étoit bienfaisant, ce qui vaut incomparablement bien mieux que magnifique.

Vouloir donner contre les Loix de l'Etat aux enfans de Madame de Montespan un droit de succéder à la Couronne, qu'ils ne peuvent jamais avoir par les Loix anciennes de l'Etat, puisqu'étant sortis de Madame de Montespan durant la vie de M. de Montespan son mari, ils ne peuvent jamais être regardés selon les Loix que comme enfans de M. de Montespan & frères cadets de M. le Duc d'Antin; n'est-ce pas commettre une grande injustice? Si Louis XIV eût eu à juger dans un autre Prince un procédé pareil, l'auroit-il trouvé juste? Henri IV son ayeul n'eût point fait cette injustice.

Il est vrai que la grande puissance de Louis XIV a jetté durant sa vie une espèce de voile sur ces procédés injustes; mais ce voile sera usé dans cinquante ans, & le Public jugera alors de ses actions comme nous jugeons présentement

des

des bonnes & des mauvaises actions de l'Empereur Charles-Quint, & l'on verra combien Henri, combien le Dauphin Bourgogne étoient plus justes que Louis.

Il faut avouer cependant en l'honneur de Louis XIV, qu'il avoit beaucoup de patience, de modération, de politesse, de courage d'esprit, de fermeté dans sa conduite, de connoissances de différentes parties du Gouvernement, & que pour un Roi très puissant, & pour un Roi très mal élevé, il étoit fort estimable par plusieurs qualités. Je ne doute pas que s'il fût né comme Henri IV, & secouru dans sa jeunesse par la contradiction, & par l'émulation entre pareils, il auroit été plus juste qu'il n'a été; mais la condition des Rois, qui a des avantages sur la condition des particuliers du côté de la vie molle, oisive, voluptueuse, & du côté de la puissance, est bien au-dessous de la condition des particuliers du côté de la vie laborieuse & vertueuse, & du côté

de la docilité, de la fermeté, & de l'étendue d'esprit.

Quelques-uns blâmoient son air sérieux, & l'appelloient morgue; mais pour moi, je crois que c'étoit un air nécessaire pour se faire plus respecter par une Nation trop familière, à laquelle il est à propos pour son propre bonheur d'inspirer du respect. On ne sauroit gouverner les grands enfans sans une certaine autorité que donne le respect; ainsi quand il n'auroit pas aimé à être respecté, il auroit dû pour la propre utilité de ses sujets affecter un air sérieux & majestueux. Il auroit dû en user avec ses Courtisans comme il faisoit, leur parler peu, & se communiquer peu.

Il a toujours préféré pour Ministres les gens de basse naissance aux gens de grande qualité; & je louerois en cela sa prudence, s'il avoit choisi les plus grands génies. Il ne faut pas que les enfans du Souverain puissent jamais avoir à craindre

dre le crédit de ses Ministres ; mais il faut que le Ministre accrédité puisse par un Ministère très prudent conserver aux enfans de son Maître l'autorité Royale toute entière.

Il aimoit fort à être loué, & loin de blâmer en lui ce désir immense des louanges, je crois que les Rois ne sauroient trop les désirer ; mais malheureusement on ne lui avoit pas appris, ni dans son enfance, ni dans sa jeunesse, à connoître ce qui est le plus louable. On ne lui avoit pas appris que rien n'est louable que les actions vertueuses, c'est-à-dire, l'observation de la justice pour ne faire mal à personne malgré le panchant à la vengeance, & la pratique de la bienfaisance malgré les grandes difficultés pour devenir grand bienfaiteur du public : il ne connoissoit pas plus que le commun du monde ce qui méritoit plus ou moins d'être loué. On ne lui avoit donné de desirs que pour augmenter sa puissance

& pour en faire parade, sans lui faire remarquer que la puissance injuste & mal-faisante est toujours odieuse, & qu'elle est d'autant plus odieuse qu'elle est plus grande.

Les louanges perpétuelles que lui donnoient ses Ministres & ses Courtisans l'avoient rendu un peu trop présomptueux. La grande quantité de médisances & de calomnies qu'il avoit entendues le rendoient fort soupçonneux, fort défiant, & fort méprisant : Il ne connoissoit pas assez combien la différence d'esprit & de vertu dans les Ministres pouvoit apporter de différence dans les succès des affaires, & par malheur il ne lui vint jamais à l'esprit de mettre en usage la méthode du scrutin perfectionné entre trente pareils pour connoître avec sûreté les trois sujets du plus grand mérite national de ces trente pareils.

On l'a loué assez du côté de sa magnificence, mais jamais assez de sa grande

de justice envers ses voisins, ni de sa grande bienfaisance envers ses peuples, comme on a loué Louis XII.

Lorsqu'il commença à gouverner, il ne pouvoit plus prendre que dans les Historiens sages des idées véritables de la véritable valeur des actions qui méritoient les louanges les plus estimables; mais par malheur on ne lui avoit donné dans son éducation aucun goût pour aucune espèce de lecture, pas même pour la vie des Hommes Illustres de Plutarque, lecture de Princes.

Après la mort du Roi, le Duc d'Orléans Régent alla au Parlement. On y lut le testament du Roi; & malgré les dispositions de ce testament, il fut reconnu Régent du Royaume avec toute l'autorité d'une parfaite Régence; ainsi l'article de ce testament qui ne lui donnoit pas le titre & les prérogatives de Régent ne fut pas suivi, parce qu'il étoit contraire aux Loix fondamentales de l'E-

tat, c'est-à-dire, à la coutume de tout Royaume héréditaire, qui veut que le plus proche parent majeur soit Régent du Royaume avec l'autorité du Roi, en attendant la majorité du Roi mineur.

Cette coutume est d'autant plus sage, qu'étant bien connue de tout le monde, chaque Officier de l'Etat prend ses mesures de loin pour obéir au Régent futur durant sa Régence, comme il obéira au Roi même après sa minorité; c'est ainsi que la mère de Louis XIV fut déclarée Régente en 1643, avec toutes les prérogatives de Régente, malgré le testament du Roi son mari, qui lui ôtoit sa principale prérogative, qui consiste à pouvoir soi-même se choisir un Conseil, & à n'être pas assujettie à suivre la pluralité des voix de ce Conseil.

Le Régent dit au Parlement, qu'en suivant le plan du feu Dauphin dernier mort, il avoit dessein d'établir divers Conseils selon la diversité des affaires, afin de
de

de se conduire avec plus de sagesse.

Ce plan étoit bon pour discuter les affaires difficiles & pour perfectionner les Réglemens & les établissemens & toutes les affaires qui ne pressent pas & qui ne demandent pas célérité de décision ; mais il falloit en même tems conserver le Ministère journalier des affaires journalières & pressantes , pour faire exécuter tous les jours les réglemens anciens.

Ce fut une faute de renvoyer les affaires journalières à ces Conseils consultatifs ; il n'y avoit qu'à suivre de ce côté là l'ancienne forme du Gouvernement de Louis XIV , d'avoir plusieurs Ministres , & y ajouter seulement les Conseils consultatifs sous chaque Ministre , pour les affaires importantes moins pressantes , & non encore décidées.

Un mois après la mort du Roi , le Régent écrivit une lettre circulaire aux Intendants des Provinces , pour leur demander des Mémoires sur la méthode la

plus facile & la plus efficace pour empêcher les disproportions excessives dans les repartitions de la Taille ; & c'étoit effectivement le plus important objet de la partie du Gouvernement qui regarde les Finances ; mais ce ne fut qu'un vain désir , faute d'établir un bureau exprès formé de membres fort instruits & fort zélés pour un pareil ouvrage.

Au commencement de l'année il y eut trois Edits pour créer sur les tailles & sur le contrôle pour environ cinq cent mille livres de rente au denier seize remboursables par parties chaque année.

Il eût été facile à Desmarests , qui gouvernoit encore alors les Finances , de trouver à emprunter les fonds de pareilles rentes au denier vingt sur la fin de l'année , parce que les rentes fixes de l'Hôtel-de-Ville avoient été réduites au denier vingt-cinq , ou à quatre pour cent d'intérêt , au lieu qu'elles étoient auparavant au denier vingt ou à cinq pour cent d'intérêt ; mais
après

après la mort du Roi Louis XIV Desmarets fut déplacé. Le Duc de Noailles Président des Finances ne comprit pas apparemment toute l'importance de soutenir l'établissement des rentes remboursables par parties chaque année, pour trouver promptement de l'argent à emprunter.

Ainsi finit l'usage de cette bonne méthode Angloise des annuités, avant qu'elle eût le loisir de se perfectionner; le seul déplacement d'un Ministre des Finances en fut la cause.

Ceci prouve que pour faire des progrès dans chaque partie de la police d'un Etat, il faut des Conseils consultatifs perpétuels, qui ne meurent point, qui soutiennent puissamment & perfectionnent toujours les bons établissemens, & que chaque Ministre ne se mêle que de faire exécuter promptement par ses décisions journalières les anciens réglemens qui regardent son Ministère, & les réglemens

nouveaux qui auront été discutés dans les Conseils consultatifs.

Il parut un Edit qui fut fort approuvé par les gens de bien, ce fut la révocation d'une infinité de privilèges des gens riches, qui les avoient achetés à bon marché pour s'exempter de la taille. Ils furent remboursés.

A N N E'E 1716.

Le Roi Louis XV vint demeurer à Paris. Les Bourgeois, les Officiers de guerre, de robe, les Officiers de la Maison du Roi en furent fort aises. Le Régent avoit choisi Paris comme plus commode pour ses amusements; mais le Ministère y perdoit de son autorité: le feu Roi qui s'en étoit apperçu avoit choisi durant vingt ans le séjour du Château de Saint Germain, que François Premier avoit fait bâtir à quatre lieues & demie de Paris; & puis vers 1681 il alla faire son séjour ordinaire à Versailles.

les qu'il avoit fait bâtir à une lieue & demie de Saint Germain, & à quatre lieues de Paris.

1°. Il est à propos que le séjour ordinaire du Roi soit d'un côté assez près de Paris pour en tirer les commodités, & afin que les Ministres y aillent un jour la semaine donner leurs audiences, & négocier les affaires du Roi; & de l'autre il est à propos qu'il y fasse plus cher vivre qu'à Paris, que l'on y soit moins commodément, & qu'il en coûte pour y aller, afin que la Cour ne soit pas accablée de populace & de Courtisans inutiles, & afin que les Ministres y aient plus de loisir de travailler.

2°. Moins le peuple voit le Roi & ceux qui gouvernent, plus il a de respect pour le Gouvernement; plus il est disposé à obéir.

Le fondement du bonheur d'un Etat, c'est la tranquillité; le fondement de la tranquillité, c'est l'obéissance exacte; le fonde-

Fondement de l'obéissance exacte & prompte, c'est le respect; un des fondemens du respect, c'est la non-familiarité; & la non-familiarité vient de l'éloignement.

Les Ministres gagnent aussi à cet éloignement quelques degrés de sûreté, pour n'être point déplacés; car ceux qui pourroient les déplacer ne sauroient de loin faire mouvoir tous leurs ressorts secrets, & ils ne sauroient demeurer à Versailles sans donner du soupçon de leurs vues.

Mais pour la commodité publique, ils devroient avoir partie de leurs bureaux à Paris dans la place de Vendôme où est la Chancellerie, & partie à Versailles. Tous les bureaux des Conseils se tiennent à Paris.

Je compte pour quelque chose par rapport à la santé des Ministres la nécessité de ces cinquante petits voyages par an de Paris à Versailles & de Versailles à Paris. Les voyages de Fontainebleau & de

de Compiègne dérangent les Ministres & les bureaux. Les affaires générales & les affaires des particuliers en souffrent ; mais la chasse est nécessaire à la santé des Rois, qui sont plus longtems enfans que les autres hommes.

Les disputes entre les Théologiens recommencèrent à l'occasion de la Bulle *Unigenitus*. Si le Régent pour s'en débarrasser, après avoir sur cet article ordonné le *silence* aux deux partis par une Déclaration & sous des peines suffisantes, eût formé une Chambre de Police au Parlement de Paris, & dans chacun des autres Parlemens, pour l'exécution de cet Edit du *silence* sous des peines suffisantes, il auroit fini toutes ces disputes, qui ne peuvent jamais finir que par le silence commandé & bien observé. On se fauvoir avant la Bulle, sans en parler ; raison décisive.

Comme les Traitans avoient fait de grands profits aux dépens du Peuple dans l'admi-

l'administration des Finances depuis 1689, le Régent forma une Chambre de Justice pour les taxes ; on devoit fonder la taxe sur la déclaration du revenu qu'ils avoient en 1716. Il en tira environ cent quarante millions de billets de l'Etat à la décharge des dettes de la nation.

Nous vîmes avec plaisir l'établissement & le progrès de la Banque ; le Royaume en auroit tiré de grands avantages, si l'on n'avoit pas voulu porter son crédit au-delà du tiers de son argent comptant, au-delà de la valeur de ses marchandises & de ses billets actifs ; & c'est pour cela qu'elle ne dura que deux ou trois ans. La Cour, au lieu d'employer les billets de Banque en marchandises ou effets faciles à convertir en argent, en achetoit des Actions & en faisoit des présens à des femmes, à des Princes, à des Courtisans.

Il a paru cette année un imprimé très-curieux, & qui par son authenticité & par
la

la manière sage & sensée dont il étoit écrit, mérite, ce me semble, une place dans ces Annales politiques; c'est un Mémoire dans lequel M. Desmarets justifie la conduite qu'il a tenue dans le ministère des Finances durant les dernières années du règne de Louis XIV.

Ce qu'il y a de plus important dans cet écrit, c'est qu'il représente naïvement les dettes immenses dans lesquelles ce Prince avoit très imprudemment & très injustement engagé ses Peuples, pour soutenir de longues & sanglantes guerres qu'il pouvoit facilement éviter.

LETTRE DE M. DESMARETS A MR. LE
DUC D'ORLEANS REGENT DU ROYAUME,
EN LUI ENVOYANT SON MÉ-
MOIRE.

M O N S E I G N E U R ,

Je supplie très humblement Votre Altesse Royale de donner quelques moments de son

son attention au Mémoire que j'ai l'honneur de lui présenter.

M É M O I R E.

Le feu Roi m'ayant fait l'honneur de me choisir le 20^e Février 1708, pour remplir la place de Contrôleur Général des Finances, j'ai soutenu avec un travail continuel & pénible, le poids de cet emploi, jusqu'au premier Septembre 1715.

Votre Altesse Royale sait parfaitement, que le Contrôleur Général des Finances n'est ni Ordonnateur ni Comptable depuis le Règlement du 5 Septembre 1661, par lequel le feu Roi supprima la Commission de Surintendant des Finances pour toujours; Le feu Roi en a fait toutes les fonctions lui-même; il ne s'est fait aucun payement qu'en vertu des ordonnances & des états qu'il a signés, & le Contrôleur Général des Finances

nances a été simplement l'exécuteur des ordres de Sa. Majesté.

Ainsi n'ayant fait aucune gestion qu'en vertu des ordres du Roi, je ne suis point obligé d'en rendre compte; mais un motif d'honneur, & le respect que je dois à V. A. R. me pressent également de donner des éclaircissements sur l'état où étoient les Finances au 20 Février 1708, sur ce qui a été fait pendant sept ans & demi jusqu'à la mort du Roi, pour soutenir les dépenses de la Guerre & tout l'Etat, & sur la situation où étoient les finances au premier Septembre 1715.

Le premier objet auquel je donnai toute mon attention, fut de reconnoître les dettes de l'Etat & les papiers qui étoient décrédités, & qui avoient fait resserrer l'argent à un tel excès, que le payement des troupes avoit manqué dans presque tous les départements. On ne pouvoit sans imprudence faire publiquement cette reconnaissance; il falloit au contraire cacher le

le mal , pour ne pas manquer totalement ; mais les papiers qui étoient dûs au Public ont été si connus , que la simple explication en fait voir la vérité.

Il étoit dû au Public au 20^e Février 1708 , pour les nouveaux billets de monnoye reformés en 1707 , le marc d'argent étant alors à 28 Livres , soixante-douze millions. 72000000.

Billets de monnoye convertis en billets des Fermiers Généraux des Fermes unies & des Receveurs des Finances , payables en cinq ans , cinquante-quatre millions quatre cent trente-cinq mille huit cent vingt-cinq Livres, ... 54435825.

Anciens billets de monnoye non reformés , gardés par ordre dans les Caisses des

Liv. 126435825.

De l'autre part. Liv. 126435825.
des Trésoriers, dont il fa-
loit faire les fonds, neuf
millions cinq cent soixante-
dix mille deux cent quaran-
te-huit Livres. 9570248.

Billets des Sousfermiers
des Aides par forme de prêt,
sept millions deux cent mil-
le Livres. 7200000.

Promesses de la caisse des
Gabelles, soixante millions
quatre cent cinquante-trois
mille sept cent soixante Li-
vres. 60453760.

Billets d'emprunt des Tré-
soriers de l'extraordinaire
des Guerres, & des Ad-
joints qui leur avoient été
donnés pour soutenir les
dépenfes de leurs exercices
des

Liv. 203619833.

De l'autre part. Liv. 203659833.
des années 1706 & 1707 ,
soixante-un millions sept
cent cinq mille huit cent
vingt-sept Livres. . . . 61705827.

Intérêts échus de ces dif-
férentes parties, vingt-sept
millions neuf cent quatre-
vingt onze mille fix cent
soixante-cinq Livres. . . 27991665.

Il étoit dû aux Trésor-
riers de toute nature pour
ordonnances & états non
acquittés, cent deux mil-
lions trois cent soixante-
six mille huit cent trente-
trois Livres. . . . 102366833.

Il avoit été consommé
par avance sur les reve-
nus de 1708 pour les dé-
penses de 1706 & 1707,
cin-

Liv. 395724158.

De l'autre part. Liv. 395724158.

cinquante-quatre millions
huit cent trente-trois mille
huit cent trente-trois Li-
vres.

54833833.

Plus sur les années 1709,
1710, 1711 & 1712, il
avoit été consommé par
avance, quatorze millions
deux cent quatre-vingt six
mille six cent soixante-dix
Livres.

14286670.

Emprunt fait à Gènes,
deux millions de Livres.

20000000.

Il étoit dû au Sr. Ber-
nard, pour avances faites
pour les troupes, & pour
lesquelles il lui avoit été
donné des billets des Tré-
soriers de l'extraordinaire
des guerres qu'il a fallu rem-
pla-

Liv. 466844661.

De l'autre part. Liv. 466844661.
 placer, onze millions de
 Livres. 11000000.

Aux frères Hogguer, pour
 les avances faites pour l'ar-
 mée d'Italie en 1706, plus
 de cinq millions de Livres. 5000000.

Les dépenses de l'année
 1708 suivant les ordonnan-
 ces, deux cent deux mil-
 lions sept cent quatre-vingt-
 huit mille trois cent cin-
 quante-quatre Livres. . . 202788354

Total, six cent quatre
 vingt cinq millions six cent
 trente trois mille quinze
 Livres. Liv. 685633019.

Les fonds de l'année 1708 ayant été
 presque entièrement consommés par avan-
 ce, il ne restoit de fonds libres de
 l'année 1708, déduction faite des char-
 ges & assignations anticipées, que vingt
 millions

millions trois cent quatre-vingt-huit mille trois cent trente-huit livres.

Il n'avoit été fait aucune disposition pour les vivres de la Campagne : nul fonds pour les remontes & les recrues.

Tel étoit alors l'état des Finances du Roi , l'état des dettes mobiles du Royaume : tel étoit l'état des fonds qui restoient pour satisfaire à toutes ces dettes , lors que M. de Chamillard , chargé d'ailleurs du détail de la guerre, supplia le Roi de le décharger d'un fardeau qui devenoit tous les jours plus pesant : à quoi on peut ajouter , que la rareté de l'espèce , les sommes considérables dues aux Trésoriers & aux Entrepreneurs , le défaut de payement des assignations , le discrédit des effets du Roi , & l'usure qui se faisoit sur les billets de monnoye & sur toute sorte de papiers , avoient mis les Finances dans un état qui paroissoit sans remède.

Le Roi me nomma Contrôleur Général dans cette affreuse situation. Elle

Ann. Polit. II. part.

Cc

m'é-

m'étoit assez connuë : le peu de possibilité de satisfaire à tant de dépense avec si peu de fonds , me parut dans toute son étendue ; je sentis tout le poids d'une pareille commission : mais le Roi ne me laissa pas la liberté de lui représenter ce que je sçavois & ce que je connoissois de l'état de ses Finances. Il me prévint & s'expliqua nettement , me disant qu'il connoissoit parfaitement l'état de ses Finances , qu'il ne me demandoit pas l'impossible ; que si je réussissois , je lui rendrois un grand service dont il me sçauroit beaucoup de gré , & que si le succès n'étoit pas heureux , il ne m'en imputerait point les événements.

Je crus devoir commencer cette difficile administration par un coup décisif , & qui marquant au Public que je connoissois l'ordre & l'économie d'une bonne régie , étoit seul capable de donner à l'espèce sa première circulation & de ranimer la confiance.

Je

Je compris que le Trésor Royal , comme le centre de la Finance , devoit recevoir tout le produit des revenus de S. M. , & je m'attachai à l'y faire remettre tout entier à l'échéance de chaque paiement.

Quatre raisons principales m'y déterminèrent.

Premièrement , pour engager les Comptables à payer plus régulièrement qu'ils n'avoient fait.

Secondement , pour empêcher que ceux qui avoient pris des engagements pour le service ne fussent pas longtems exposés à essuyer de longs retardemens , ni privés par les mauvaises difficultés des Comptables d'une partie de leurs intérêts , dont le retardement jusqu'alors avoit fait un tort considérable au crédit du Roi.

Troisièmement , parce qu'en faisant porter directement à la Caisse du Trésor Royal le produit des revenus de S. M. je redonnois à cette Caisse un crédit éteint depuis longtems , persuadé que le

seul moyen de dissiper la supériorité usuaire que l'espèce avoit prise sur le papier, & de faire sortir l'espèce, étoit de faire voir au public beaucoup d'argent circuler dans la Caisse du Roi.

Quatrièmement, je pensai à établir une régie certaine, & qui me mit en état de pourvoir aux dépenses les plus pressées, par la connoissance du fonds certain que j'aurois dans cette Caisse, suivant les bordereaux qui m'en feroient remis toutes les semaines & tous les mois.

Cet arrangement fut applaudi, & eut tout l'effet qu'on en pouvoit attendre.

Pour parvenir à l'exécution de ce projet, il falloit rendre libres les fonds de l'année 1708, qui avoient été consommés entièrement par des assignations anticipées, lesquelles avoient été tirées pour les dépenses des années précédentes.

Le Roi ordonna qu'elles feroient rapportées & réassignées sur l'année 1709: ce qui fut exécuté. La diminution des
espé-

espèces qui avoit été annoncée pour le premier Mars 1708 , & successivement dans les autres mois de la même année , détermina tous les porteurs d'assignations à les rapporter sans peine , pour éviter les diminutions qu'ils auroient souffertes , si on avoit pu les acquitter exactement.

Il faut observer que ces fonds n'étant pas , à beaucoup près , suffisans pour fournir aux dépenses les plus pressées & les plus nécessaires , il fallut penser à augmenter le crédit & faciliter de nouveaux emprunts : & comme il avoit été ordonné par un Arrêt du 29 Octobre 1707 , que tous les payemens ne pourroient être faits ni stipulés que les trois quarts en espèces & l'autre quart en Billets de Monnoye , le défaut de liberté dans les conventions qui se pouvoient faire entre le prêteur & l'emprunteur , faisoit toujours resserrer de plus en plus l'espèce ; le Roi permit par Arrêt du 27 Fé-

vrier 1708 la liberté des stipulations. Cet Arrêt & les diminutions annoncées causèrent un assez grand mouvement d'argent, & donnèrent les moyens de soutenir les dépenses de cette année 1708. Il fallut encore avoir recours à d'autres expédients. On créa par quatre Edits deux millions cent mille livres de rente sur l'Hôtel-de-Ville au denier seize, au principal de trente-trois millions six cent mille livres. On créa aussi des augmentations de gages, que les Officiers des Compagnies Supérieures, les Officiers de Police & ceux de Finance furent obligés de lever, qui produisirent la somme d'onze millions quatre cent mille livres.

On fit aussi divers Traités d'affaires extraordinaires, dont le total étoit de trente-six millions.

Tous ces expédients produisirent les fonds pour les dépenses de la Campagne de 1708: ce qui étonna les ennemis de la France, qui étoient persuadés que les

Finan-

Finances étoient abandonnées comme insoutenables.

Le mauvais événement de la bataille d'Oudenarde, & la prise de Lille, firent retomber les affaires dans une nouvelle confusion & dans un embarras, dont avec raison on pouvoit désespérer de se tirer.

Les ordonnances pour les dépenses de l'année 1708 ont monté à la somme de deux cent deux millions sept cent quatre-vingt huit mille trois cent cinquante-quatre Liv. 202788354.

Il a été assigné sur divers fonds cent quatre-vingt quatre millions quatre cent vingt-trois mille trente-six Livres. 184423036.

Partant reste à assigner dix-huit millions trois cent soixante-cinq mille trois cent dix-huit Livres. . . . 18365318.

Les fonds ordinaires & extraordinaires

de l'année 1708 & des précédentes ont
produit depuis le 20 Février 1708 deux
cent vingt neuf millions cinquante-neuf
mille quatre cent soixante-
sept Livres. 229059467.

Dont il a été consommé
pour les dépenses de l'an-
née 1708. cent quatre-vingt-
quatre millions quatre cent
vingt-trois mille trente six
Livres. 184423036.

Reste Liv. 44636431.

Lesquelles ont été assignées pour les
dépenses des années précédentes.

Le détail de tous ces arrangemens com-
pose un gros volume.

A N N E E 1709.

La nécessité de continuer la guerre fit
penfer aux moyens de rétablir la con-
fiance & de faciliter la négociation des
assignations qu'il falloit donner en paye-
ment

ment aux Banquiers, Trésoriers, Entrepreneurs, & autres, chargés de fournir les dépenses. On se propoſa d'ordonner que les aſſignations, qui avoient été tirées par avance ſur les revenus de l'année, ſeroient acquittées à leur échéance. Ce Réglement fait par un Arrêt du 19 Février 1709 eut d'abord tout le ſuccès auquel on s'étoit attendu : les porteurs des aſſignations tirées par avance, voyant leur payement aſſuré, ſe déterminèrent à prêter aux Trésoriers, aux Munitionnaires & autres, l'argent qu'ils recevoient du payement de leurs aſſignations ; mais cette diſpoſition changea bientôt après. La rigueur de l'hyver & la diſette des grains firent reſſerrer l'argent plus que jamais. Cependant il falloit pourvoir aux dépenses de la guerre, aſſurer le prêt des troupes & leur ſubſiſtance, & remédier promptement à la cherté des grains dans tout le Royaume.

Dans une ſi triſte ſituation, on n'a-

voit pas la liberté de choisir des moyens qui pussent sûrement & promptement produire l'argent nécessaire pour les dépenses. Il fallut prendre ceux dont on s'étoit servi dans les années précédentes, quoique le succès en fût fort douteux. On créa de nouvelles rentes sur l'Hôtel-de-Ville. On créa pareillement des augmentations de gages qui furent attribuées à différents Officiers, & on en fit des Traités particuliers, afin de s'affûrer des fonds comptants pour le paiement des dépenses.

Les expédients ordinaires de Finance, auxquels d'abord on s'attacha, auroient été une foible ressource, si par un bonheur auquel on ne s'attendoit pas, les vaisseaux qui avoient été dans la Mer du Sud, n'étoient heureusement arrivés dans les Ports de France.

Leur chargement étoit très riche, & ils avoient dans leurs bords pour plus de trente millions de matières d'or & d'argent.

gent. On proposa aux intéressés dans leur chargement, de porter aux Hôtels des Monnoyes toutes les matières, & d'en prêter au Roi la moitié, pour laquelle on leur donna des assignations sur les recettes générales, & l'intérêt à dix pour cent : l'autre moitié leur fut payée comptant, pour le payement des équipages des vaisseaux & de ce qu'ils devoient aux Marchands & autres qui leur avoient vendu les marchandises, dont ils avoient composé le chargement de leurs vaisseaux, pour être débitées au Pérou.

Les Billets de Monnoye subsistoient toujours & causoient un grand désordre dans le Commerce ; il falloit travailler à les éteindre, ou se résoudre à voir manquer entièrement le payement des troupes, & toutes les dépenses nécessaires à l'Etat.

On crut devoir profiter des matières qui se trouvoient en abondance dans les Hôtels des Monnoyes, pour faire une refonte générale & fabriquer de nouvel-

les espèces différentes en poids des précédentes; & il fut ordonné par Edit du mois de May de la même année 1709, que les Louis d'or fabriqués en vertu de l'Edit du mois d'Avril précédent, auroient cours pour vingt livres, au lieu de seize livres dix sols, & les écus pour cinq livres, au lieu de quatre livres huit sols.

A la faveur de cette augmentation, on se proposa de remédier au mal que causoient les billets de monnoye.

Pour cet effet, il fut ordonné, qu'il seroit reçu dans les Hôtels des Monnoyes cinq sixièmes en espèces ou matières, & un sixième en Billets de Monnoye, pour être le tout payé comptant en nouvelles espèces.

Quatre raisons principales déterminèrent à faire la refonte générale.

La première étoit la facilité de pourvoir en espèces nouvelles au payement comptant de celles qui seroient portées, les matières venues de la mer du Sud ayant
fourni

fourni aux Hôtels des Monnoyes les fonds nécessaires.

La seconde, le retour qui se feroit des espèces de France qui avoient été portées dans les pays étrangers.

La troisième, le bénéfice qui s'y trouveroit pour le Roi.

Et la quatrième l'application de ce bénéfice à l'extinction des Billets de Monnoye.

Ces différentes dispositions eurent un succès heureux : elles procurèrent des fonds pour le payement des armées : elles engagèrent les porteurs des Billets de Monnoye à mettre tout en usage pour se procurer cinq fois autant d'espèces & de matières qu'ils avoient de billets de monnoie ; enfin la refonte produisit l'extinction de quarante-trois millions de billets de monnoye & d'autres papiers, & rétablit la circulation des espèces.

On pourvut en même tems à faire convertir en nouvelles espèces dans la Monnoye.

noye de Strasbourg les anciennes espèces qui avoient été fabriquées en exécution de l'Edit du mois d'Octobre 1704, pour avoir cours seulement dans les Provinces d'Alsace & de la Saare. On fit aussi quelques Traités pour le rachat de la Capitation, & quelques autres affaires extraordinaires, jusqu'à la concurrence de trente millions.

La plus importante affaire, & celle qui donna le plus peine, fut celle de pourvoir à l'excessive cherté des grains, pour en fournir la quantité nécessaire pour la subsistance des armées.

On fit sur toutes les Provinces une imposition de cinq cent cinquante-sept mille neuf cent sacs de grains, qui furent voiturés avec grande peine & beaucoup de risques dans les dépôts nécessaires pour les armées : le prix en fut depuis trente jusqu'à quarante livres le sac, qui ont été remboursés en plusieurs années sur les impositions des Provinces qui les avoient

voient fournis ; & la dépense des vivres de cette année a passé quarante-cinq millions.

Il falloit aussi donner attention à la Ville de Paris & aux Provinces qui se ressentoient de la disette des grains. On fit pour cet effet des marchés avec plusieurs particuliers pour en faire venir des Pays étrangers. Il y en eut un pour faire venir de Barbarie & des Isles de l'Archipel, dans les ports de Toulon, Marseille & Cette, cent vingt mille quintaux de blé froment, pour être ensuite conduits à Paris : On en fit un autre, pour tirer des blés du Nord par Dantzick.

Il y eut aussi divers traités pour faire venir des blés des Pays étrangers. On peut dire avec confiance, que ces attentions non seulement empêchèrent l'excessive augmentation du prix des grains, mais même qu'elles produisirent une diminution du prix auquel les grains avoient été portés, aussi-tôt qu'on leut
que

que ces traités avoient été faits.

Le malheureux état où étoit le Royaume pendant l'année 1709 ne doit pas facilement s'effacer de la mémoire des hommes : il falloit bien d'autres attentions pour encourager les fujets , & pour pourvoir à la subsistance de Paris. Le Roi suspendit les exemptions des tailles accordées aux Officiers créés depuis le premier Janvier 1689 , dont la finance étoit au-dessous de dix mille livres.

Sa Majesté par Arrêt du mois d'Octobre 1709 accorda à ses peuples sur le brevet de la taille de 1710 une diminution de six millions ; & peu de tems après , en fixant les impositions de chaque Généralité , elle accorda encore une autre diminution de près de deux millions.

Le Roi diminua pareillement les droits d'entrée sur les bœufs & moutons & sur le vin.

Les Ordonnances expédiées pour les dépen-

dépenses de l'année 1709 montent à deux cent vingt-un millions cent dix mille cinq cent quarante-sept Livres. 221110547.

Les sommes assignées montent à cent quatre-vingt-dix-neuf millions cent quarante-huit mille neuf cent vingt-six Livres. 199148926.

Partant reste à assigner vingt-un millions neuf cent soixante-un mille six cent vingt-une Livres. 21961621.

Pour payer ces dépenses, les revenus ordinaires de 1709 n'ont produit que trente-huit millions cent soixante-deux mille huit cent vingt-sept L. 38162827.

On a consommé par avance sur les revenus des années à venir, jusques & compris 1717, par des assignations anticipées, cinquante-deux millions sept cent

De l'autre part. Liv. 38162827.
cent soixante-un mille qua-
tre-cent quatre Livres. 52761404.

Pour fournir le surplus
des sommes assignées, on
demanda plusieurs avances,
tant aux Fermiers des Pos-
tes & du tabac qu'à d'au-
tres particuliers, qui mon-
térent à sept millions trois
cent trente-sept mille cent
quatre-vingt-quinze Livres. 7337195.

Et on tira le reste des
assignations des Domaines
& de la Ferme du Control-
le des actes, du rachat de
la Capitation des particu-
liers, & celle du Clergé,
du prêt & droit annuel,
& de divers Traités, jusqu'à
la concurrence de cent mil-
lions

Liv. 98261426.

De l'autre part. Liv. 98261426.
 lions huit cent quatre-vingt-
 sept mille cinq cent Livres. 100887500.

Total. . . . Liv. 199148926.

Une observation très importante à faire, est, que ces derniers fonds de l'aliénation du Contrôle des actes des Notaires, du rachat de la capitation du Clergé, & du prêt & droit annuel, ne sont entrés que dans le cours des années 1710 & 1711; & pour parler juste, on fit subsister par une espèce de miracle les armées & l'Etat en l'année 1709 au moyen des avances qui furent faites par les Fermiers, Receveurs & autres, qui prêtèrent leur argent ou leur crédit, qui ont été remboursés à mesure que ces différens fonds sont rentrés.

On tira un grand secours du travail des monnoyes, qui produisirent un fonds actuel de onze millions trois cent soixante-

te-

te dix mille sept cent soixante-treize livres, qui furent employées utilement pour le payement des troupes.

A N N É E 1710.

Le détail des moyens dont on s'est servi pour les dépenses des années 1708 & 1709, fait sentir quelle devoit être la difficulté, pour ne pas dire l'impossibilité, de trouver de nouvelles ressources pour les dépenses de la guerre, qui continuoit avec plus de vivacité que jamais, après la prise de Tournai & le mauvais événement de la bataille de Malplaquet, qui fut suivi de la prise de Mons.

Dans cette situation, je proposai au Roi, au mois de Novembre 1709, de faire faire une régie par douze Receveurs Généraux de plusieurs affaires extraordinaires, & d'établir une Caisse dans laquelle seroient portés les fonds, tant des affaires extraordinaires dont ils poursuivroient

vroient le recouvrement, que des fonds qu'on y pourroit faire entrer.

Les Receveurs Généraux donnèrent en cette occasion des preuves de bonne volonté pour le service ; ils déclarèrent qu'en se chargeant de la régie des affaires extraordinaires, ils ne prétendoient aucune remise ni bénéfice, & se contenteroient des intérêts des avances qu'ils pourroient faire, & qu'ils demandoient seulement, que les frais du Bureau de Paris & de ceux des Provinces fussent payés par le Roi.

Ils établirent un Bureau à Paris avec un Directeur & un Caissier : & pour donner du crédit à cette nouvelle forme de régie (laquelle prit d'autant plus de faveur, que le Public, qui étoit fort rebuté des Traitans, vit que les recouvrements seroient faits sans frais & sans profit pour ceux qui en auroient la direction) on fit entrer des fonds dans ces Caisse, qui en sont sortis pour fournir

nir aux dépenses ; ce qui augmenta tellement le crédit de cette Caisse, qu'on peut dire qu'elle a soutenu l'Etat jusqu'en Avril 1715.

Les affaires extraordinaires dont les Receveurs Généraux furent chargés de faire la régie, & dont les fonds furent portés au Bureau qui devoit être établi, furent,

1°. Le rachat du prêt & droit annuel.

2°. Un denier d'augmentation de remise aux Receveurs généraux & aux Receveurs des tailles.

3°. Des taxations ou augmentations de gages attribuées aux Officiers comptables.

4°. L'aliénation ou engagement du Contrôle des actes des Notaires.

5°. L'affranchissement de la capitation du Clergé.

Tous ces fonds extraordinaires ont produit près de soixante-huit millions, sans

sans aucune remise ni deux sols pour livre ; & ces recouvrements ont été faits & remplis sans aucuns frais contre les redevables.

On peut observer ici , que les affaires extraordinaires , régies par les Receveurs Généraux , ont produit quarante-trois millions huit cent dix-sept mille deux cent quarante-six livres , dont la remise sur le pied du sixième & des deux sols pour livre , auroit monté à onze millions six cent quatre-vingt dix-huit livres , qu'on a ménagées pour le Roi & pour les redevables.

Telle est l'origine de cette Caisse de régie dont la recette a été faite sur les quittances des Gardes du Trésor Royal , & du Trésor des revenus casuels , pour en compter au Conseil seulement & à l'ordinaire , comme ont fait les Traitants.

Cet arrangement pris , il fallut penser à acheter des grains pour les vivres de
l'ar-

l'armée. Les Intendants eurent ordre de faire des marchés. On dressa un état de ce qu'il en falloit, tant pour les troupes qui tiendroient garnison pendant le quartier d'hyver, que pour les armées assemblées. Il montoit à sept cent trente-trois mille sacs, qui coûtèrent plus de trente-cinq livres le sac; & cette dépense, avec les frais de voiture jusqu'aux magasins, passoit vingt-cinq millions.

Les Munitionnaires ne furent chargés que des équipages pour la voiture des vivres aux armées, de la mouture des grains, façon, cuisson, & distribution du pain, dont la dépense fut considérable par rapport à la cherté des grains.

On peut remarquer combien l'excès du prix des grains pendant les années 1709 & 1710 a augmenté les dépenses par comparaison aux années précédentes.

Pendant cette année 1710 le Roi fit
des

des avances pour parvenir à la paix. M. le Maréchal d'Uxelles, & M. l'Abbé de Polignac furent envoyés à Gertruydenberg pour conférer avec les Députés des Etats de Hollande.

On fait que les Conférences n'eurent aucun succès : la guerre continua, & les ennemis ayant assiégé & pris Douai, Saint-Venant, Bethune & Aire, il fallut travailler à rechercher de nouveaux moyens pour continuer la guerre.

La situation de l'Etat ne pouvoit être plus pressante. L'épuisement total des ressources pratiquées dans les Finances depuis vingt-deux ans, faisoit plus que jamais désespérer de le soutenir.

Dans cette extrémité, on demanda des Mémoires à diverses personnes : plusieurs des Intendans des Finances furent consultés, plusieurs des Receveurs Généraux & autres Financiers furent appelés, & donnèrent différents Mémoires ; il falloit s'assurer d'un fonds annuel pendant

la guerre , qui ne chargeât point les revenus du Roi , comme tous les autres moyens dont on s'étoit servi auparavant. Après un examen long & exact , on ne put trouver d'expédient plus convenable que d'établir le dixième du revenu de tous les fonds , & généralement de tous les biens.

L'imposition en fut ordonnée par la déclaration du 7 Octobre 1710. Cette levée étoit un remède extrême & violent ; les ennemis de la France se persuadèrent que l'établissement en seroit impossible : mais ayant vû que tous les sujets se prêtoient aux besoins de l'Etat , & qu'il se faisoit paisiblement & sans résistance , ils regardèrent le dixième comme une ressource inépuisable pour la guerre.

On peut dire que c'est un des principaux motifs qui ont déterminé les ennemis à faire la paix : ils s'en sont même assez expliqués , pour ne laisser aucun lieu d'en douter.

On

On prit ensuite la résolution d'annuler toutes les assignations qui avoient été faites, tirées par avance, & de les convertir en rentes sur l'Hôtel de-Ville.

Les Ordonnances expédiées pour les dépenses de l'année 1710 ont monté à deux cent vingt-cinq millions huit cent quarante-sept mille deux cent quatre-vingt-une . . . Liv. 225847281.

Les sommes assignées jusqu'au 13 Décembre montent à la somme de . Liv. 185491039.

Il a été assigné pendant l'année 1714.

pour lesdites dépenses . Liv. 2448781.

187939820.

Partant, restoit à assigner à la fin de 1714

Dd 2 des

des dépenses de 1710, trente-sept millions neuf cent sept mille quatre cent soixante-une . . . Liv. 37907461.

La stérilité de l'année 1709 & les mauvaises récoltes des années qui l'ont suivie, ayant causé une grande diminution sur les revenus du Roi, on ne put continuer de payer, comme auparavant, les arrérages des rentes constituées à l'Hôtel-de-Ville de Paris: on ne put même payer que six mois dans une année.

Ce retardement donnoit lieu d'appréhender quelque mouvement fâcheux des Rentiers: néanmoins le Public, instruit qu'on employoit exactement tout le produit des Fermes pour payer les rentes, & qu'on se donnoit des soins particuliers pour rassembler des fonds qui avoient été retenus dans les caisses des Provinces, par des Commis auxquels on fit le procès, se prêta aux besoins de l'Etat, &

fou-

souffrit le retardement avec assez de soumission. On fut même obligé de retarder le paiement des gages des Compagnies supérieures.

La cause de ce retardement a été connue. Il n'est pas néanmoins inutile d'observer, que le produit des Fermes Générales unies, qu'on estimoit année commune quarante-six millions au moins, n'a monté en 1709 qu'à trente-un millions, & en 1710 à quarante millions de livres.

A N N E E S 1711. & 1712.

L'explication des fonds qui ont servi aux dépenses des années 1708, 1709 & 1710 fait connoître sensiblement quelle étoit la difficulté de trouver des ressources suffisantes pour continuer d'aussi grandes dépenses que celles qui ont été faites pendant ces trois années. L'établissement du dixième donnoit de grandes espérances : mais l'événement a justifié, que

le recouvrement des plus fortes années n'a pas monté à vingt quatre millions.

Le dixième des pensions & des autres dépenses qui se payoient au Trésor Royal sujettes à la retenue du dixième, opéreroit une diminution des dépenses, mais ne produisoit pas un fonds présent pour celles qu'il faut payer actuellement.

Il falloit donc penser à assurer des fonds qui pussent entrer successivement dans les Caisses.

C'est le motif qui fit ordonner par la Déclaration du mois d'Octobre 1710, la conversion de toutes les assignations tirées par avance sur les revenus de 1711, 1712 & 1713, pour ôter tous les papiers qui empêchoient la circulation de l'argent.

On ordonna aussi, par la même Déclaration, la conversion en rentes, tant des Billets de Monnoye qui subsistoient encore, & des promesses à cinq ans faites au lieu de Billets de Monnoye annullés,

que

que des billets d'emprunts faits par les Trésoriers de l'extraordinaire des guerres & les Adjoints qui leur avoient été donnés pour soutenir leur crédit, & des billets de subsistance donnés aux Officiers des troupes, & généralement des autres papiers qui existoient alors.

La refonte des espèces ordonnée en 1709 avoit déjà procuré l'extinction de plus de quarante millions de Billets de monnoye & d'autres papiers.

On rendit libres par ce moyen les fonds qui avoient été consommés d'avance sur les années 1711, 1712 & 1713.

On compta avec les Receveurs Généraux des Finances, & on visa leurs assignations, pour reconnoître ce qu'ils devoient de ces trois années.

Ces dispositions, quoique bonnes & nécessaires, causèrent un discrédit total aux assignations; de sorte que, pour avancer les dépenses de 1711, & même de 1712, on fut obligé de faire remet-

tre à la Caiffe des Reveveurs Généraux tenue par le Sieur Le Gendre, laquelle s'étoit accréditée par les fonds qui y entroient journellement , des assignations sur les Receveurs Généraux pour les fonds restants libres de la taille & de la capitation , & pour l'avance de dix-huit millions de livres, qu'on engagea les Receveurs Généraux de faire, sur le produit du dixième des biens-fonds, tant du quartier d'Octobre 1710, que de l'année entière 1711.

Ce produit étoit alors très incertain, & n'a pû monter dans les dix-neuf Généralités taillables à quatorze millions.

Les Gardes du Trésor Royal ont remis, en exécution de ce projet, les assignations au Sieur Le Gendre sur ses récépissés, portant promesse de leur en payer la valeur en argent ou en quittances à leur décharge , ce qui a été régulièrement exécuté entre les Caiffiers du Trésor Royal & le Sieur Le Gendre.

Il est nécessaire d'observer, qu'au commencement de cette année 1711 le Roi ayant résolu d'assembler l'armée avant qu'il y eût de l'herbe pour fourager, il donna ses ordres pour faire des magasins de fourages secs, qui pussent faire subsister les chevaux de la Cavalerie pendant six semaines : & cette dépense extraordinaire qu'il fallut payer comptant, outre le courant des autres dépenses, a monté à trois millions cinquante mille livres, suivant l'ordonnance qui en a été signée par le feu Roi.

Pour procurer avec solidité des fonds actuels à la Caisse de régie, tant pour cette dépense de fourage que pour les autres, on obligea les Receveurs Généraux de payer en argent à la Caisse de régie, le montant des assignations des premiers mois de leurs exercices, & de faire leurs billets pour les derniers mois ; ce qui a été régulièrement exécuté.

Les billets des Receveurs Généraux é-

tant faits pour des termes peu éloignés , furent négociés à un intérêt médiocre ; & on évita par ces arrangements les escomptes qu'il auroit fallu passer aux Banquiers & aux Fournisseurs , si on leur avoit donné les assignations à négocier , comme on avoit fait en d'autres années.

On fit de plus entrer dans cette Caisse , suivant le premier projet , sans Traitans ni remises , & sans frais que ceux de la régie , les dons gratuits des villes , & le doublement des Inspecteurs des boissons & des octrois , qui ont produit de net trois millions soixante-huit mille soixante-cinq livres.

Pour augmenter les fonds nécessaires à fournir aux dépenses toujours pressantes , on accepta , suivant l'ordre du feu Roi , quelques avances proposées par divers particuliers en argent , avec une partie en papiers , ce qui procura un fonds actuel de cinq millions deux cent soixante mille Liv.

Le

Le papier accepté ne monta qu'à huit cent vingt-trois mille livres, qui a été remboursé en assignations sans intérêts.

Le feu Roi ayant convoqué une assemblée du Clergé dans cette même année 1711 pour l'établissement du dixième, le Clergé proposa de donner au Roi huit millions pour en être déchargé, & cette offre fut acceptée.

Tous ces fonds ont produit près de cent millions, qui ont servi aux dépenses des années 1711 & 1712.

L'Ordre de Malthe & le Clergé des Evêchés de Metz, Toul, Verdun & Perpignan, ont donné cent quarante-deux mille livres pour être déchargés de l'établissement du dixième.

La Province d'Alsace & la ville de Strasbourg, deux millions neuf cent soixante-treize livres, pour en être pareillement déchargées.

Voilà ce qui a été fait pour l'établissement & pour la décharge du dixième.

L'établissement du dixième ne permettoit plus de faire des Traités ni d'autres affaires extraordinaires. Il falloit néanmoins d'autres expédients pour avoir de l'argent.

On créa par un Edit du mois de Janvier 1712 des Charges d'Inspecteurs des Finances , auxquelles on avoit attribué des gages & des frais d'exercice.

Pour en assurer le payement , on avoit ordonné par arrêt du 26 Janvier , une imposition de trois deniers pour livre pour augmentation sur le total de la taille , qui devoit produire quatre cent dix mille livres par an.

Les charges n'ayant point été levées , on proposa de faire usage du produit de ces taxations , & de créer des rentes sur les tailles au denier douze , pour le remboursement desquelles on affecta trois cent mille livres par an ; & ce remboursement devoit être fait de six mois en six mois.

Ces

Ces rentes ne devoient pas être perpétuées ; elles devoient s'éteindre dans le cours de treize années. D'ailleurs , pour leur donner plus de crédit , on jugea qu'il ne falloit point les confondre avec les autres rentes de l'Hôtel-de-Ville.

Ces motifs déterminèrent à proposer un homme de bonne réputation & connu du public , pour faire la recette du principal , payer les arrérages d'année en année , & faire dans les tems prescrits les remboursements.

Le Sieur Belanger Trésorier du Sceau fut choisi pour cette fonction. L'Edit du mois de Juin 1712 , portant création de cinq cent mille Livres de rentes à prendre par préférence sur tous les deniers des tailles , commet le Sr. Belanger pour faire la recette des principaux de la constitution , celle des fonds destinés pour payer les arrérages & pour faire les remboursements.

Par le même Edit , le Sieur Belanger est

est chargé de remettre aux Gardes du Trésor Royal, les fonds de la constitution, les quittances du paiement des ar-rérages & des remboursements, pour en compter par eux à la Chambre des Comptes.

Il restoit encore des Billets de monnoye & des billets à cinq ans. Il avoit été ordonné par arrêt du 30 Novembre 1711 qu'ils demeureroient éteints & de nulle valeur au premier Mars 1712.

Par arrêt du 6^e. Février de la même année 1712 il fut permis pendant le reste de ce mois, de les porter en rentes à la tontine, en fournissant moitié en argent.

Plusieurs Négocians ayant eu avis de l'arrivée d'une quantité de matières d'argent qu'ils n'avoient pû faire porter aux Monnoyes avant la diminution résolue pour le premier Février, on leur accorda par cinq Arrêts le même prix qui avoit été fixé avant le premier Février,

&

& leurs matières furent reçues avec profit pour eux, jusqu'au premier Janvier 1713.

Enfin, au mois de Décembre 1712, le Roi pour avancer la conversion des espèces & matières qui restoit à porter aux Hôtels des Monnoyes, abandonna le profit de la conversion, & ordonna par un arrêt du 6^e. Décembre 1712, que les anciennes espèces & matières y seroient payées sur le pied de toute leur valeur.

Les ordonnances pour les dépenses de l'année 1711 ont monté à la somme de deux cent soixante-quatre millions douze mille huit cent quatre-vingt-une Livres. 264012881.

Mais attendu qu'entre ces ordonnances il y en avoit une de quarante-fix millions cent soixante cinq mille quatre-vingt-quatorze Livres, pour la remise des
exer.

exercices précédents, qui
n'apporte ni recette ni dé-
pense actuelle, il faut la
déduire. . . . Liv. 46165094.

Partant reste . . . Liv. 217848787.

A quoi se trouvent mon-
ter toutes les ordonnances
de dépenses actuelles pour
l'année 1711.

Il a été assigné à compte
desdites dépenses jusqu'au
1. Décembre 1713. cent foi-
xante-sept millions foi-
xante-seize mille cinq cent
quatre-vingt-deux Livres. 167076582.

Partant il restoit à affi-
gner en 1714 & 1715 pour
lesdites dépenses, cinquante
millions sept cent soixante
onze mille deux cent cinq

Livres. . . . Liv. 50771205.

On

On ne détaille point tous les fonds qui ont été consommés pour les dépenses des deux années 1711 & 1712, afin d'éviter une explication qui feroit trop longue. Si on souhaitoit de la voir, on la trouveroit dans les volumes qui ont été faits pour chacune de ces années, qui contiennent les recettes de toute nature, & pareillement les dépenses ordonnées & faites pendant ces mêmes années.

Les ordonnances expédiées pour les dépenses de l'année 1712 ont monté à deux cent quarante millions trois cent soixante dix - neuf mille neuf cent quarante-sept Liv. 240379947.

Les sommes assignées jusqu'au 31 Décembre montent à deux cent deux millions quatre cent trois mille quatre - vingt - dix-neuf Livres. 202403099.

Partant restoit à assigner
pour

pour lefdites dépenses pendant les années 1714. & 1715 trente-fept millions neuf cent foixante feize mille huit cent quarante-huit

Livres. 379 6848.

A N N E E 1713.

On a vû par le détail des expédients de Finances auxquels on a été obligé d'avoir recours pendant les années précédentes, que des moyens forcés, pour fournir à des dépenses immenses, épuisoient toujours de plus en plus les ressources de l'Etat. Cependant la guerre continuoit : il falloit de nécessité faire de nouveaux projets pour les dépenses de la Campagne de 1713.

On avoit fait différens arrangemens pour donner du crédit aux assignations en exécution de la déclaration du 12
Septem.

Septembre 1711, dans l'espérance d'une paix prochaine. On se propoisoit de mettre les choses dans la règle ordinaire, & de faire payer par des Gardes du Trésor Royal directement les Trésoriers de l'extraordinaire des guerres & autres, partie en argent ou en assignations, tant sur les fonds restants libres des années 1712 & 1713, que par avance sur les années 1714. & 1715.

Ce projet ne put être exécuté entièrement; on fut obligé d'avoir recours aux Banquiers pour continuer à faire des remises pour le payement des troupes: Ils prirent occasion de demander des escomptes & des intérêts sur les assignations qui leur avoient été remises par les Gardes du Trésor Royal.

On s'appliqua à rechercher les moyens d'éviter cette perte, & sur un Edit du mois de Janvier 1713, portant affranchissement de tailles, que dans la suite on ne jugea pas à propos d'exécuter, on

enga-

engagea les Receveurs Généraux de faire des avances, montant à neuf millions six cent huit mille trois cent vingt livres, dont ils ont été remboursés sur les recouvrements ordinaires.

On fit convertir les assignations données aux Trésoriers & aux Banquiers en billets de Receveurs Généraux pour le total ou pour les deux tiers au moins, afin d'éviter les escomptes & les gros intérêts.

On avoit fait des traités pour les vivres, & on avoit déposé dans les places frontières de Flandres, pour deux cent trente mille livres de grains, & à proportion en Alsace & en Dauphiné.

La paix avec l'Angleterre, les Etats de Hollande, la Prusse, & le Roi de Sicile, fut signée le onzième Avril; mais la guerre continuoit avec l'Empereur & l'Empire. Il fallut porter toutes les forces sur le Rhin. On prit Landau & Fribourg: mais il fallut faire une nouvelle dépense pour

pour faire passer en Alsace les bleds déposés dans les magasins de la frontière de Flandres, & en acheter du côté d'Alsace pour faire subsister plus de cent cinquante mille hommes pendant la campagne. Il falloit aussi trouver de nouveaux secours d'argent. On aliéna au Prévôt des Marchands & Echevins de Lyon le tiers des droits de la ferme du tiers-sur-taux & quarantième de Lyon & autres en dépendants, moyennant deux millions cent soixante mille livres, qui furent payées en argent.

La création de cinq cent mille livres de rente sur les tailles au denier douze avoit réüssi, & les six millions de livres auxquelles montoit le principal avoient été payées en argent. Cette constitution étoit une espèce d'emprunt : le capital devoit être remboursé en treize années. On avoit engagé le Clergé en 1710 & 1711 à faire de pareilles constitutions, pour le rachat de la subvention ou capitation & du

du dixième. Le public s'étoit porté avec empressement pour en faire l'acquisition.

Ces raisons déterminèrent à faire une deuxième aliénation de cinq cent mille livres, & sur les deux sols pour livre de la taille, par un Edit du mois de Juillet 1713 ; elle fut bientôt remplie.

On en fit une troisième au mois d'Août, qui fut remplie avec empressement.

Il est facile de comprendre, combien tous ces expédiens étoient encore éloignés de fournir les fonds nécessaires pour les dépenses. On proposa de créer un million deux cent cinquante mille livres de taxations fixes & héréditaires à prendre sur les tailles, pour être attribuées aux Officiers des bureaux des Finances & des Elections, aux Subdélégués des Intendans, & aux Maires & autres Officiers des Villes, même aux Syndics & aux Greffiers des rôles des tailles. Il y eut un Edit au mois d'Octobre 1713 qui en ordonna la création ; & sur cet

Edit

Edit il se fit des emprunts pour quatorze millions à cinq pour cent sur les billets du Sr. Le Gendre endossés des Receveurs Généraux.

La paix étoit faite avec une partie des Puissances ennemies ; & quoique la guerre continuât avec l'Empereur & l'Empire, on espéroit avec raison qu'elle seroit bientôt terminée, & que la paix deviendrait générale. Il falloit penser à deux choses bien différentes, soutenir la guerre & travailler aux arrangemens & aux projets nécessaires pour rétablir les Finances quand la paix seroit conclue. On a vu les principales opérations faites pour soutenir la guerre : Voici celles qui ont été commencées dans le cours de cette année, dans la vue de rétablir les Finances après la paix.

Le Roi fit cesser l'aliénation des Domaines ; la liberté de commerce fut rétablie avec l'Angleterre & la Hollande, & les vaisseaux de cette Nation furent déchar-

déchargés du droit de fret, qui se payoit à raison de cinquante sols par tonneau du port des vaisseaux.

Le Roi supprima le doublement des droits attribués aux Inspecteurs des boucheries, qui montoit à trois livres par bœuf, & pour les autres bestiaux à proportion.

Il supprima aussi le doublement des Inspecteurs des boissons, qui se payoit à raison de vingt sols par muid.

On fit des Fermes des premiers droits établis avant le doublement, dont le produit devoit en certain nombre d'années acquitter toutes les finances qui avoient été payées pour l'engagement des premiers droits & du doublement.

On supprima le doublement des péages qui étoit fort à charge au Commerce; & pour rembourser les assignations tirées sur deux traités qui avoient été faits pour la jouissance du doublement des péages, on fit une ferme des droits sur les huiles qui avoient

avoient été aliénés, & le produit en fut destiné pour acquitter les assignations restantes à payer du traité du doublement des péages, & la finance de l'aliénation des droits sur les huiles.

Le Roi ordonna une diminution de trois livres sur le prix de chaque minot de sel vendu dans les greniers des Gabelles de France & Lyonnois, de quarante sols dans ceux de Provence & de Dauphiné; & ce à commencer du premier Octobre 1713.

Le controle des actes des Notaires, depuis son établissement, avoit été incertain; il avoit reçu divers changemens en 1708. Il avoit été affermé deux millions deux cent mille livres par an, & il avoit été fait une avance de deux cent quarante mille livres en faisant le bail. Cette ferme fut aliénée en 1710 pour les besoins de l'Etat.

En 1713 on proposa de la réunir, & d'en faire un bail de trois millions par an.

Ann. Polit. II. part. Ec pour

pour le remboursement des Adjudicataires. On créa sur la nouvelle ferme cent cinquante mille livres de rente au denier seize, & on destina neuf cent mille livres du produit de la Ferme, pour faire chaque année des remboursemens de capitaux.

Tous ces arrangemens paroissoient d'autant plus avantageux, qu'étant faits pendant que la guerre continuoit, ils ne caufoient néanmoins aucun obstacle aux affaires qui avoient été faites pour soutenir la guerre, & qu'en supprimant ou réunissant, on trouvoit dans la matière même le fonds pour rembourser ce qui étoit dû par le Roi, & pour augmenter considérablement ses revenus après l'acquittement des dettes.

Les rentes de l'Hôtel-de-Ville avoient été beaucoup augmentées, pour faire le fonds nécessaire pour retirer les billets faits pour le service de l'Etat, qui donnoient lieu à de grosses usures & nuisoient au commerce.

La

La stérilité de l'année 1709, & les mauvaises années qui l'ont suivie, ayant causé, comme il a été remarqué précédemment, une grande diminution sur les revenus du Roi, on ne put continuer, comme auparavant, le payement des arrérages : on ne put même payer que six mois dans une année, en sorte qu'il étoit dû deux années à la fin de 1713.

Le Roi jugea à propos, pour assurer l'état des Rentiers, de diminuer le cours des arrérages, & d'en rétablir le payement tous les six mois comme avant 1709.

L'Edit du mois d'Octobre 1713. ordonna que toutes les rentes de l'Hôtel-de-Ville seroient converties en nouveaux Contracts de rente au denier vingt-cinq, distinguant les rentes acquises à prix d'argent avant le premier Janvier 1702, dont le principal est conservé entier, & les deux années d'arrérages

jointes pour former le capital des nouveaux contracts.

A l'égard des rentes acquises depuis le mois d'Avril 1706, comme elles procédoient des billets de monnoye, billets à cinq ans & autres effets, l'Edit les a réduites aux trois cinquièmes, auxquels on joignit les deux années d'arrérages.

Cet arrangement causa un grand murmure; mais il a été exécuté exactement, & auroit été bien plus difficile, si on avoit attendu que la paix eût été générale. Il a produit une diminution de près de quatorze millions du fonds qu'il auroit fallu pour payer tous les ans à l'Hôtel-de-Ville: Il a assuré le fort des Rentiers; & par le retranchement des deux cinquièmes, il a produit une décharge pour l'Etat d'environ cent trente-cinq millions.

Le règlement des rentes a été suivi de diverses sortes d'autres réductions, & a servi

fervi de règle & de base à ceux qui ont
suivi.

Les Ordonnances expédiées pour les
dépenses de l'année 1713 ont monté à
la somme de deux cent onze millions six
cent quatre-vingt dix-sept mille six cent
soixante-douze Livres. . . 211697672.

Les sommes assignées
jusqu'au 31. Décembre
1713 montent à cent soi-
xante dix - huit millions
trois cent quatre - vingt
trois mille neuf cent cin-
quante-deux Liv. . . . 178383952.

Partant restoit à affi-
gner sur la fin de 1713
trente-trois millions trois
cent treize mille sept cent
vingt Livres. . . . 33313720.

Les sommes assignées pour les dépen-
ses de 1713 pendant le courant de l'an-
née ont monté à celle de cent quarante-

sept millions quatre cent quatre-vingt dix-huit mille soixante Livres. . 147498060.

Celles assignées pour les mêmes dépenses dans le courant de 1714 à trente millions huit cent quatre-vingt-cinq mille huit cent quatre-vingt-douze Livres. 30885892.

Total : cent soixante-dix-huit millions trois cent quatre-vingt-trois mille neuf cent cinquante-deux Livres. 178383952.

Le détail des fonds qui ont été assignés, est rapporté dans un volume fait pour en avoir une connoissance exacte, & pareil à ceux des années précédentes.

ANNÉES 1714 & 1715.

Il n'y eut point d'armées en campagne

gne en 1714; mais la dépense des troupes a continué pendant toute l'année de même que pendant les années précédentes. Le Traité conclu à Rastat le 6. Mars fut suivi du Congrès tenu à Bade, où le Traité solennel de paix entre le Roi, l'Empereur, & l'Empire fut signé le 7. de Septembre, & les ratifications échangées le 28. du mois d'Octobre suivant.

Pendant toute l'année, il fallut, comme dans les précédentes, sans aucuns fonds présents & par industrie, pourvoir à la dépense des troupes & de tout l'Etat.

Le seul expédient dont on put se servir pour commencer les dépenses de l'année, fut de faire usage de l'Edit du mois d'Octobre 1713, par lequel il avoit été attribué un million deux-cent cinquante mille livres de taxations aux Officiers des Bureaux des Finances & des Elections, & à plusieurs autres Officiers, qui

devoient produire une finance de quinze millions.

Pour épargner au Roi la remise du sixième, & aux particuliers les deux sols pour livre en dehors, & les frais ordinaires des Traitans, Sa Majesté agréa de remettre ce recouvrement en régie par les Receveurs Généraux, à la Caisse du Sieur Le Gendre.

Pour procurer des fonds plus promptement & par avance, il lui fut ordonné de faire ses billets à différentes échéances, & aux Receveurs Généraux de les endosser; ils ont été négociés à cinq pour cent d'intérêt.

On engagea les Receveurs Généraux de faire une avance d'onze millions cinq cent soixante mille livres sur 1714.

Les billets du Sieur Le Gendre endossés par eux furent aussi négociés à cinq pour cent d'intérêt.

Ces deux parties produisirent un crédit de vingt-neuf millions.

Au

Au mois de Mars le Roi fit une nouvelle création de cinq-cent mille livres de rente sur les tailles , & spécialement sur les deux sols pour livre qui avoient été imposés par trois Déclarations de 1705 , 1706 , & 1707 , avec une destination de trois cent mille livres pour faire des remboursemens : ç'a été la quatrième constitution de cette nature , qui produisit promptement un fonds de six millions.

Il avoit été donné plusieurs assignations depuis la Déclaration du 7 Octobre 1710.

Il en restoit d'autres tirées précédemment pour le service.

Différens particuliers proposèrent de prendre pour le remboursement de ces assignations , partie en billets du Sieur Le Gendre non endossés , payables en argent à diverses échéances ; partie en ses billets payables en promesses des Gabelles , & en rentes viagères au denier douze.

Ces propositions rapportées au Roi ayant paru avantageuses , il fut ordonné au Sieur Le Gendre de faire ses billets en exécution payables sans intérêt.

Il étoit dû à Madame Royale de Savoye , aux Electeurs de Bavière & de Cologne, aux Srs. Bernard & Hogguer, & à d'autres Banquiers ; ils proposèrent de les assigner sur la Caisse du Sieur Le Gendre : les assignations furent tirées par le Trésor Royal : le Sieur Le Gendre eut ordre de faire ses billets sans intérêts.

Il en fit d'autres pour partie de ces assignations, payables en promesses des Gabelles & rentes viagères.

Le Sr. De Meuve Banquier fit une avance de six millions pour les troupes, pour la valeur desquelles le Sr. Le Gendre lui fit ses billets avec intérêt.

Plusieurs Banquiers, Agens du Clergé, & divers particuliers, ayant proposé de faire des avances, partie en argent, & partie en assignations, tirées depuis la

Décla-

Déclaration du 7 Octobre 1710, on en fit le raport au Roi suivant ses ordres; on accepta différentes propositions, on en rejeta un plus grand nombre, parce qu'on n'accepta que celles qui parurent les plus avantageuses pour le Roi & les moins utiles aux propofans; le Roi même s'expliqua nettement sur ces propositions, & dit, que si les propofans trouvoient quelque profit sur le papier, c'étoit au moins un bien pour fon service de trouver de l'argent pour les dépenses, & d'acquitter en même tems des dettes.

Il faut observer, qu'à l'égard de toutes les avances faites, partie en argent & partie en papier, on n'a donné dans les intérêts que pour l'argent, & on n'en a point passé sur le papier.

On se propofoit d'acquitter les dettes du Sr. Le Gendre non endossées des fonds qu'on feroit entrer dans la caisse, & on auroit exécuté ce projet si le tems & les circonstances l'avoient permis.

On fit entrer dans la caisse du Sr. Le Gendre tous les fonds dont on put s'aider pour les besoins des Troupes & de l'Etat : entre autres celui d'un million six cent mille livres destiné pour le remboursement des payemens des rentes, qui étant resté inutile entre les mains du Sieur de la Garde, auroit diminué du tiers, par les rabais indiqués du prix des espèces : il fut employé à payer les Gardes du Corps, & les autres troupes.

Des Fermes unies un million fut employé pour le comptant du Roi, & autres dépenses pressées & privilégiées.

Si on entre dans les attentions que demandoit la situation fâcheuse des Finances, on conviendra de deux choses.

La première, qu'étant réduit aux seuls emprunts pour la manutention de l'Etat, il falloit un autre canal que celui des Gardes du Trésor Royal pour faire les négociations.

La deuxième, qu'on y a aporté toute

l'oe-

l'économie & tous les ménagemens possibles par rapport au tems & aux conjonctures des affaires générales.

On peut ajoûter, que cette Caisse a été dirigée avec tant de soins & d'arrangement, que par le crédit qu'on lui avoit donné, on a fourni aux dépenses nécessaires de l'Etat depuis le premier Janvier 1710 jusqu'au mois d'Avril 1715. & que les efforts qu'il falut faire pour trouver les fonds promis, & qui furent délivrés à la fin de Mars 1715 pour les dépenses qu'on va expliquer, dans un tems où l'argent commençoit à être fort resserré, ont été la cause, que le crédit de cette caisse est tombé, & qu'on n'a pu le relever dans l'espace de quatre mois qui se sont écoulés jusqu'à la mort du Roi.

Les dépenses extraordinaires, faites aux mois de Mars & d'Avril, pour les arrérages du subside ordinaire de l'Electeur de Bavière, deux millions fix cent mil-

mille Livres. 2600000.

Celui de Cologne deux
cent mille Livres. 200000.

Le subside extraordinaire
de Bavière pour le traité de
1714 deux millions. 2000000.

Le subside de Suède neuf
cent mille Livres. 900000.

Total : cinq millions sept
cent mille Livres. 5700000.

Les Ordonnances signées
par le Roi pour les dépen-
ses de 1714 ont monté à
deux cent treize millions
cinq cent vingt-neuf mille
fix cent trente livres. . . . 213529630.

Il a été assigné pendant
ladite année quatre-vingt-
dix-sept millions deux cent
quatre-vingt-quatre mille
neuf cent quarante-huit L. 97284948.

Par-

Partant reste à assigner
cent-seize millions deux cent
quarante-quatre mille six
cent quatre-vingt-deux liv. 116244682.

Les changemens arrivés par la mort
du Roi, n'ont pas permis de rendre le
travail parfait pour l'année 1714 & les
huit premiers mois de 1715, tous les
Régistres ayant été remis aux personnes
qui ont été préposées pour l'adminis-
tration des Finances.

Les dépenses faites & ordonnées par
le feu Roi pendant sept années, commen-
cées le premier Janvier 1708 & finies le
31 Décembre 1714, ont monté à la for-
me d'un milliard cinq cent trente-trois
millions deux cent-un mille cent soixan-
te-seize Livres. 1533201176.

Ce qui revient année com-
mune à deux cent dix-neuf
millions vingt-huit mille sept
cent quarante Livres. 219028740.

Les

Les revenus ordinaires, joints au dixième & à la capitation, n'ont produit, année commune, déduction faite des charges ordinaires, que soixante-quinze millions 75000000.

Sur ce pied il manquoit tous les ans, pour remplir toutes les dépenses, cent quarante-quatre millions vingt-huit mille sept cent quarante Livres. 144028740.

Ce qui fait la somme de deux cent dix-neuf millions vingt-huit mille sept cent quarante Livres. 219028740.

De sorte que pour trouver le fonds entier des sept années, il falloit un milliard huit millions deux cent-un mille cent quatre-vingt Livres. 1008201180.

Tous les expédiens d'avances, d'assignations anticipées sur les années à venir,

De l'autre part. Liv. 1008201180.
 nir, le bénéfice de la refon-
 te des monnoyes, les rachats
 de la capitation & du dixié-
 me du Clergé, le rachat d'au-
 tres dixièmes, & l'affran-
 chissement des capitations
 de diverses compagnies, &
 de plusieurs particuliers, les
 aliénations, les constitutions
 de rente, les Traités & au-
 tres expédients, n'ont pû
 produire que six-cent qua-
 tre-vingt onze millions six-
 cent soixante mille trois cent
 soixante-huit Livres. . . 691660368.

De forte qu'il est resté dû
 à la fin de 1714. trois cent
 seize millions cinq cent qua-
 rante mille huit cent douze
 Livres. 316540812.

En exécution de la déclaration du 7 Sep-
 tem-

tembre 1715, portant que tous les billets faits pour le service de l'Etat seront raportés pour en faire la vérification & la liquidation; les propriétaires de tous ces billets les ont représentés à Mrs. les Commissaires du Conseil, & par la recapitulation de tous ceux qui ont été visés depuis le 20 Décembre 1715 jusqu'au 31 Janvier 1716, il s'est trouvé,

En promesses de la caisse
des emprunts. . . Liv. 147635073.

En billets du Sr. Le Gen-
dre. Liv. 32284961.

. Liv. 179920034.

En ordonnances sur le Tré-
sor Royal L. 229939382.

En assigna-
tions de mê-
me, . Liv. 81955006. } 311894388.

En

Liv. 491814422

De l'autre part. Liv. 491814422.

En Billets de l'extraordinaire
des guerres. L. 52319513.

En Billets de
la Marine. Liv. 8960695.

61280208.

Total : cinq cent cinquante-
trois millions quatre-vingt-
quatorze mille six cent tren-
te Livres. 553094630.

Sur quoi il faut déduire
les deux derniers articles ac-
collés , attendu qu'ils font
partie des Ordonnances ou
des assignations sur le Tré-
sor Royal , & que si les
Trésoriers en étoient payés
ils acquitteroient leurs bil-
lets. Livres 61280208.

Partant il ne faut comp-
ter les billets visés que pour
quatre-cent quatre-vingt-
onze mililons huit cent qua-
torze

torze mille quatre cent vingt
deux Livres. 491814422.

Les dettes en papier qui existoient au
20^e. Février 1708 montoient à quatre
cent quatre-vingt-deux millions, huit
cent quarante-quatre mille soixante-une
Livres. 482844061.

Ainsi les billets pour le
service de l'Etat subsistants
au 1 Septembre 1715, n'ex-
cèdent les dettes en papier
reconnuës en 1708, que de
huit millions neuf cent soi-
xante-dix mille trois cent
soixante-une Livres. . . . 8970361.

Somme égale à celle des
billets visés. Liv. 491814422.

On peut même faire une observation,
que sur les trente-deux millions deux cent
quatre-vingt-quatre mille neuf cent soixan-
te-une Livres à quoi montoient les billets
du Sr. Le Gendre, il y en a pour près
de

de quatre millions payables en rentes viagères ou en promesses des Gabelles.

Il s'ensuit de l'exposition de toutes les dépenses faites pendant sept années ;

1°. Qu'il n'a pas été possible de les acquitter entièrement :

2°. Que la comparaison des papiers subsistants au 1 Septembre 1715 , avec ceux qui existoient au 1 Janvier 1708 , prouve évidemment l'économie & l'arrangement avec lesquels les Finances ont été administrées pendant ces sept années.

3°. Les dépenses ont été plus fortes que pendant les années précédentes , à cause de la stérilité de l'année 1709.

4°. La gelée des oliviers , des noyers , des chataigniers & des autres arbres portants fruits , a été inestimable pour les Provinces qui en ont souffert.

La mortalité des bestiaux , les maladies populaires , & les débordements des rivières , ont causé des pertes inestimables.

Ces

Ces accidents avoient mis les peuples hors d'état d'acquitter toutes les impositions ordinaires & extraordinaires.

Le feu Roi en étant bien informé jugea qu'il falloit accorder des décharges d'une partie des impositions. On les a expliquées.

Outre ces décharges , le feu Roi fit remettre des sommes d'argent assez considérables aux Evêques & aux Intendans pour assister les pauvres.

Ces décharges & les fonds remis , ont diminué d'autant les fonds dont on avoit besoin pour les dépenses de l'Etat.

5°. On n'a pas laissé d'éteindre & de supprimer , nonobstant ces malheurs , les Billets de monnoye , & d'autres papiers & dettes reconnus au 1 Janvier 1708 : & après avoir soutenu la dépense de sept campagnes remplies de mauvais événemens , il ne s'en est trouvé au premier Septembre 1715 , que pour une somme presque égale au 1 Janvier 1708.

6°. Toutes les dépenses ordonnées par le Roi ont été réglées sans être concertées avec le Contrôleur Général : celles de la guerre , de la marine , & des pensions entre le Roi & Mrs. les Secrétaires d'Etat , chacun pour leur département.

Le Contrôleur Général étoit chargé de trouver des fonds par tous les moyens pour fournir aux dépenses. Etoit-il maître de refuser ou d'abandonner sa place ? On s'en raporte à ceux qui ont vu de près le Gouvernement passé , de rendre sur cet article la justice qui est due à celui que le Roi avoit choisi pour un si pesant & si difficile Ministère.

Une réflexion bien plus forte , & à laquelle il n'y a point de réplique , est , que la guerre étoit engagée & soutenue par des ennemis fort unis , fort aigris contre la France , & dont les desseins n'étoient pas moindres que de partager le Royaume & d'en faire un pays de conquête pour eux.

On

On fait le projet qu'ils avoient fait de se faire un chemin à travers la France, pour forcer le Roi d'Espagne d'abandonner ses Etats.

Le voyage de Mr. de Torcy à la Haye, & les Conférences de Gertruydenberg avoient fait connoître à toute l'Europe les desseins des ennemis, & l'impossibilité où l'on étoit alors de faire la paix. Il faloit donc de nécessité soutenir la guerre. L'épuisement du Royaume étoit assez connu. On n'avoit ni assez de moyens différens à choisir pour la soutenir, ni assez de tems pour délibérer; à peine avoit-on celui d'agir & de mettre en œuvre tous les moyens qui pouvoient sans violence produire de l'argent.

Le salut de l'Etat consistoit uniquement à faire la paix. Elle a été heureusement & glorieusement conclüe contre toute forte d'espérance: & bien loin de blâmer quelques moyens, que la force & la nécessité ont obligé de mettre en usage,

ne doit-on pas louer des Ministres , qui dans des tems si malheureux , & dans un Etat si chancelant , ont eu assez de courage pour n'être pas effrayés , & pour continuer des efforts vifs & redoublés , qui ont enfin produit cette paix aussi nécessaire que désirée.

Fin du Mémoire de Mr. Desmarets.

R E F L E X I O N.

Que des Poètes , des Orateurs , des Historiens pauvres & sujets de Louis XIV, le proposent durant son règne à la postérité , comme un modèle de Roi parfait , cela est très naturel ; mais qu'on lise après sa mort ce monument précieux , ce Mémoire de feu Mr. Desmarets , & l'on jugera alors , si les bienfaits qu'il a procuré à ses sujets , durant soixante-douze ans de règne , surpassent de beaucoup les maux qu'il leur a causés. On jugera si ses peuples avoient de grands sujets de

Ann. Polit. II. part.

F f le

le regretter , & par conséquent , si c'est un modèle de Roi parfait.

On pourra bien , à la vérité , lui donner le surnom de Louis le puissant , de Louis le redoutable , (car nul de ses prédécesseurs n'a été si puissant , & ne s'est fait tant redouter ;) mais les moins habiles ne lui donneront jamais le surnom de Louis le Grand tout court , & ne confondront jamais la grande puissance avec la véritable grandeur. C'est que cette grande puissance , à moins qu'elle n'ait été employée à procurer de grands bienfaits aux hommes en général , & aux sujets & aux voisins en particulier , ne fera jamais un homme fort estimable. En un mot , la grande puissance seule ne fera jamais un grand homme.

A N N E E 1717.

Nous vîmes durant six semaines à Paris incognito le Czar de Moscovie ou l'Empereur de Russie , qui cherchoit dans tous

les

les pays d'Europe , à connoître les divers établissemens utiles qu'il pouvoit y rencontrer , pour en faire son profit & celui de ses sujets.

Comme il apprit que les Evêques , les Curés , les autres Prêtres , n'avoient point la liberté de se marier , il dit , qu'il n'étoit pas étonné que nos ancêtres ignorans eussent pris un si mauvais parti , dans l'idée de plaire davantage à Dieu ; mais qu'il étoit fort surpris , que les effets de cette grande ignorance eussent subsisté jusqu'aujourd'hui dans un pays qui paroissoit d'ailleurs si bien policé.

La petite ville de Granville , port de mer de Normandie , avoit conservé quelques privilèges pour être exempte des nouveaux subsides : elle croyoit follement que les Rois successeurs étoient obligés à continuer pareilles exemptions durant leur règne. Quelques habitans refusèrent d'établir un nouveau subside , & par une Déclaration du 23. Octobre , le Roi n'eut

aucun égard à leurs anciens privilèges ; c'est qu'ils étoient très anciens, & qu'un privilège étant une aliénation d'une partie de la Couronne, c'est un Domaine substitué, & par conséquent inaliénable, si ce n'est pour un tems. Or le tems dont ils avoient joui du leur n'étoit déjà que trop long.

Il parut le 7 Octobre un Edit qui ordonnoit aux Théologiens des deux partis, de garder désormais *un silence respectueux* sur les disputes formées à l'occasion de la Constitution *Unigenitus*. Mais cet Edit ne fut point exécuté, parce qu'il y manquoit deux choses. 1°. Il falloit imposer des peines suffisantes aux contrevenants, comme saisie des deux tiers de leur revenu & distribution actuelle aux pauvres, jusqu'aux marques publiques de repentir. 2°. Il falloit donner aux dix plus anciens de la Grand' Chambre de chaque Parlement l'ordre de veiller à l'exécution de l'Edit, & de faire proposer des
statuts

statuts en conformité, pour les faire approuver au Conseil.

A N N E E 1718.

Le Régent ôta dès le mois de Janvier les Sceaux à Mr. D'Aguefseau, & l'envoya à la terre de Fresne à six lieues de Paris, parce qu'il favorisoit le Parlement, qui résistoit de tems en tems aux volontés de la Cour. Il donna les Sceaux à Mr. D'Argenson Lieutenant de Police, plus courageux & plus attaché à la sage opinion de l'indivisibilité de l'autorité royale. Le Parlement, avec de bonnes intentions, mais faute de lumières suffisantes dans la politique, donnoit de la peine au Gouvernement, & le Régent avoit besoin d'un homme hardi pour user d'autorité, & réduire le Parlement à ses fonctions ordinaires, qui consistent à juger avec justice les différends entre les sujets.

Le Lit de Justice qu'il fit tenir le 26 Août aux Thuilleries est une preuve du courage, de l'habileté & de la célérité de Mr. d'Argenson : Il y fit lire sa patente de Garde des Sceaux : Il y fit lire l'Edit qui restreignoit la liberté de faire des remontrances, & la patente qui établissoit Mr. le Duc Surintendant de l'éducation du Roi, à la place du Duc du Maine. Ce Lit de Justice parut aux connoisseurs un coup d'autorité nécessaire pour relever le crédit du Régent au dedans de l'Etat.

Le Traité de Londres avec les Anglois, les Hollandois, l'Empereur, & le Roi de Sicile, lui donna beaucoup de crédit au dehors, & nous épargna une nouvelle guerre contre ces mêmes Puissances ; guerre qui auroit été d'autant plus longue, que les forces des combattants eussent été plus égales.

Le Régent fit un nouveau Traité avec les villes libres de Hambourg, Lubeck

beck & Brême : Traité nécessaire pour augmenter le commerce en décidant nettement beaucoup de cas qui font des procès qui rebutent & dégoûtent les commerçants.

Le Régent termina aussi par un échange les sujets de division pour les limites entre la France & la Lorraine, en donnant à la Lorraine certains villages à sa bienfaisance, & en recevant d'elle certains autres villages qui étoient à la bienfaisance de la France.

On vit cette année naître la Compagnie des Indes, qui ne fut d'abord connue que sous le nom de Compagnie d'Occident sur les projets de Law, cet Ecoffois qui avoit établi la Banque. Il voulut aussi unir les Fermes Générales & les Recettes générales à la Banque & à la Compagnie d'Occident; mais qui trop embrasse mal étreint, & surtout quand on veut faire en un an ce qui ne se peut faire qu'en dix, & quand aux pro-

jets solides on en mêle d'autres qui n'ont nulle solidité, ou quand on abuse de ce qu'il y a de bon dans ces projets.

On découvrit cette année une grande conspiration pour ôter la Régence au Régent, & pour donner la Régence du Royaume au Roi d'Espagne.

Le Régent qui avoit ses espions, soutenu par le courage du Garde des Sceaux d'Argenson, secouru par la vivacité de l'Abbé Dubois, avoit déjà découvert quelques menées de Cellamare Ambassadeur d'Espagne; mais cette découverte fut enfin entièrement constatée par le paquet dont Cellamare avoit chargé l'Abbé Portocarrero, qui fut arrêté à Poitiers allant à Madrid.

Ceux que l'Intendant avoit chargés d'arrêter l'Abbé n'eurent pas l'attention d'arrêter son valet de chambre; ainsi il reprit la poste dans le moment pour venir avertir Cellamare de cet événement,

ce

ce qui lui fit promptement jeter au feu tous les papiers, tous les plans, & toutes les lettres de la conspiration : Il n'en restoit presque aucun, quand on vint de la part du Roi y mettre le scélé.

Le Duc du Maine fut conduit au Château de Dourlens. La Duchesse sa femme fut menée au Château de Dijon. Malezieux, & Davifard Avocat général de Toulouse, furent conduits à la Bastille.

Le Cardinal de Polignac fut mené à son Abbaye d'Anchin; Magni Introduceur des Ambassadeurs, & le Marquis d'Aidié, s'enfuirent en Espagne.

Quatre Gentilshommes Bretons furent arrêtés, & exécutés quelque tems après en Bretagne; Cellamare envoyé en Espagne : c'est ainsi que se dissipa la conspiration.

ANNÉE 1719.

Madame de Maintenon, Françoise D'Aubigné, née en 1636, mourut à St. Cyr. Elle étoit fille d'un pauvre Gentilhomme de Poitou, connue d'abord sous le nom de Madame Scaron, veuve de feu Mr. Scaron, Auteur agréable pour son siècle, & qui subsistoit en partie de ses ouvrages, soit en prose, soit en vers. Il est l'auteur du Roman comique, ouvrage qui durera plus que toutes ses poésies. Elle fut mise comme Gouvernante auprès des quatre enfants que le Roi Louis XIV. eut de Madame de Montespan. Elle y entra vers 1672. Elle acheta bientôt après la terre de Maintenon, dont elle prit le nom.

Vers 1678. le Roi las des hauteurs & des fantaisies de la Marquise de Montespan, s'attacha à Madame de Maintenon, qui avoit deux ans plus que lui : mais comme elle avoit beaucoup d'esprit, des
manière.

manières douces , humbles , caressantes , respectueuses , & qu'elle étoit un peu dévote , elle le conduisit doucement à un mariage de conscience , & fit ainsi par son mérite de femme la plus éclatante fortune de son siècle , sans faire pour y arriver aucune démarche qu'une honnête femme ne pût avouer.

On lui reprocha d'avoir voulu douze ou quinze ans avant la mort de Louis XIV rendre public leur mariage de conscience , d'avoir fait chasser de la Cour l'Abbé de Fénelon Archevêque de Cambrai , qui ayant été consulté par le Roi sur cette publication de mariage , eut la hardiesse de dire au Roi qu'une telle publication scandaliferoit étrangement , non seulement tous ses sujets , mais encore les étrangers ; causeroit de grandes divisions dans la Maison Royale , & terniroit fort sa réputation ; c'est ainsi que Fénelon l'empêcha de faire une grande faute : & c'est par cet exil qu'il fut

récompensé de son sage & courageux conseil.

Elle est louable de ce que pouvant beaucoup, elle n'a point songé, ni à s'enrichir, ni à élever beaucoup ses parents ; & l'on dit même, qu'elle n'auroit jamais pensé à se faire traiter de Reine, & à persécuter Fénelon, sans les conseils & les exhortations continuelles de la Maréchale de Noailles, dont le fils avoit épousé sa nièce, tant elle avoit d'inclination pour la modestie & d'éloignement pour toute persécution.

Elle nous a laissé un monument digne de sa piété & de son bon esprit : c'est le Collège de St. Cyr dans le parc de Versailles, où deux cent cinquante pauvres Demoiselles sont élevées dans la pratique des vertus chrétiennes, & pour devenir un jour d'excellentes mères de famille ; c'est un des plus utiles établissemens que l'on puisse former dans un Etat, & qui mérite le mieux d'être perfectionné.

fectionné , & puis étendu dans les principales villes , non seulement du Royaume, mais encore de toute l'Europe.

La Banque eut cette année un si grand succès , que les Billets de Banque valoient deux pour cent plus que l'argent comptant , desorte qu'un Billet de mille francs étoit préféré à mille vingt Livres en argent ; mais ce crédit ne dura que quelques à ce qu'on vit dans le Public ces Billets tellement multipliés qu'on les crut monter à une somme moitié plus grande que celle de l'argent monnoyé qui étoit dans le Royaume : car dès que les gens sensés aperçurent que la Banque lâchoit quelques Billets sans en recevoir la valeur en argent ou en marchandises , on se douta bien que dans peu les Billets de mille Livres ne vaudroient plus mille Livres en argent , & effectivement ils en vinrent à ne pas valoir cent Livres en argent comptant.

L'extravagance de Law, devenu Contrôleur

trolleur Général des Finances , après s'être fait Catholique , alla jusques au point de croire que la Banque pouvoit prêter au Roi quinze cent millions pour rembourser les dettes de l'Etat , avec sa fabrique de Billets de Banque de dix mille Livres , de mille Livres , de cent Livres , & de dix Livres. Il ne songeoit pas que de pareils Billets , délivrés sans que la Banque en reçût la valeur en espèces , & par conséquent sans qu'elle pût les convertir sur le champ en argent & rembourser les porteurs , ne pouvoient passer que pour des illusions , & que ce manège n'étoit bon qu'à tromper le Public quelques jours , & à renverser la Banque même , qui étant conduite sagement eût toujours été un établissement très commode au Commerce & très utile à l'Etat.

A N N É E 1720.

Le traité de la quadruple Alliance fut
signé

signé à la Haye le 17 Février à onze heures du soir par l'Empereur, la France, l'Angleterre, & l'Espagne; mais comme l'Espagne ne voulut pas l'exécuter en son entier, la guerre lui fut déclarée par l'Empereur, par la France & par l'Angleterre. Les François prirent le Port du Passage, Fontarabie, & St. Sebastien; ils se préparoient à pousser plus loin leurs conquêtes, & à démanteler ces places, quand le Cardinal Alberoni Ministre Général d'Espagne en fut chassé.

C'étoit un homme d'esprit, ambitieux, mais très facile à s'embarquer dans les projets chimériques. La Flotte d'Espagne fut battue par la Flotte Angloise sur les côtes de Sicile; & la Cour d'Espagne, pour conserver en leur entier les Villes prises par les François, prit enfin le parti de négocier la paix, en rendant la Sicile à l'Empereur, parce que les Alliés affuroient les Etats de Florence & de Parme à Don Carlos; cette négociation fut

fut le sujet du Congrès de Cambray.

Quatre Gentilshommes Bretons, complices de la conspiration contre le Régent, eurent la tête coupée à Nantes. Alberoni devoit envoyer par mer des troupes pour faire revolter la Bretagne; & les Conjurés espéroient follement avec Alberoni que toutes les Provinces du bord de la mer se revolteroient en même tems.

Quelques-uns disent qu'Alberoni espéroit se faire donner la place de Lieutenant Général du Royaume de France, quoiqu'il eût donné la même espérance au Duc du Maine.

On vit cette année le crédit de la Banque porté au plus haut point au mois de Janvier, & la Banque elle-même entièrement culbutée, & ses Billets de mille Livres donnés presque pour rien quelques mois après.

Law Contrôleur Général des Finances avoit cru que le Commerce de Fran-

ce pouvoit se faire presque sans argent, & seulement avec des Billets de Banque de dix, de cent, de mille, & de dix milles livres, & qu'il ne faisoit que peu d'argent dans le Commerce pour l'achat des petites denrées, & pour faire l'apoint des marchés; cela étoit vrai, s'il y eût eu toujours à la Banque en argent ou en or la valeur des Billets qui en sortoient.

Mais dès que l'on en vit sortir pour deux milliards sept cent millions de Billets de Banque, & qu'il n'y avoit pas en France pour sept cent millions d'espèce, chacun vit bien que le crédit de la Banque étoit perdu.

Il y eut un désordre effroyable dans le Commerce, & surtout à Paris; les Marchands ne vouloient point donner leurs denrées sans argent comptant, & personne n'en avoit; on n'avoit que du papier qui ne valoit plus rien.

On ôta Law des Finances; il fut en-
core

core quelques mois à avoir soin de la Compagnie des Indes; & puis il se retira en Angleterre, & ensuite à Venise, où il est mort sans biens en 1729, après avoir été lui-même la dupe de ses projets chimériques.

Ce qui l'avoit trompé, c'est qu'il avoit cru que le fonds de la Compagnie des Indes des Hollandois en vaisseaux, en marchandises, en terres, ne valoit pas le quart du prix de toutes les Actions des Actionnaires, qu'il en étoit de même dans la Banque d'Amsterdam & dans les Compagnies d'Angleterre; mais quand on vit que les Directeurs de ces Compagnies, leurs parens, & leurs amis, qui connoissoient les fonds de ces Compagnies, ont eux mêmes en Actions presque tout leur bien, & cela durant vingt ou trente ans; quand le dividende ou l'intérêt de chaque Action est toujours plus fort qu'ailleurs, & toujours régulièrement payé, peut-on croire que les profits de

ces Compagnies ne soient pas fondés sur des fonds proportionnés à ses dividendes, qui durent depuis vingt ou trente ans ?

Si les Directeurs de ces Compagnies, qui sont instruits de ces fonds, voyoient que les profits que produisent ces fonds vont en diminuant, & qu'ils sont obligés de prendre tous les ans sur le capital pour payer les dividendes, ils vendroient bientôt leurs Actions, eux & leurs parens & leurs amis, pour placer ailleurs plus sûrement & plus utilement leur argent ; il est vrai que quelques-uns d'entr'eux vendent quelquefois leurs Actions, & peut-être dans l'opinion que les fonds diminuent ; mais les autres Directeurs également instruits ne vendent point les leurs, parce qu'ils voyent par leurs yeux, que malgré les soupçons & les fausses opinions de ceux qui vendent leurs Actions, les fonds de la Compagnie sont assez grands & assez réels pour assurer leurs

leurs biens, c'est-à-dire leurs Actions.

Ce système de Law, qui a diminué le revenu de plusieurs familles, & augmenté le revenu de beaucoup d'autres, nous a toujours appris deux choses importantes.

1^o. Que les Banques sagement gouvernées sont très utiles dans un Etat, & surtout les Comptes en Banque : j'en ai donné les raisons dans un mémoire séparé.

2^o. Il nous a appris qu'une grande Compagnie de Commerce maritime ne feroit pas moins avantageuse qu'une Banque à cet Etat, si l'on y observoit les quatre ou cinq conditions essentielles que j'ai expliquées ailleurs.

Au reste il paroît que ce terrible dérangement que le crédit des Billets de de Banque causa dans le Royaume, & surtout à Paris dans toutes les familles, ne venoit que de cette fausse opinion où étoit le Régent que les Banques & les

Com-

Compagnies d'Angleterre & de Hollande avoient un tiers ou moitié moins d'argent dans leur caisse, ou d'effets dans leurs magasins, ou de débiteurs, qu'il n'y avoit ou de Billets de Banque ou d'Actions dans le Commerce; opinion qu'il avoit prise de Law sans aucune preuve, & que Law avoit prise en Angleterre & en Hollande sur de simples conjectures, de simples *oui dire*, & de simples soupçons, qui étoient détruits par la simple considération de cette question; Si cela est ainsi, pourquoi les Directeurs, qui favent l'état au vrai de leurs caisses & de leurs effets, achètent-ils des Actions au prix courant? Pourquoi leurs amis en achètent-ils? pourquoi préfèrent-ils les Billets de Banque à l'argent en espèce?

La Peste commença à Marseille, & emporta la moitié des habitans, qui montoient à six vingt mille; la cause vint de quelques marchandises de Smyrne passées en fraude par les matelots pour éviter

éviter la Douane, & faute d'observation de la quarantaine; on fit garder les passages contre la Provence; mais la Peste ne laissa pas de pénétrer dans le Languedoc.

Mehemet-Effendi Ambassadeur Turc vint à Paris: il trouva l'invention de l'Imprimerie si utile, qu'il prit la résolution de la faire établir à Constantinople; mais il n'en a pu venir à bout que sept ou huit ans après, à causes des oppositions des copistes, soutenus par le Muphti Chef des Ecclésiastiques Mahométans.

Le 11^e. Décembre Mr. de la Houffaye Conseiller d'Etat fut nommé Contrôleur Général. Mr. Des Forts, qui étoit Commissaire Général des Finances, lui remit tous les papiers du Contrôle général: il travailla fortement à donner le plan d'un Visa, qui m'a toujours paru très sensé, & très équitable en gros; car s'il fut mal exécuté, ce ne fut pas sa faute.

Sen

Son plan fut exécuté l'année suivante; il consistoit à faire rapporter devant les Commissaires par tous les porteurs de papiers Royaux ou Créanciers du Roi, les Billets de Banque, Actions & autres papiers, & de les obliger à prouver leur origine, soit par des héritages que ces porteurs eussent vendus, soit par des contractés de remboursement qu'ils eussent reçus, afin que les Commissaires fussent en droit d'annuller tous les Billets qui ne prouvoient point pour origine des biens immeubles remplacés : il est vrai que les Commissaires ne furent pas tous fidèles, & que les Favoris de la Cour obtinrent des exemptions pour ceux dont ils étoient largement payés de leur protection; mais la bonté du plan ne regarde pas les fautes de l'exécution.

A N N E'E 1721.

Pelletier de la Houffaye Contrôleur Général, homme fort désintéressé, faisoit

ce qu'il pouvoit pour s'opposer au crédit des Favoris & des Favorites, qui plaidoient auprès du Régent pour les richesses du Visa, dont ils étoient bien payés ; mais il ne réussissoit pas toujours ; & la faute que fit le Régent, qui aimoit la justice, mais qui étoit foible contre les recommandations partiales & injustes de ses Favoris & de ses Favorites, ce fut de ne pas renvoyer toutes ces demandes sur les difficultés & affaires du visa à un second examen d'un Bureau du Parlement ; il auroit fort adouci le Parlement & contenté le public, qui vouloit apauvrir les riches pour donner davantage à ceux qui perdoient.

La Houffaye voyoit avec chagrin qu'il y avoit des Commissaires infidèles, gagnés par de l'argent ; mais il n'avoit pas les moyens de les convaincre ; le seul moyen dans cette affaire étoit de nommer deux Commissaires pour une même affaire au dessus de dix mille livres.

L'Abb

L'Abbé Dubois fut nommé Cardinal : beaucoup de gens furent surpris de la grandeur & de la vitesse de sa fortune , quand ils se souvenoient de sa naissance , de ses défauts , & de son peu de probité ; son père étoit Chirurgien d'une petite Ville de Limousin , & on le connoissoit pour colére , pour médisant , pour calomniateur , pour débauché , pour avare , pour envieux , pour grand fourbe , même au préjudice de ses amis ; mais ils ne faisoient pas réflexion qu'il avoit beaucoup d'esprit pour connoître le foible des hommes , & beaucoup d'habileté pour les prendre par leur foible ; c'est-à-dire , pour les flater , pour les faire craindre , pour les faire espérer , en un mot pour les intéresser.

Ils ne faisoient pas réflexion qu'il ne dormoit presque point , qu'il ne lisoit point , qu'il n'aimoit ni la table , ni la conversation , & par conséquent qu'il avoit quatre fois plus de tems que les

autres pour penser perpétuellement à augmenter sa fortune, & aux obstacles qu'il avoit à vaincre, & aux moyens différens de les surmonter.

Ils ne faisoient pas réflexion qu'un esprit ardent qui a plus de loisir qu'un autre, qui n'a qu'un but en vue, trouve vingt fois plus d'expédiens pour y arriver; ils ne songeoient pas que qui n'a ni amitié, ni gratitude, ni probité, n'est point arrêté dans ses projets, là où un homme juste s'arrête lui-même tout court.

Ils ne faisoient pas réflexion qu'un homme qui pour sa fortune, n'a qu'un seul homme à gouverner, qu'il entoure & qu'il fait entourer par ses espions, qui ne se rebute jamais de rien, qui souffre tout avec patience, qui veut fortement & avec constance arriver à son but; qui a la commodité de détruire dans l'esprit de son Maître, ou par des ridicules, ou par des calomnies, tous ceux qui

qui peuvent l'aborder , devient à peu près le seul , qui par conséquent peut faire chasser les autres , lorsqu'il menacera de tout quitter.

Si ceux qui ont été surpris de sa fortune avoient fait ces réflexions , ils auroient vu au contraire , que par les loix ordinaires de la Providence , il étoit impossible qu'avec ces sortes de qualités il ne disposât de toute l'autorité de son Maître ; il y a même des gens qui croient , & avec vraisemblance , que si son Maître l'eût voulu contredire un jour dans le Gouvernement , après qu'il eut été déclaré Premier Ministre , il ne se fût bientôt emparé de l'esprit du jeune Roi , par les craintes frivoles dont il auroit infecté son esprit , & auroit ensuite fait chasser Mr. le Duc d'Orléans lui-même.

Le Cardinal Alberoni fut son rival en fortune , pareille naissance , pareils talens. Le Cardinal Alberoni connut mieux les affaires que les hommes ; mais le Cardi-

nal Dubois connoissoit mieux les hommes que les affaires ; aussi Alberoni , faute d'espions suffisans , fut chassé ; au lieu que le Cardinal Dubois s'étoit rendu inchassable , pour être devenu nécessaire ; mais après tout en étoit-il plus heureux qu'un autre ? rien moins ; c'étoit un homme agité d'une fièvre continue d'ambition , incapable de goûter les amusemens & les plaisirs ordinaires : il avoit un grand crédit ; mais en étoit-il plus estimable ? non : c'est que pour être estimable & aimable , il faut être juste & bienfaisant ; aussi ces sortes d'ambitieux du commun qui deviennent puissans , meurent-ils haïs & fort méprisés ; un pareil Ministre étoit-il désirable ? il n'y a qu'à décider si un homme qui n'est ni juste , ni bienfaisant , qui ne songe qu'à lui , & qu'à garder longtems sa place , est désirable pour gouverner les autres ; il avoit beaucoup d'imagination pour trouver divers expédiens propres pour arriver à un but
peu

peu raisonnable & peu désirable ; peu de solidité d'esprit pour choisir un but sage & estimable. Au reste tels sont d'ordinaire la plupart des Ministres des Souverains.

A N N É E 1722.

Le Cardinal Dubois , pour être plus en sûreté contre les autres petits Favoris du Régent qui soupoient avec lui, le détermina à mener le Roi à Versailles ; & effectivement les Ministres y sont plus en sûreté ; ils y ont plus d'autorité , & par conséquent ils peuvent plus commodément travailler aux affaires ; au lieu qu'à Paris ils ont trop d'audiences à donner , ils ont trop de comparaison & de rivaux à craindre.

Comme le Roi touchoit à la majorité , le Cardinal Dubois fit entendre au Régent qu'il lui convenoit , pour garder l'autorité , d'avoir des conférences avec le Roi seul , pour lui donner quelques

connoissances des affaires du Gouvernement , & surtout pour lui donner des idées du mérite , des talens , & des défauts de ceux qui l'environnoient.

Le Maréchal de Villeroi son Gouverneur , petit esprit , vain & présomptueux , qui prenoit souvent à tâche de blâmer devant le Roi le gouvernement du Régent , & qui vouloit apparemment s'attirer toute la confiance du Roi , dit hautement que le devoir de sa charge étoit de ne point laisser le Roi seul avec personne : Le Régent étant à Versailles lui fit porter par un Officier des Gardes ordre d'aller à Villeroi à huit lieues de Paris , & le lendemain il reçut à Villeroi ordre d'aller à son Gouvernement de Lyon.

Le jeune Roi fut fort aise d'être défait d'un Pédant fâcheux , qui le contraignoit sans cesse sur des bagatelles : il ne fut regretté de personne ; car chacun avoit à souffrir des hauteurs & de la mauvaise humeur

humeur d'un vieillard présomptueux ; le Duc de Charost fut mis à sa place , & se fit aimer de tout le monde par sa douceur & par sa politesse.

La cérémonie sacrée se fit à Rheims au mois d'Octobre avec beaucoup de magnificence ; sur quoi je dirai qu'il me semble que cette cérémonie devoit être abolie, 1°. parce que le Roi tient entièrement le droit de régner de sa seule naissance , & de ce qu'il est fils aîné du Roi , ou fils aîné , ou petit-fils aîné ou unique de ce fils aîné , au lieu que ces vieilles cérémonies se ressentent un peu trop du tems des anciens Rois , qui se faisoient par élection , & peuvent faire entendre au peuple que le Roi n'a pas tout le droit , toute l'autorité , toute la Souveraineté de Roi , avant comme après le sacre , ce qui est ridicule à penser ; mais cependant c'est ce que les mécontents faisoient penser au peuple du tems d'Henri IV quadrisayeul du Roi Louis

XV, il y a cent quarante ans ; car il fut obligé de se faire sacrer à Chartres ; j'espère que nous aurons quelque Dauphin qui se contentera de faire dans la Capitale un simple jour de fête & de réjouissance pour le joyeux avènement à la Couronne.

Mais il faut que ce jour là soit marqué par la délivrance de plusieurs prisonniers pour dettes , par des gratifications aux Hopitaux , par la double portion des pauvres , des Religieux & des Religieuses des Ordres Mendians , par des repas au peuple , par des danfes par des *Te Deum* dans toutes les paroisses , par le bruit des cloches & des canons , par différens Bals ; je ne retiendrois de l'ancienne cérémonie que le grand festin Royal ; je voudrois que la fête fût terminée par de belles illuminations en divers endroits de la Ville , & par des feux d'artifice sur la rivière ; il faudroit ôter toute idée de Sacre & de Couronnement.

Enfin

Enfin on vit finir la peste en Provence après avoir duré deux ans. Chirac Médecin du Régent, & depuis premier Médecin du Roi, soutenoit que ce n'est point une maladie contagieuse par elle-même, & que la peur qui trouble le sang la rend contagieuse; il est vrai que la peur en est une cause, mais non pas cause unique; il ne répond point à l'argument tiré des enfans qui n'en ont point de peur & qui la prennent; ainsi je crois que les précautions que l'on prend de se renfermer chacun dans sa maison pour les Villes empestées, de garder les passages dans les Provinces saines pour empêcher les personnes & les hardes pestiférées de passer, & de faire observer les quarantaines, sont des précautions très sages, & les Turcs à Constantinople commencent à en observer quelques-unes.

Le 8^e. Décembre mourut à St. Cloud feuë Dame Elizabeth Charlotte fille de l'Electeur Palatin, mère du Régent, Princesse très respectable par son courage &

par sa fermeté pour la justice; son humeur douce, affable, compatissante, libérale, la faisoit aimer de tout le monde : j'ai eu l'honneur de la servir pendant plus de vingt-cinq ans en qualité de premier Aumonier, & j'ai tout lieu de me louer de la bonté qu'elle avoit pour moi & pour le feu Père Saint Pierre Jésuite mon frère son Confesseur.

A N N E E 1723.

Le Roi tint son Lit de Justice au Palais pour annoncer sa Majorité; cérémonie qui coute beaucoup de tems à beaucoup de gens, & sur-tout aux Harangueurs; elle est très incommode pour les Acteurs, & très inutile pour augmenter le bonheur de la Nation; mais ce sont des restes du dehors du Gouvernement des siècles barbares & ignorans, dans lesquels on faisoit grand cas de toutes sortes de cérémonies dans les affaires du
Gouver-

Gouvernement , comme dans celles de la Religion.

Le Cardinal Dubois mourut le 10. Août d'un reste de mal de débauche ancienne , & laissa à ses héritiers six ou sept cent mille écus d'effets.

L'excessive élévation d'un homme d'un caractère si méprisable ne fit pas honneur au Régent , qui mourut lui-même le 2 Décembre suivant , après s'être fait donner par le Roi le même titre de Premier Ministre , qu'il avoit fait donner imprudemment au Cardinal ; preuve qu'il reconnut alors que le Cardinal l'avoit fourbé , en lui faisant entendre que ce titre étoit au dessous de sa naissance.

Ce Prince avoit beaucoup d'esprit , & faisoit cependant des fautes d'enfant ; il eût conseillé les autres à merveilles , & suivoit cependant souvent les mauvais conseils des autres.

L'Abbé Dubois lui avoit persuadé qu'il

n'y avoit ni justice ni probité parmi les hommes, ni chasteté parmi les femmes; que c'étoit chercher la pierre philosophale que de chercher de la probité dans les Ministres; qu'ainsi il ne falloit leur donner que de l'esprit pour proposer beaucoup d'expédiens. L'Abbé Dubois avoit grand intérêt à établir cette maxime, & il en venoit à bout par ses médifances & par ses calomnies.

Ce Prince écoutoit volontiers tout ce qui alloit à faire mépriser les autres; aussi n'étoit-il guères entouré que de moqueurs, de médifans & de calomniateurs, entre lesquels le Cardinal étoit le médifant le plus fin & le plus constant.

Ce Prince craignoit extrêmement d'être tourné en ridicule, & c'étoit cette crainte dont le Cardinal faisoit le plus d'usage pour le gouverner.

Il a plus donné qu'aucun Prince, & cependant il n'est pas mort fort aimé du Public : c'est qu'il n'avoit jamais imaginé qu'en

qu'en distribuant ses grâces & les emplois, il devoit les distribuer d'une manière qui fût & qui parût juste à tout le monde; & il n'y avoit que la méthode du scrutin perfectionné entre vingt-cinq ou trente pareils qui pût faire de merveilleux effets; mais il n'en avoit pas la première idée.

Nul Prince n'a eu tant de facilité d'amasser quarante ou cinquante millions avec justice, & il est cependant demeuré endetté de cinq ou six millions qu'il avoit avancé pour l'Etat; je n'ai vu en personne tant de bonnes qualités essentielles.

Il avoit beaucoup de courage à l'armée, mais peu de fermeté dans ses résolutions; il décidoit trop souvent des choses importantes sur le champ, sans écouter les parties intéressées, & puis se repentoit de sa décision, pour avoir décidé sans une connoissance entière; or en fait de grâces, tous ceux qui y peuvent prétendre

tendre devroient être écoutés ou eux ou leurs Avocats ; on plutôt il devoit donner les graces à un des trois qui auroit été choisi entre trente de ses pareils ; il auroit alors jugé en connoissance de cause.

Monsieur le Duc d'Orléans fut attaqué d'apoplexie vers les quatre heures après midi, & mourut six heures après. La Vrillière Secrétaire d'Etat alla dans cette intervalle trouver Monsieur le Duc, & lui dit, Il faut au Roi un Premier Ministre : soyez chez le Roi dans le tems que je viendrai lui annoncer la mort du Régent : jetez vous à ses pieds, & lui demandez la place de Premier Ministre : j'aurai le Brevet tout prêt à signer ; cela se fit ainsi vers les dix heures du soir : le Roi avant que de signer regarda Monsieur l'Evêque de Fréjus, depuis Cardinal de Fleury, son Précepteur, comme pour lui demander ce qu'il avoit à faire : l'Evêque surpris lui fit imprudemment le signe de tête qui signifie oui, comme
pour

pour marquer qu'il devoit accorder ce que demandoit Monsieur le Duc , & il accorda & signa le brevet sur le champ.

L'Evêque de Fréjus se repentoit fort de n'avoir pas fait le signe de tête qui signifioit *non* ; & effectivement il n'étoit guères raisonnable de prendre sur le champ pour Premier Ministre, pour Conducteur d'un grand Royaume, un jeune homme qui a lui-même besoin de quelqu'un pour le conduire.

S'il y eut jamais occasion où un Prince doit dire , *Je verrai*, c'étoit en cette occasion, & l'affaire valoit bien la peine d'y penser ; & quand l'Evêque de Fréjus n'eût pris que vingt-quatre heures pour envisager le pour & le contre, il eût bien senti qu'il pouvoit dès-lors, sans le titre de Premier Ministre, gouverner lui-même : ainsi le Roi pouvoit dire le lendemain, *Je ne veux plus de Premier Ministre*, & cependant en donner toute l'autorité

torité à son Précepteur, comme il fit deux ans après.

La Marquise de Prie, fille de Bertelot Pleneuf homme d'affaires, gouvernoit alors despotiquement Monsieur le Duc, qui gouverna comme Premier Ministre.

Elle avoit beaucoup d'esprit & de courage pour une jeune femme; elle vouloit tenir longtems cette place, & dans la crainte que son pouvoir ne durât guères, elle ne perdoit pas de tems pour s'enrichir.

Elle crut fausement que pour maintenir Mr. le Duc dans son poste il falloit faire éloigner l'Evêque de Fréjus, ou du moins empêcher qu'il ne devint Cardinal, de peur que le Roi n'eût ensuite envie de lui donner le titre de Premier Ministre.

L'Evêque de Fréjus s'aperçut bientôt du manège de cette femme; il tenta d'abord s'il pourroit résoudre Mr. le Duc à la renvoyer en Normandie près de Lieux,

lieux, dans les terres de son mari, & alors il auroit soutenu Mr. le Duc dans sa place de Premier Ministre; mais voyant qu'il étoit impossible que Monsieur le Duc s'en séparât volontairement, il résolut de prendre d'autres mesures, & d'attendre les conjonctures favorables pour exiler doucement Mr. le Duc à Chantilly, & Madame de Prie en Normandie; ce qui arriva deux ans après.

A N N E'E 1724.

Il arriva en Europe un grand événement au commencement de cette année. Philippe V. Roi d'Espagne, petit-fils de Louis XIV. Roi de France, abdiqua la Couronne en faveur de Louis premier son fils aîné, Prince des Asturies: sa lettre à son fils dattée du Monastère de St. Ildefonse à quinze lieues au Nord de Madrid, du 14^e. Janvier 1724. porte qu'il lui remet la Couronne, avec d'autant plus de joie, qu'il trouve la Reine sa femme dans

dans les mêmes sentimens que lui, & déterminée comme lui à fouler aux pieds le néant des grandeurs mondaines & les biens périssables de cette vie : ainsi le Roi Louis fut proclamé à Madrid le 9^e. Février 1724.

On vit alors à Madrid un règlement, par lequel les Capitaines Généraux & les Lieutenans Généraux doivent avoir à l'avenir les mêmes entrées que les Grands d'Espagne ; ce règlement est très raisonnable ; il seroit à propos de faire Grands d'Espagne, personnels & non héréditaires, les Capitaines Généraux ; nous devrions de même en France faire Ducs & Pairs personnels & non héréditaires, les Maréchaux de France.

Je vois dans ce tems là une Académie de Savants établie à Madrid, à peu près sur le même plan que l'Académie nouvelle de Lisbonne ; c'est un moyen de rendre un jour le Tribunal de l'Inquisition moins odieux, parce qu'il sera exer-

é par des gens moins ignorans, plus savans & plus raisonnables. Les Académies augmentent la raison, l'équité & la vertu dans un Etat, en y diminuant l'ignorance, le fanatisme & la persécution.

Les Plénipotentiaires de Cambrai convinrent de quelques articles pour la punition de leurs Domestiques delinquans ; & afin que les disputes sur le pas & les préséances ne fussent pas un obstacle aux progrès de la paix que l'on y traitoit entre l'Espagne & l'Empereur, il fut résolu que ce qui se passeroit dans cette Assemblée sur les préséances ne pourroit être regardé comme un droit ni être tiré à conséquence en aucun autre lieu ni en aucun autre tems ou conjoncture, de sorte que personne n'en pourra prendre avantage, non plus qu'il ne pourra en recevoir aucun préjudice dans aucune autre occasion.

Ce Règlement provisionnel proposé par
Mon-

Monsieur de Saint Contest est très sage, parce qu'il n'est que provisionnel & prévient beaucoup de difficultés frivoles qui empêcheroient des conventions très solides & très importantes.

Les Vaisseaux de la Flotte arrivèrent le 20 Août dans la Baye de Cadix, & il y avoit deux Vaisseaux de Guerre, & douze Vaisseaux Marchands, partis de la Vera - Cruz le 21 May; Navigation heureuse de trois mois; & comme il y a 2100 lieues de vingt-cinq au degré, ils firent 700 lieues par mois, c'est-à-dire vingt-trois lieues par jour l'un portant l'autre, c'est environ une lieue par heure. Cette Flotte apporta, tant pour le Roi que pour les Marchands, savoir dix millions cinq cent mille Piaſtres Mexicaines qui pésent environ une once d'argent chacune; quarante mille cinq cent marcs d'argent en vaisselle; trois cent vingt mille marcs d'argent en lingots; quatre cent mille pistoles d'or, cinq mille

mille marcs d'or en lingots ; quinze-cent cinquante marcs d'or en monnoye ; C'est environ soixante-six millions de livres de nôtre monnoye présente , laquelle est environ à cinquante livres le marc d'argent ; sans compter la Cochenille, l'Indigo, le Jalap, la Vanille, le Contrayerva, la poudre de Gauhaca, le Copal, le Rocou, le Cacao, l'Ambre, les Cuirs tannés, le Bois de Bresil, le Cuivre, le Chocolat, la Poterie &c.

C'étoit une des plus grandes & des plus riches cargaisons qui eut paru ; & communément ce que porte cette Flotte de la Vera-Cruz pour l'Amérique Septentrionale ne monte qu'au tiers de ce que rapportent les Galions de Portobello, & de Carthagène, de l'Amérique Méridionale.

Le Roi Louis mourut le 31. Août de la petite verole à Madrid, dans sa dix-septième année : il ne régna qu'environ sept mois. La Reine sa femme prit la petite verole, & revint en France.

Le

Le Roi Philippe reprit le Gouvernement dans le deſſein de le rendre à Don Ferdinand Prince des Aſturies, dès qu'il auroit le même âge que le Roi Louis ſon frère.

Le Roi par une déclaration fixa des bornes à Paris & deſſendit de bâtir au-delà dans les fauxbourgs ; il y a dans l'enceinte de Paris quantité de places non bâties qu'il eſt à propos de remplir avant que d'outrepaffer les bornes fixées, afin que les habitans ſoient plus rafſemblés & les maiſons plus hautes.

Il parut un Edit pour diminuer les péages, mais il ne donna pas ordre de ſupprimer les péages des particuliers, & de les rembourſer par des rentes ; or on ne ſauroit ſ'imaginer combien les péages cauſent de vexations & de difficultés dans les voitures & dans le commerce ; ils cauſent dix fois plus de perte au public, qu'ils n'aportent de profit aux particuliers qui en ont le droit ; il faudroit les rembourſer.

Le

Le Czar ou l'Empereur de Russie a publié cette année un Edit par lequel il fixe le nombre des Couvents d'hommes à cinquante dans ses Etats, avec défenses de recevoir des Novices qui n'aient au moins quarante ans : La dépense de chaque Religieux fut estimée un Rouble par semaine, c'est-à-dire une once d'argent, pour nourriture ou vêtement ; c'est cinquante-deux onces par chaque année : le reste des revenus des Monastères devoit être régi par les Receveurs du Domaine Impérial au profit du public.

Si ces Religieux avoient eu le bon esprit de s'appliquer à instruire les enfans sur les arts utiles à la société, & à leur inspirer une grande horreur pour toutes sortes d'injustices de peur de déplaire à Dieu & d'être condamnés à l'Enfer, & une grande inclination à exercer envers tout le monde beaucoup de politesse, de patience, en un mot beaucoup

coup de bienfaisance ; comme ils auroient été de ce coté là infiniment utiles aux familles Ruffiennes , l'Empereur , loin d'avoir songé à s'enrichir des biens de ces Religieux qu'il regarde comme des faïnéans à charge à l'Etat , leur auroit laissé leurs revenus en entier ; il auroit même invité tous les gens de bien à augmenter les revenus des Religieux si utiles à la société Chrétienne.

Arrêt du 13 May qui ordonne de nouvelles enchères sur les Domaines aliénés , & que les enchères se feront en rentes payables au Domaine par les enchérisseurs.

Cette méthode est la meilleure pour multiplier les enchérisseurs , au lieu que si les enchères se faisoient en argent , les Domaines se vendroient à un tiers meilleur marché.

Il y a même une autre remarque à faire , c'est que pour multiplier encore plus les enchérisseurs , il faudroit divi-

fer

ser les Domaines en petites parties d'environ trois, quatre, ou cinq cent Livres de rente.

Enfin il seroit à propos dans les publications de laisser à tous les Curés d'une lieue à la ronde des imprimés contenant la déclaration des biens à aliéner, & les charges foncières ou locales.

Il parut une Déclaration du Roi le 14. Novembre 1724, par laquelle il est défendu aux charretiers d'avoir à leurs charrettes à deux roues plus de trois chevaux depuis le 1. Avril jusques au 1. Octobre, & plus de quatre chevaux depuis le 1. Octobre jusqu'au 1. Avril.

Cette ordonnance seroit bonne pour empêcher les charretiers de gâter les chemins avec des fardeaux trop pesans; mais il y a deux défauts, le premier c'est qu'il y a une exception peu importante, qui peut servir de prétexte aux charretiers fraudeurs; le second c'est qu'il n'y a

Ann. Polit. II. part. H h point

point dans le Royaume de Compagnies poursuivantes établies dans tous les Parlemens pour poursuivre l'exécution des Réglemens de Police générale; c'étoit un établissement que feu Mr. Colbert excellent Ministre d'Etat avoit dessein de faire si la mort ne l'eût prévenu.

A N N É E 1725.

Le Czar Pierre Empereur de Moscovie mourut à Petersbourg, ville qu'il avoit bâtie; il avoit de grandes qualités du côté de l'esprit, & de grands défauts du côté du cœur; aussi a-t-il fait des choses très louables, & des choses très blâmables; ainsi il peut passer pour homme illustre, pour Prince illustre, pour grand Prince entre les Princes barbares, mais non pas pour grand homme.

Il cherchoit la gloire avec une ardeur & une constance merveilleuse; mais malheureusement faute de bonne éducation

il

il ne se connoissoit point en bonne gloire.

Il n'imagina jamais rien de plus précieux, de plus glorieux & de plus désirable que la grande puissance, & la réputation du plus puissant Prince du monde; & c'étoit alors un défaut assez ordinaire dans les Souverains; c'étoit le grand défaut de Louis XIV. Ainsi de bonne heure, & dès sa première jeunesse, il ne songeoit qu'aux moyens d'augmenter considérablement sa puissance.

Cette grande ambition le rendit très désireux de s'instruire des principales parties du Gouvernement des Souverains ses voisins, de leurs forces, de leurs revenus, de leurs richesses, & surtout du commerce, principale source de ces richesses qui faisoient la plus grande partie de leur puissance.

Un nommé Le Fort Genevois, homme d'esprit, qui avoit beaucoup voyagé en Europe, se trouvant à Moscow,

aprit la Langue Ruffienne, & trouva le moyen de se faire désirer par le jeune Czar, en lui racontant les particularités de ses voyages.

Ce fut dans ces recits que le Czar prit envie d'aller lui-même voyager, & de voir par ses yeux toutes les choses merveilleuses que Le Fort lui avoit contées, de l'étendue du commerce, de la multitude des vaisseaux & de la grandeur des richesses des Anglois, & des Hollandois, par la comparaifon de la petite étendue de la Hollande & de l'Angleterre en comparaifon de la prodigieuse étendue de ses Etats & du nombre de ses fujets,

Ainsi voyant que le commerce maritime donnoit les moyens d'entretenir un grand nombre de troupes, il réfolut d'avoir des ports & des vaisseaux dans l'Océan, dans la Mer Baltique, dans la Mer Caspienne, & dans la Mer Noire.

Et comme ses fujets n'étoient point instruits

instruits ni de la marine ni de la discipline militaire, ni des Arts, ni des Sciences, ils résolut d'avoir comme pensionnaires beaucoup d'étrangers pour instruire en moins de tems ses sujets.

De ce désir immense d'augmenter la puissance vint le désir de conquérir les Provinces que le Roi de Suède avoit sur la Mer Baltique, projet très injuste ; mais il ne savoit pas que la grande puissance ne sert de rien pour acquérir une gloire précieuse, une vraie gloire, une réputation estimable, sans l'observation de la justice envers ses voisins, & sans la pratique de la bienfaisance envers ses sujets.

La grande puissance n'est qu'un piédestal fort élevé, d'où l'homme est vu de loin, & de beaucoup plus de spectateurs ; mais il n'est vu que tel qu'il est ; de sorte que s'il est ignorant, superstitieux, injuste, colère, vindicatif, méchant, esprit faux, ame basse & petite,

il vaudroit mieux pour sa réputation n'être pas vu de si loin, de tant de côtés, de tant de spectateurs, & sur un si haut piédestal.

Laiſſons le ſot vulgaire meſurer les hommes par leur puiffance ; le connoiſſeur les meſure par la grandeur des motifs de leurs entrepriſes, par l'amour de la vertu, juſtice & bienſaiſance, par la grandeur & la conſtance de leur courage à ſurmonter les grands obſtacles, & par la pénétration, l'étendue & la juſteſſe de leur eſprit à choiſir les moyens les plus efficaces pour réuſſir dans les entrepriſes très difficiles & très utiles au Public.

Or où trouver de la grandeur, de la nobleſſe, de la vertu dans le déſir de devenir plus riche & plus puiffant ? n'eſt-ce pas le motif le plus commun des hommes, & des hommes du commun ? ſi ce motif eſt beau, qui eſt le marchand qui n'ait pas ce beau motif, ce beau

beau projet dans sa conduite?

Un motif distingué ce seroit de surpasser ses pareils en justice, en patience, en politesse, en talens, en productions de l'esprit qui fussent utiles aux autres.

Il est vrai qu'il a beaucoup plus travaillé que ses prédécesseurs à perfectionner la police de son Empire, & à diminuer la profonde ignorance de ses sujets; il étoit grand de ce côté-là entre les Moscovites. Mais quelle a été sa sagesse dans le choix de cette seconde femme, de cette femme débauchée? quel choix pour lui aider à gouverner l'Empire après sa mort! quelle sagesse a-t-il montrée dans l'éducation de son fils? il pouvoit lui procurer de longue main, & lui donner de sages précepteurs étrangers, qui auroient appris la langue du pays pour lui inspirer du gout pour les Arts, pour les Sciences, pour la Navigation, & pour approuver ses projets; étoit-il sage de confier cette éducation à

des personnes du pays qui désaprouvoient en secret toutes les nouveautés utiles qu'il introduisoit dans le gouvernement ? pouvoit-il attendre de son fils autre chose, sinon qu'il entrât dans les opinions de ses précepteurs superstitieux, & de tous les ignorans qui l'environnoient dans son enfance.

Il est vrai qu'il voyoit dans son fils marié des opinions très contraires aux innovations qu'il vouloit faire subsister ; mais pourquoi désespérer de le faire changer d'opinion ? Ne pouvoit-il pas le faire voyager dix ans en Europe ? Ne pouvoit-il pas l'environner de personnes raisonnables & habiles, qui eussent toutes conspiré à lui faire écouter la raison ? où étoit donc la nécessité de le faire mourir en cachette dans une prison, plutôt que d'entretenir auprès de lui des personnes sages dans ses voyages. Il y avoit du grand dans le Czar ; il y avoit aussi du grand dans le caractère du Roi
de

de Suède; mais il s'en falloit bien qu'ils fussent grands de tous côtés, & surtout en prudence, en justice & en bienfaisance; ils ne connoissoient pas la véritable grandeur de l'homme, ils ne savoient pas qu'elle consiste dans la grande vertu, prudence, justice, & bienfaisance.

Nous vîmes cette année une espèce de Testament du feu Empereur de la Chine Camhi mort en 1722. Ce Prince se connoissoit mieux que le Czar Pierre en bonne gloire; c'est qu'il ne se vante pas de sa grande puissance; mais il se vante du bon usage qu'il a fait de sa puissance.

Les connoisseurs remarquent un endroit de ce Testament, où il se félicite d'avoir employé des sommes immenses durant son Règne à faire de nouveaux canaux, de nouvelles digues, de nouveaux chemins pavés, & d'avoir trouvé par la supputation qu'il en fit faire lui-même, que ce qu'il avoit dépensé pour ses pro-

pres Palais ne montoit pas à la centième partie de ce qu'il en avoit couté pour les ouvrages utiles à son peuple.

Il uſoit d'épargne ſur les plaiſirs , pour pouvoir être magnifique dans ce qui pouvoit procurer des commodités à ſes ſujets ; voila du grand ; voila du vrai grand, du côté de la ſageſſe , de la juſtice & de la bienſaiſance : Cela prouve que les Princes de la Chine ſont mieux élevés que les Princes d'Europe.

Le Roi épouſa cette année la fille unique de Stanislas Roi de Pologne : la Reine eſt timide , pieuſe , douce , féconde : elle ne ſe mêle que de ſes enfans ; c'eſt par conſéquent une Reine très déſirable.

Mr. le Duc Premier Miniſtre , pour rétablir le crédit public, ſongea à rembourſer une partie des rentes que devoit l'Eſtat ; ce fut pour faire ces rembourſemens que le Roi par déclaration du 5 Juin ordonna que chaque famille payeroit la

cin-

cinquantième partie de son revenu ; la vue étoit bonne, mais nous n'avons vu de remboursement effectif que sous le Ministère suivant.

Cette vue de destiner un fonds annuel pour les remboursemens est d'autant plus importante à l'Etat, que le Ministère trouve souvent le long de l'année des dépenses beaucoup plus utiles à faire que ces remboursemens ; c'est ce que prouvent tous les jours les Anglois dont nous tenons cette méthode ; mais nous n'avons pas eu assez de constance pour en soutenir l'exécution.

A N N E E 1726.

Les Portugais découvrirent cette année une nouvelle mine d'or fort riche dans les montagnes du Brésil à cent cinquante lieues de la Baye de tous les Saints, environ à douze degrés de latitude méridionale comme Lima : on dit que le Roi de Portugal en tirera tous les ans envi-

ron six mille marcs d'or tous fraix faits ; cette mine mettra tous les ans dans le commerce plus de six mille autres marcs d'or en frais & en friponneries ; ce qui feroit plus de neuf millions de livres de nôtre monnoye présente , parce que le marc d'or qui vaut présentement environ quinze marcs d'argent , vaut environ sept cent cinquante Livres en 1730. Aussi en 1746 il y aura en Portugal au moins deux cent quarante mille marcs d'or, ou cent quatre-vingt millions de Livres, plus qu'il n'y en avoit en 1725.

Cette augmentation de richesses diminuera le travail des Portugais ; car le peuple ne travaille qu'à proportion qu'il sent ses besoins, & à proportion du désir qu'il a d'augmenter ses richesses ; en général on observe que les Espagnols, qui sont moins laborieux que les habitans des pays froids, tels qu'est la Flandre, sont devenus encore moins laborieux depuis deux cent ans, c'est-à-dire depuis la décou-

te & la conquête de leurs mines d'or & d'argent. Aussi on peut dire que les François, les Anglois, & les Hollandois, peuples laborieux, actifs & industrieux, auront toujours plus de part aux mines des Espagnols & des Portugais que les propriétaires de ces mines; mais pour cela il est à propos que chaque Nation ait soin d'encourager les manufacturiers & de faciliter le Commerce maritime.

La journée du simple journalier de médiocre valeur augmente de prix à proportion qu'il y a d'or ou d'argent dans le pays du journalier; & c'est le prix de cette journée qui peut être regardé comme point fixe des différentes estimations; elle vaut six fois plus d'argent à Lima au Pérou qu'elle ne vaut à Paris; & elle vaut six fois plus d'argent à Paris qu'elle ne vaut à Siam ou à Pondichéri sur la côte de Malabar.

De là il suit qu'il y a autant à gagner à porter nos Manufactures de Paris à
Lima,

Lima , qu'il y a à porter les Manufactures de Pondichery à Paris ; mais il faut bien se garder de porter en France les Manufactures de toile & de soye de Pondichery , parce que cela ruineroit nos Manufactures de toiles & diminueroit fort nos Manufactures de laines.

De là il suit que le Commerce de l'Amérique durera autant que les mines dureront , & tant qu'il y aura une grande différence entre la grande quantité d'or & d'argent qui est dans le Commerce des Américains , & la quantité de ces métaux qui est dans le Commerce des Européens ; ce Commerce durera jusques à ce que nos Manufactures portées à l'Amérique ne nous rapportent pas plus d'or & d'argent , tous fraix faits , que si nous les vendions en Europe. La durée du Commerce ne peut venir que de la différence du travail & de l'industrie des peuples , & de la différence de la quantité d'or ou d'argent qui est parmi eux ; car
l'or

l'or & l'argent facilitent infiniment les échanges des denrées & des Manufactures, comme les billets de crédit & les Banques facilitent infiniment les transports d'argent.

Nous vîmes cette année un grand changement dans le Gouvernement. Mr. le Duc, qui avoit été deux ans & demi Premier Ministre, fut exilé à Chantilly: la Marquise de Prie sa maitresse exilée à sa terre près de Lisieux en Normandie: les quatre frères Paris exilés en diverses Provinces: Mr. Dodun Contrôleur Général des Finances remercié, M. Desforts mis à sa place: M. de Bréteuil Secrétaire de la Guerre remercié: M. le Blanc rapellé & rétabli à sa place de Secrétaire d'Etat. L'Evêque de Fréjus Précepteur du Roi ne voulut point la qualité de Premier Ministre, quoiqu'il en eût l'autorité & les fonctions; il avoit seul la permission de parler au Roi en particulier des affaires d'Etat; les autres Ministres

nistres rendoient compte à Mr. de Fréjus, & lui seul rendoit compte au Roi; ils ne parloient devant le Roi qu'en plein Conseil.

Le Roi obtint bientôt après pour lui la dignité de Cardinal, & il s'appella le Cardinal de Fleury: nous n'avons point vû dans cette place d'homme plus désintéressé, & qui cherchat les avantages du Roi & du Royaume avec des intentions plus pures & plus droites.

Tout le monde disoit que si Mr. le Duc eût voulu ou plutôt eût pû renvoyer Madame de Prie, & se conserver avec l'Evêque de Fréjus, il seroit resté à sa place; mais l'amour est plus fort que la mort, & par conséquent plus fort que l'ambition; d'un autre côté si Madame de Prie se fût tenue dans les bornes de la prudence, & qu'elle n'eût pas voulu gouverner despotiquement Mr. le Duc, distribuer les emplois & graces contre les

vues

vues sages de Mr. l'Evêque de Fréjus, si elle l'eût porté à consentir à lui faire avoir le Chapeau de Cardinal, elle eût pu demeurer longtems à la Cour avec beaucoup d'autorité & de crédit, & faire son mari Duc & Pair; mais comme il arrive souvent, elle avoit de la vivacité pour plaire, & n'avoit pas assez de patience & de prudence pour se conduire, pour avoir soin des intérêts de ceux avec qui elle avoit à compter, & pour entrer dans les vues de l'Evêque sur le gouvernement du Roi & de l'Etat.

Quand Mr. Desforts alla se faire recevoir à la Chambre des Comptes en qualité de Controlleur Général des Finances, le Premier Président lui demanda de faire remettre à la Chambre les comptes rendus au feu Roi, ce qui fut promis; mais j'ai ouï dire que la chose n'a pas été exécutée, apparemment, parce que les Controlleurs Généraux ne veulent pas que leur administration ni celle de

de leurs Prédécesseurs puisse paroître au grand jour ; je crois cette négligence très-désavantageuse au Roi & au Royaume.

Mr. Hérault Lieutenant de Police a montré depuis qu'il est en place beaucoup de vigilance ; j'en juge par le nombre de ses Ordonnances & de ses Sentences , par lesquelles il punit de tems en tems les contrevenans. Les Loix pénales ne doivent pas être de simples menaces.

On a depuis quelques années fait en Angleterre l'insertion de la petite verole : Le Docteur Jurin Médecin de la Société Royale a publié le détail du succès de l'insertion fait à Londres durant l'année 1725 à cent quarante-trois personnes, dont il est mort seulement trois ; ce n'est pas la quarantième partie ; au lieu que de ceux qui ont eu la petite verole sans insertion il en meurt communément une cinquième partie à Paris ; tous les Princes & toutes les Princesses d'Angleterre ont eu la petite verole par insertion ; ils n'en

font

font point marqués ; c'est une méthode établie parmi les familles de Constantinople, qui leur vient des Circaffiens, peuples d'ailleurs très ignorans & très grossiers ; il faut bien qu'ils ayant comparé le nombre des morts & la grandeur des cicatrices de la méthode ordinaire avec celles de la méthode de l'insertion, & que par cette comparaison ils aient vu que la méthode de l'insertion est beaucoup moins funeste & moins cicatrisante.

J'apprens que par Acte du Parlement d'Angleterre de la douzième année de la Reine Anne, la Nation a promis dix mille Livres sterlings à celui qui au jugement des Commissaires nommés aura trouvé le secret de déterminer en mer la longitude à vingt-cinq lieues près, c'est-à-dire à un degré d'un grand cercle près ; & quinze mille livres sterlings à celui qui la trouvera à seize lieues près ; & enfin vingt mille Livres sterlings à celui qui

qui trouvera cette longitude à douze lieues & demie près, c'est-à-dire à un demi-degré près.

Cet Acte nous prouve que les Anglois sont encore plus sensés & plus habiles politiques que nous ne sommes ; mais la forme de nôtre Gouvernement peut beaucoup se perfectionner, si l'on établit parmi nous des Professeurs en Politique, des Académies politiques, des Classes inférieures & supérieures, & dans ces Classes des Compagnies de trente pareils, & le Scrutin perfectionné par les Commissaires suivant la méthode attribuée au Dauphin Bourgogne.

A N N E'E 1727.

Nous aprimes la mort du Roi de Maroc : il étoit sur la quatre-vingt-dixième année ; il laisse deux cent enfans ou petits-enfans mâles, tous également légitimes ; & malheureusement pour ce Royaume, il n'y a point de coutume ancienne,

ne, il n'y a pas même de Loi nouvelle parmi eux, qui décide, comme dans les Etats d'Europe, que la Couronne appartient à l'ainé des enfans mâles, ou à son défaut à l'ainé de ses enfans, & de la branche ainée, même mineur, auquel cas sa mère a la Régence absolue, & fera entrer dans son Conseil qui il lui plaira jusqu'à la majorité; faute d'une pareille Loi, il est impossible qu'il n'y ait de la division & des guerres civiles pour le choix du Roi.

Le grand nombre de Princes du sang Royal cause un autre grand inconvénient, c'est que soit du dernier mort, soit de ses prédécesseurs, soit de son successeur, il peut y avoir un jour en même tems dans le Royaume de Maroc cinq ou six cent Chefs de famille, tous Princes du Sang; or ce grand nombre de Princes du Sang ne peuvent pas tous avoir des biens & des pensions suffisantes pour les faire vivre avec dignité; ainsi ils sont dans la
néces-

nécessité d'être confondus avec les autres sujets, & de là nait le peu de respect pour leur naissance, ce qui tend à diminuer le respect pour le Souverain qui est de la même maison qu'eux.

Il y a dans ce Royaume, comme à la Chine, un droit dangereux pour la tranquillité publique, c'est le droit à l'Empire que donne la nomination du Roi par Testament en faveur d'un de ses Enfants, ou même d'un autre sujet pour son successeur. Les partis ont loisir de se former pendant la vie du Roi; c'est que si le Roi nomme son successeur, tout le monde s'attachera à cet Empereur futur, & l'Empereur lui-même se met en danger d'être détrôné; & s'il ne laisse pas de nomination par testament, tout se trouve préparé à la division lors de la mort; au lieu que dans le droit que donne la naissance seule indépendamment même de la volonté du Roi, tout est disposé de longue main à l'obéissance au fils aîné

ou

ou à son fils, & par conséquent à la tranquillité publique.

Il manque aussi à notre Etat une Loi qui assure la Régence à la mère seule du Roi mineur, & qui lui donne le même pouvoir qu'avoit le feu Roi son mari de se choisir un Conseil & de déférer à la pluralité ou de n'y pas déférer; & quand il n'y a point de mère du Roi, il n'y a point encore de loi publiée qui donne la même Régence & le même pouvoir au plus proche héritier de la Couronne, nonobstant les Testamens, & autres Actes du Roi dernier mort contraires à la loi; il n'y a que la coutume, & il faudroit une loi écrite; c'est un grand défaut dans nos loix fondamentales sur ces articles, qui sont de la plus grande importance dans un Etat; il ne faut jamais qu'il reste aucun cas qui ne soit pas décidé par la loi fondamentale écrite & publiée par un Roi; il est trop dangereux pour la tranquillité publique de laisser quel-

quelque chose indécis ; il y a beaucoup de cas à décider par cette loi fondamentale ; mais , à dire le vrai , l'observation de cette loi , que l'on peut faire tant pour éviter les divisions dans l'Etat que pour la sûreté du Roi mineur & du reste de la famille Royale , ne sera jamais assurée en Europe , tant qu'il n'y aura point de Diète Europeane toute-puissante & suffisamment intéressée à l'observation de la loi , & à la conservation de la famille Royale.

Le Roi d'Angleterre George Premier , de la Maison de Brunswick , mourut à Hanovre dans ses Etats d'Allemagne ; son fils unique George Second lui a succédé , & a sagement choisi pour Premier Ministre Robert Walpole qui étoit dans un pareil crédit sous le règne de son Père.

Le plan de gouvernement de Robert Walpole , par lequel il a trouvé le moyen d'être nécessaire au Roi & utile à sa Na-

tion

tion , est très simple , & très bien imaginé ; pour premier point il faut plaire au Roi , & pour lui plaire il faut qu'il gagne quelque augmentation des revenus destinés pour les dépenses de sa maison , & pour le reste des autres dépenses de fantaisie , dont il ne rend aucun compte à la Nation : Ce sont les revenus & les dépenses que les Anglois appellent revenus & dépenses de la liste civile ; & pour cet effet il faut qu'il soit sûr dans la Chambre Basse de la pluralité des voix lorsqu'elle délibère sur les petites augmentations du revenu de la liste civile.

Or pour être sûr de nombre de voix , il faut d'un côté acheter quelques voix dans les Elections des Membres du Parlement , & payer quelques pensions à ceux qui savent mieux parler , & mieux écrire sur les affaires publiques.

Pour second point , il faut plaire à la Nation , & pour lui plaire il faut viser à lui procurer les plus grands avantages,

& prendre autant qu'il est possible dans la Chambre Basse les partis qui sont réellement les plus avantageux à la Nation ; car les Anglois non passionnés & attachés au bien public , sont toujours en plus grand nombre , & tendent alors à soutenir un Ministère qu'ils voyent presque toujours attaché aux plus grands intérêts de la Nation.

Valpole n'a pas de peine de faire entendre au Roi que les Anglois ne feroient augmenter leurs revenus , que sa puissance & son revenu n'en soient considérablement augmentés ; & comme il est fort éclairé sur les plus grands intérêts de la Nation , & qu'il fait appuyer les bons partis par les membres les plus éloquens , il l'emporte de beaucoup en suffrages sur le nombre des mécontents & des factieux , qui souvent n'ont pas la raison & le vrai intérêt de l'Etat pour but , mais seulement la destruction du Ministre.

Il fait donner habilement des pensions
par

par le Roi à certains membres de la Chambre Basse : il prend le fonds de ces pensions dans les augmentations de la liste civile, & procure les augmentations de cette liste civile par le suffrage de ces Pensionnaires du Roi ; & c'est ainsi qu'il trouve le moyen de faire entendre raison à la Nation, & de gouverner les Anglois suivant leurs véritables intérêts, & suivant les plus grands intérêts du Roi.

On m'a assuré qu'il s'est fort enrichi ; si cela est, je n'estimerai pas son désintéressement, autant que j'estime celui du Cardinal de Fleury notre Premier Ministre.

Le 31 May les Plénipotentiaires de France, de l'Empereur, d'Angleterre, d'Espagne, & de Hollande signèrent à Soissons un Traité préliminaire que l'Espagne refusa de ratifier.

Par ce Traité l'Empereur convenoit de suspendre l'exécution de la Compagnie d'Ostende, & tous promirent de suspendre leurs prétentions réciproques durant

quatorze ans , pendant lesquels on négocieroit des accommodemens pour ce qui reste à régler entre les Alliés & entre les Princes du Nord ; on dit que ce Traité fut proposé par l'Empereur, Sinzendorf Premier Ministre de l'Empereur y proposa une ligue pour garantir l'indivisibilité des Etats de l'Empereur ; la France refusa de la signer ; parce que dans l'état d'impolice où est l'Europe une pareille ligue ne pourroit subsister ; elle ne remédie point aux sujets de guerre , ni à la guerre , tant qu'il n'y a point de Diète Européane pour terminer sans guerre par l'autorité des Arbitres les différends futurs entre Souverains.

Il manquoit donc à ce Traité plusieurs conditions pour le rendre durable & pour en faire une paix solide.

1°. Il falloit convenir que tous les Souverains d'Europe seroient invités d'accéder au traité , & que leurs Plénipotentiaires demeureroient toujours assemblés.

2°. Pour les y engager il falloit que les Alliés convinssent de garantir réciproquement les Etats qu'ils possèdent actuellement, les droits acquis contre leurs voisins par les derniers traités, & l'exécution entière de ces traités.

3°. Il falloit convenir entr'eux que si les différends nés & à naître ne pouvoient être réglés par médiation, ils seroient réglés par arbitrage à la pluralité des voix des Alliés pour la provision, & aux trois quarts des voix pour la définitive.

Sans ces conventions fondamentales, nulle sûreté de la durée de la paix, nulle sûreté de l'exécution de ces traités, nulle sûreté contre les nouvelles hostilités, & contre les nouvelles guerres.

4°. Il falloit même déclarer que si dans deux ans quelque Prince refusoit d'y accéder, il seroit regardé & traité comme ennemi de l'Alliance générale.

L'Espagne ne voulut point ratifier les articles préliminaires, parce que le Minis-

tre de la guerre en Espagne , & le Général des Espagnols avoient promis imprudemment au Roi d'Espagne de prendre Gibraltar sur les Anglois ; ils employèrent plus de dix millions , & beaucoup de soldats à ce siège , & ils n'y réussirent point.

Menzikoff Premier Ministre de Moscovie fut disgracié & envoyé dans un Château en prison , à quatre cent lieues de Petersbourg , en Sibérie , dans un pays encore plus froid ; il étoit accusé de diverses malversations ; mais il y en avoit une très évidente , c'étoit l'amas des richesses immenses ; ce qui n'avoit pû se faire en vingt ans sans de grandes injustices : ses terres , ses pierreries , sa vaisselle d'or & d'argent , ses beaux tableaux , ses tapisseries , son argent comptant montoient à six millions de roubles ou d'onces d'argent , ou trente millions , sans ce qu'il pouvoit avoir dans les Banques étrangères ; somme exorbitante pour ce pays-là.

Il avoit commencé enfant par vendre des petits pâtés à Moscov ; mais comme il avoit de l'esprit & une jolie figure , il plut au Czar , qui le prit à son service ; & après la mort de la Czarine , il se trouva si puissant , & si insolent , qu'il résolut de faire épouser sa fille au jeune Czar , & la sœur du Czar à son fils ; les fiançailles furent même faites au grand mécontentement des Grands & de toute la Nation ; mais chacun cachoit son sentiment , parce qu'il avoit eu le crédit de faire mourir plusieurs personnes de considération qui lui avoient résisté.

La feue Czarine est encore un autre prodige de fortune ; elle étoit Livonienne , de très basse naissance & demeurée sans biens , sans père & sans mère ; un Curé Luthérien la prit par charité pour la mettre auprès de ses enfans ; mais devenue trop grande & trop jolie , le Curé la maria à un tambour ; un Colonel Mos-

covite la prit, & la fit connoître à Menzikoff, chez qui elle demouroit pour avoir soin du linge & pour faire quelques ragouts ; ce fut chez Menzikoff que le Czar en devint amoureux, & puis il l'épousa ; il y avoit longtems qu'il avoit répudié l'Impératrice mère du Prince de Moscovie ; répudiation qui n'étoit pas fort régulière.

A N N E E 1728.

Le Roi de Dannemark, qui songeoit à transférer à Altena, vers l'embouchure de l'Elbe, le Commerce que les Marchands de sa ville capitale font aux Isles Orientales, où ils ont un établissement à Tranquebar vers le Cap Comorin, vient de recevoir un compliment peu gracieux de la part du Roi d'Angleterre, qui lui a fait dire qu'il regarderoit ce nouvel établissement comme une rupture.

Le Roi de Dannemark lui a répondu sagement, qu'il le prie de considérer,

rer, 1°. Que les Rois de Dannemark n'ont pas moins de droit que les Rois d'Angleterre & tous autres Souverains de faire commerce aux Indes : 2°. Que jusqu'ici le Roi d'Angleterre n'a pas regardé comme une injustice ni comme un sujet de rupture l'établissement de Commerce entre Tranquebar & Copenhague, parce que par aucun traité avec l'Angleterre le Roi de Dannemark n'avoit cédé le droit qu'il avoit de faire ce Commerce. 3°. Que depuis cet établissement fait à Copenhague il n'avoit point promis & ne s'étoit point engagé par aucun traité à ne point faire passer cet établissement dans une autre Ville de ses Etats. 4°. Qu'ayant conservé le même droit qu'avoit le Roi d'Angleterre de faire passer de pareils établissements d'une Ville à une autre pour la plus grande commodité, & pour le plus grand avantage de ses sujets, il espéroit que Sa Majesté Britannique ne condamneroit pas dans le Roi de Dannemark

une conduite que personne ne pourroit jamais condamner dans le Roi d'Angleterre. 5°. Qu'ainsi il avoit raison de ne pas craindre que le Roi d'Angleterre voulût regarder le Commerce d'Altena aux Indes, ni comme un sujet de rupture d'alliance, ni comme hostilité; d'autant plus qu'un marchand ne pouvoit pas être accusé d'injustice par un autre marchand de la même profession, pour changer de boutique & de demeure dans une même Ville. 6°. Qu'il ne croyoit pas se tromper en disant qu'il n'y avoit aucune injustice dans son entreprise dont la Nation Angloise pût se plaindre; qu'enfin il vouloit bien dans cette affaire s'en rapporter & prendre pour arbitres tous les autres Souverains d'Europe.

De là il est facile de voir que les Suédois, les Russiens, les Prussiens & les autres Nations d'Europe, voyant combien le Commerce maritime est important pour enrichir les Peuples & les Souverains,

rains, ne seront pas longtems sans faire une ligue défensive pour avoir la liberté de faire eux-mêmes leur propre Commerce aux Indes, sans être obligés d'acheter des Anglois & des Hollandois les marchandises des Indes.

De là il est facile de prévoir que le Commerce des Hollandois & des Anglois, qui s'est si fort augmenté par l'extrême négligence des autres peuples & par l'extrême ignorance de leurs Ministres, est parvenu à un point d'élévation dont il ne peut plus que descendre & s'affoiblir tous les ans peu à peu par l'augmentation annuelle du Commerce des autres Nations, lorsqu'elles sortiront de leur profond assoupissement sur leurs plus grands intérêts.

Le Roi de Portugal est brouillé avec la Cour de Rome, parce que le Pape lui a refusé de nommer Cardinal le Sr. Bichi Nonce à Lisbonne : il a ordonné aux Portugais de sortir de Rome & de l'Etat du

Pape sous peine de désobéissance ; Le Pape de son côté a défendu aux Religieux Portugais de sortir de Rome sous peine d'excommunication : *nemo potest duobus Dominis servire.*

Les sages Politiques sont étonnés de ce que le Roi de Portugal a sollicité des places de Cardinaux pour des Portugais naturels ; n'est-ce pas inviter ses sujets les plus accrédités à prendre contre lui les intérêts de la Cour de Rome , qui cherche toujours à empiéter sur l'autorité des Souverains Catholiques ?

Le Roi de Portugal a senti que la juridiction de l'Inquisition abusoit de son pouvoir , & que ces abus obligeoient un grand nombre de familles de Commerçans de ses sujets à se réfugier dans d'autres Etats , & d'y porter leurs biens & leur industrie ; ainsi pour ne pas perdre tant de sujets , il a ordonné sagement que le Procureur Général accusateur communiqueroit à l'accusé les articles d'accusations

tions & le nom des témoins, & que l'accusé auroit liberté de choisir un Avocat & de conférer avec lui ; il a de plus défendu d'exécuter aucune sentence de l'Inquisition qu'elle n'eût été confirmée par le Conseil : il y a longtems qu'un règlement si sage & si raisonnable devoit avoir été fait : on croit que c'est le fruit de la nouvelle Académie établie à Lisbonne, qui chassera peu à peu l'ignorance & les crimes que conseille la superstition fille de l'ignorance.

La Peste fait un moindre ravage à Constantinople, depuis que les Turcs, à l'imitation des Chrétiens, font murer les quartiers empestés, & qu'ils posent des gardes pour empêcher la communication & le Commerce, en donnant des vivres suffisans aux quartiers murés.

Les Turcs ont commencé à imprimer leurs livres de Religion à Constantinople ; c'est un moyen de diminuer leur grande ignorance, & par conséquent les vices

vices de leur fanatisme.

Il y a eu à Copenhague un terrible incendie ; presque la moitié de la Ville a été brulée.

Ce qui empêchera les grands incendies à Paris , c'est qu'il y a des éteigneurs gagés par la Ville ; d'ailleurs le plâtre dont les bâtimens de bois sont enduits retarde fort l'embrasement ; il y a même beaucoup de maisons de pierre : or le retardement de l'embrasement donne le loisir de le prévenir , en abattant les maisons voisines de l'incendie.

ANNÉE 1729.

Les Algériens , par un traité fait avec le Roi de Suède , ont promis de ne point attaquer de vaisseaux Suédois , moyennant un tribut ou présent en poudre , en canons de fusil , en pistolets , en canons de bronze & de fer , en cables & en mâts pour environ cinquante mille piastras ou onces d'argent.

Ils

Ils ont déclaré au Commandant Hollandois, qui a porté les présens ou le tribut de la République, qu'ils ne les trouvoient pas de la valeur en piaftres stipulée par le traité fait avec la République; le Commandant a été obligé d'en convenir & de promettre un supplément; on a assuré que les Anglois & les Marseillois payoient aux Algériens de semblables tributs annuels & proportionnés à la grandeur de leur Commerce dans les ports des Turcs.

Pour les Espagnols, les Portugais, & les Italiens, comme ils ne font point de Commerce chez les Turcs, ils ne font point tributaires des Algériens, mais les Algériens font des descentes sur les côtes, y enlèvent des esclaves & des bestiaux, & prennent leurs barques destinées pour leur petit Commerce.

Il y a aussi des Corsaires à Tunis & à Tripoli de Barbarie; je ne doute plus que les mêmes Nations ne leur payent aussi

aussi quelque sorte de tribut par forme de présent, pour avoir paix avec eux : je sai bien que l'on cache tant que l'on peut le payement de ces tributs & de ces présens : les Tributaires en sont un peu moins honteux quand ils sont ignorés ; mais ces tributs n'en sont pas moins réels & moins onéreux.

Il seroit glorieux à ces Nations de se délivrer de ces Corsaires, en donnant aux Chevaliers de Malthe, qui sont si bien situés & déjà si redoutés par ces Corsaires, des secours moindres de la moitié que ces présens ou tributs honteux. Je ne doute pas même que les Espagnols, les Portugais & les Italiens ne donnassent aussi des secours aux Malthois pour se garantir de pareilles craintes & de pareils maux ; mais ce sera le fruit d'une paix, ou d'une trêve générale entre les Nations Chrétiennes ; quand elles n'auront plus de haines réciproques & particulières, alors elles songeront

geront à leurs intérêts communs.

J'ai vu un état des troupes Moscovites ou Russiennes ; je suis surpris de voir que cet Etat entretienne actuellement en tems de paix deux cent mille hommes d'infanterie , & quatre-vingt mille chevaux ; ils ont beaucoup d'Officiers Allemands propres à les discipliner ; le Czar peut encore mettre sur pied plus de cent mille hommes de milices Tartares ou Cosaques , qui sont sous sa domination ; troupes plus propres à piller qu'à combattre. Cet Etat est encore bien mal policé , & par conséquent peu solidement fondé.

Mr. le Duc de Lorraine vient de mourir ; c'étoit un bon Prince , d'esprit médiocre , gouverné par Madame de Craon , qui de concert avec son mari a amassé tout ce qu'elle a pu : ainsi le Duc de Lorraine d'aujourd'hui trouve beaucoup de Domaines aliénés , & beaucoup de dettes à payer.

Nous

Nous avons vu en Angleterre une Ordonnance très sage qui remédie à une mauvaise loi qui y étoit, par laquelle la plupart des dettes étoient exigibles par corps, & pour lesquelles on pouvoit mettre son débiteur en prison; nos loix n'étendent pas la prison à tant de sorte de dettes, mais nous avons encore la moitié trop de pareils prisonniers.

Par ce nouveau règlement nul ne peut plus être mis en prison s'il ne doit à un même homme cinq cent livres sterling, c'est-à-dire environ deux cent marcs d'argent, pourvu qu'il déclare tous ses biens à ses Créanciers; mais si sa déclaration se trouve fautive & faite avec mauvaise foi, il est puni de mort.

Par le dénombrement des prisonniers qui ont eu la liberté par ce règlement, il s'en est trouvé plus de quatre-vingt-dix-sept mille; or c'étoit une grande pe-

te pour l'Etat; car à supposer la perte de cent mille francs par jour l'un portant l'autre, ce seroit plus de trente-six millions par an que ces cent mille hommes auroient pû gagner dans leurs métiers & dans leurs différens Commerces, étant mis en liberté.

Nous avons été témoins d'une grande entreprise de la Cour de Rome sur les libertés de l'Eglise Gallicane. Tout le monde fait que le Pape Grégoire VII, connu auparavant sous le nom de Hildebrand, Moine de Cluni, fils d'un charpentier, excommunia, dépouilla & déposa l'Empereur Henri IV, & déclara ses sujets libres du serment de fidélité; ce Pape mourut à Salerne le 25^e. Mai 1085.

Comme les prétentions de la Cour de Rome ne vont pas à moins que de vouloir faire croire aux Chrétiens que le Pape a le pouvoir de déposer les Rois & de délier leurs sujets de la fidélité & de l'obéis-

l'obéissance qu'ils leur doivent, & que c'étoit la doctrine d'Hildebrand, les Etats Souverains ont grand intérêt de ne pas reconnoître comme Saint, un Pape qui a été un des principaux auteurs d'une doctrine si fausse, si séditieuse & si contraire à la tranquillité des Nations Chrétiennes.

Le dessein du Pape Benoit XIII Orfini étoit d'introduire dans le Bréviaire Romain qu'on dit assez ordinairement en France, la fête & l'Office de ce Grégoire VII; il avoit sur cela donné une Bulle, à laquelle quelques Evêques & le Parlement se sont vigoureusement opposés, ce qui a fort fâché la Cour de Rome.

Je prévois que cette Cour avec de pareils principes entreprendra souvent & menacera souvent d'excommunication, & que peu à peu on s'accoutumera si bien à ces menaces injustes, & que les François en feront si peu de cas, que le schisme

schisme avec cette Cour arrivera , sans que personne en soit plus alarmé qu'on le fut à Venise de pareilles excommunications que le Pape Paul V lança follement contre cette République ; chacun demeurera dans sa place & dans ses fonctions comme s'il n'étoit rien arrivé.

Il arriva le 27 Juillet un furieux embrasement à Constantinople : le tiers de la ville fut brulé en moins de dix-huit heures : cent cinquante Mosquées, sept Eglises Grecques, dix Synagogues, cinq Eglises Latines ; comme ce fut le long du jour, il n'y eut que huit cent personnes étouffées ; on croit que c'est une perte de plus d'un million de marcs d'argent, ou cinquante millions de Livres de notre monnoye présente. Les Turcs ont sagement imposé une taxe pour la subsistance des pauvres incendiés.

Le port de la Rochelle se trouve si rempli de vase, que pour le nettoyer on

on croit qu'il en coutera au moins cinq cent mille livres. Le Conseil a résolu de lever cette somme sur les tailles seulement, ce qui est une injustice ; il faudroit en lever la moitié sur la capitation & sur les entrées des Villes, afin que chacun portât plus facilement sa part de ce fardeau.

Il nous est né cette année le 4 Septembre un Dauphin, ce qui nous a causé beaucoup de joye, & avec raison, car c'est une augmentation de sûreté de la durée de la tranquillité de l'Etat.

Le 9 Novembre les Plénipotentiaires de France, d'Espagne & d'Angleterre signèrent à Seville un Traité d'alliance & de pacification auquel les Hollandois ont accédé. Les Alliés demeurent garants les uns envers les autres de la conservation entière de leurs Etats, & de l'exécution de leurs traités : ils sont convenus même de s'assister mutuellement de dou-

se mille hommes, & même de déclarer la guerre à quiconque attaqueroit un Allié.

Mais pour rendre cette Alliance durable & parfaitement pacifique, il falloit encore quatre conventions.

1^o. Il falloit convenir que les Alliés travailleroient de concert dans toutes les Cours pour engager les Souverains à accéder au traité, quant à ce qui regarde la conservation réciproque des Etats & des Maisons Souveraines, & à l'exécution des derniers traités.

2^o. Il falloit convenir qu'en cas que deux Souverains eussent des différends à régler, & que les Commissaires médiateurs ne pussent pas les accommoder, aucun ne prendroit les armes pour les décider par la force, mais qu'ils seroient terminés par provision à la pluralité de voix des autres Alliés, & aux trois quarts des voix pour la définitive.

3^o. Il falloit convenir d'un Congrès perpétuel.

pétuel, d'une Diète perpétuelle d'Europe, en tel endroit par provision, pour y accommoder ou pour y juger les différends des Membres entr'eux.

4°. Il falloit convenir que celui qui ne voudroit pas exécuter le jugement des Alliés seroit regardé & traité par eux comme perturbateur de la tranquillité publique, & comme ennemi de la Société Européane.

Il sortit en quinze jours sur la fin de Décembre des Ports d'Angleterre cent soixante vaisseaux : reste à savoir combien il en sortit les premiers jours de ce mois-là, & combien il en est sorti les autres mois : cela prouve un prodigieux Commerce en comparaison de ce qui s'en fait dans le Royaume de France, qui est pourtant encore mieux situé pour le Commerce des deux Mers que l'Angleterre, & qui a deux tiers plus d'habitans.

A Londres on a batifé en 1729 huit mille sept cent trente-six mâles, & huit

mille

mille trois cent vingt-quatre femelles ; total dix-sept mille soixante personnes ; ainsi il naitroit la vingt-deuxième partie plus de mâles que de femelles ; sur vingt-deux mâles il naitroit vingt-une femelles.

En 1728 les Batêmes de Paris montent à dix-huit mille cent quatre-vingt-neuf : ce calcul prouveroit qu'il y a plus d'habitans à Paris qu'à Londres, ce que j'ai de la peine à croire, à cause de quelques supputations contraires en 1727. Les Batêmes à Paris excédoient de cinq cent vingt-six les Batêmes de 1728.

Ce qui doit surprendre à Londres c'est le grand nombre des morts qui monte à vingt-neuf mille sept cent vingt-deux, ce qui est plus de dix-neuf cent plus que l'année précédente 1728. A Amsterdam il est mort neuf mille six cent dix-huit personnes en 1729, mais en 1728 il en mourut quinze cent quarante-six de plus.

Les Batêmes de Vienne de l'année 1729

Ann. Polit. II. part. K k mon-

montent à cinq mille cinq cent soixante-treize personnes. Les morts montent à huit mille deux cent quatre-vingt-deux, savoir dix-huit cent seize femmes, dix-huit cent cinquante-cinq filles, deux mille cinq cent soixante-quinze hommes, & deux mille quarante-deux garçons; il naît plus de mâles que de femelles.

A N N É E 1730.

Le Roi a eu vingt ans au 15 Fevrier cette année : Il a pris confiance entière au Cardinal de Fleuri son Précepteur, qui a beaucoup d'esprit, des intentions droites pour le bien public, & un grand désintéressement pour lui & pour sa famille; il est vrai qu'il est arrivé peu habile dans les affaires au Ministère; mais il a assez bon esprit pour juger de la conduite des Ministres particuliers & pour les faire bien travailler.

Il a été informé de la conduite imprudente de Mr. Pelletier des Forts Ministre

tre des Finances sur les Actions de la Compagnie des Indes qui étoient dans le dépôt public, & il l'a chassé du Ministère, parce qu'il s'étoit sottement laissé tromper par des fripons, à la sollicitation, dit-on, de sa femme & de son beau-frère.

Ce Ministre Général a pris une maxime pour sa conduite avec nos voisins qui me paroît très sage & très avantageuse à l'Etat, c'est de tenir l'Europe en paix, malgré la colère, les ressentiments, & les projets ambitieux de la Reine d'Espagne régnante, Elizabeth de Parme, qui croit avoir intérêt pour son fils Dom Carlos d'allumer une grande guerre contre toutes les Puissances d'Europe : je ne sai combien cette tranquillité durera.

On vient de recevoir des nouvelles de Constantinople, qui nous apprennent que le Grand Seigneur Achmet III a été déposé & enfermé dans un Palais avec vingt de ses femmes à son choix, que le Visir,

le Capitan Bacha & trois autres Princes ont été étranglés, & que le neveu du Grand Seigneur a été élevé sur le Trône.

Un simple Janissaire va dans un Marché à Constantinople; un drapeau blanc suspendu à une pique; il assemble le peuple autour de lui, & crie que le Ministère a tort de faire la guerre aux Persans leurs frères, & qu'il vaudroit mieux la faire aux chiens de Chrétiens: le premier jour 28 Septembre il assemble jusqu'à six cent tant Bourgeois que Janissaires, qui crioient tous, *paix avec nos frères*; le lendemain dès le matin il s'y en trouva deux mille, & le surlendemain plus de vingt mille, qui allèrent au Serrail, déposèrent le Grand Seigneur, & le mirent dans une Tour; ils firent sortir son neveu du Serrail & le mirent sur le Trône.

Achmet III étoit en Asie vis-à-vis Constantinople; il eut l'imprudence de passer

passer dans le Serrail au lieu de se tenir dans son Camp en Asie. Le Grand Vizir n'eut pas l'attention de faire passer à Constantinople toute la nuit du premier jour assez de troupes pour dissiper les assemblées du lendemain, & cette négligence lui a coûté la vie.

On ne sauroit trop se presser pour éteindre les premières étincelles du feu de la sédition; c'est que les séditieux s'aperçoivent bientôt qu'ils ne sauroient se sauver que par un incendie, & par un bouleversement général; ainsi ils ne dorment point & mettent tout en oeuvre pour s'attirer des complices, & pour rendre leur crime impunissable en le rendant général, & pour ainsi dire le crime de la Nation.

Nous n'avons point encore ici d'idée nette de la police du gouvernement des Turcs à Constantinople.

Mr. le Duc d'Orléans vient de remettre au Roi sa démission de la Charge

de Colonel-Général de l'Infanterie : elle avoit été supprimée en 1639 à la mort du Duc d'Epéron, & avec raison : elle avoit été recrée durant la Régence en faveur de Mr. le Duc d'Orléans ; mais comme le Roi en avoit pris lui-même la principale fonction, de nommer aux Places de Capitaines, & comme cette Charge n'avoit par conséquent plus de fonctions importantes, il a sagement fait d'en remettre le titre qui lui étoit inutile, à lui qui est le premier Prince du Sang ; & cela fait juger que le Roi remboursera un jour les Charges de Colonel-Général, de Mestre de Camp Général, & de Commissaire-Général de la Cavalerie, & celle des Dragons, comme inutiles, sur-tout depuis l'établissement des Directeurs & des Inspecteurs ; & effectivement ces Charges ne devroient point être vénales. Tout emploi tant soit peu important devroit être donné par la méthode du Scrutin, au prétendant le plus estimé

mé entre trente pareils, & pour un tems,
& n'être jamais vendu au plus offrant.

A N N É E 1731.

La Compagnie des Indes a retrocéde au Roi le privilége de l'établissement de la Colonie de la Louisiane établie sur le fleuve de Mississipi. Ainsi la Régie de cette Colonie a passé du Ministre des Finances au Ministre de la Marine; & comme l'entretien de cette Colonie étoit plus onéreux qu'utile à cette Compagnie, elle a fait sagement d'en remettre la régie au Roi, qui peut la rendre un jour très utile au Royaume, en continuant de faire les avances nécessaires durant plusieurs années, avant que de songer à en tirer un profit proportionné à ces avances.

Je crois ces Colonies utiles à la Nation, & particulièrement celles qui approchent plus de la Ligne équinoctiale, pour avoir commodément les denrées qui ne croissent que dans les Climats très

chauds, comme Cayenne, l'Isle de la Martinique & les autres Isles, d'où nous tirons & d'où nous pouvons tirer le Cacao, le Caffé, le Sucre &c. & dont le Commerce nous forme beaucoup de Matelots.

Je ne disconviens pas que les Colonies peuvent facilement être enlevées par des Etrangers. Je conviens qu'elles affoiblissent l'Etat en partageant ses habitans & ses forces. Il en est moins propre à résister aux forces d'un Conquérant voisin ; mais cette objection contre les Colonies cessera, dès que le Tribunal Européen sera établi, parce qu'il n'y aura plus ni Conquérans, ni revoltes à craindre, ni pour l'Etat, ni pour les Colonies. Toutes les denrées seront même d'autant moins chères pour le Public, qu'il y aura une plus grande liberté de Commerce par tous les Pays du monde.

J'ai vû avec joye, que la Cour commençoit à exécuter le beau projet de rendre

dre le Droit François uniforme dans toutes les Provinces de France, & j'y ai été d'autant plus sensible que j'avois imprimé à Paris en 1715 un Mémoire sur ce sujet. Il a donc paru une Ordonnance fort ample sur les Donations. C'est environ la vingt-quatrième partie de tout l'ouvrage.

Par le tems que cette Ordonnance a été à se former, on peut juger que la première ébauche du Droit François sera finie dans quarante ou cinquante ans. Si je l'appelle première ébauche, c'est qu'elle se perfectionnera tous les vingt ans par les expériences & par les observations des Juges & des Jurisconsultes qui enverront leurs Mémoires au Bureau de Législation qui subsistera toujours pour perfectionner de tems en tems chaque Edit sur chaque matière.

L'Etat pourroit facilement abrégier le tems de cette Législation uniforme; mais il faudroit le triple de pensions à trois

fois plus d'excellents travailleurs & trois fois moins occupés à d'autres affaires.

Il nous manque une édition de cette Ordonnance qui contienne les motifs de la Législation sur chaque article. Cette édition motivée pourroit servir aux Juges, 1°. pour mieux s'assurer de l'esprit de la Loi, & de l'intention du Législateur, en jugeant le cas de la Loi, ou un cas à peu près semblable, mais non décidé par la Loi.

2°. Ces motifs serviroient aux Juges à s'assurer eux-mêmes de la bonté de leurs découvertes, lorsqu'ils auroient trouvé quelques moyens d'aller encore plus droit vers le but de la meilleure Loi, c'est-à-dire vers la plus grande utilité publique, en proposant au bureau de Législation, ou d'autres articles, ou de certaines modifications de quelques articles de la Loi; or sans une pareille assurance les bons esprits timides n'oseroient jamais songer à perfectionner un

ouvrage humain tel qu'une Loi qui est cependant de sa nature toujours perfectionnable.

3°. Ces motifs connus arrêterent souvent l'impétuosité de certains esprits présomptueux & hardis qui sont portés au changement sur la moindre apparence de perfectionnement, & sans attendre une démonstration parfaite qui prouveroit que tel changement seroit beaucoup plus avantageux que nuisible.

Le talent de Législation demande non seulement une grande étendue & une grande justesse d'esprit; mais il demande encore une grande connoissance de la morale & de tout ce qui peut le plus contribuer à la plus grande utilité du plus grand nombre de familles. Il demande aussi une grande expérience sur ce qui fait le plus souvent naître des procès.

De là il suit que je doute que l'on puisse bien former le bureau de Législation que par Scrutin entre pareils,

soit pour les Commissaires de la Loi, soit pour les Jurisconsultes qui doivent être consultés. Je doute même que le Gouvernement présent fournisse d'assez fortes pensions aux membres pour les dédommager avantageusement des travaux qu'ils faisoient pour les particuliers, auxquels ils ne pourront plus vaquer, dès qu'ils seront occupés entièrement de l'ouvrage public.

Pour avancer l'ouvrage & l'achever en dix ans, il faudroit six travailleurs, gens de quarante-cinq à cinquante ans, & six aides sous-travailleurs aussi pensionnaires de trente-cinq à quarante ans aussi choisis au Scrutin; car je crois que ce Bureau de Législation qui sera perpétuel doit être regardé comme un nouveau métier, auquel les jeunes ouvriers doivent être formés de bonne heure par les vieux & par les fréquentes disputes des conférences presque journalières.

M. le Chancelier préside souvent à

ses conférences, & il ne sauroit inspirer aux travailleurs par ses louanges trop de courage, non pas tant pour avancer promptement que pour faire leur ouvrage avec plus d'exactitude & de justesse.

Il seroit à propos qu'après que le Travailleur a fait son travail muni de ses motifs & de ses raisons, la copie en fût envoyée au Bureau de Correspondance de chaque Parlement, pour en avoir les observations; mais il faudroit que ce Bureau de Correspondance eût été formé par scrutin trois ou quatre ans auparavant; car sans cela le Bureau de Législation ne pourroit pas en espérer de bonnes observations bien démontrées. Il faut, s'il est possible, que les Bureaux particuliers de Législation des Provinces, pour être des Correspondants utiles, soient, pour ainsi dire, à l'unification des lumières avec le Bureau général. Alors ceux qui dans ce Bureau ont

voix

voix délibérative décideroient sur ces observations avec une entière connoissance de cause.

Il y a une vieille querelle entre les Parlements qui soutiennent les libertés de l'Eglise Gallicane , & la Cour de Rome qui veut toujours empiéter & accroître l'autorité Ecclésiastique aux dépens de l'autorité Royale. Les Parlements jouiroient en repos de leur autorité , si parmi les Evêques il n'y en avoit point qui favorisassent les prétentions exorbitantes de la Cour de Rome contre leur propre Patrie ; or il n'y auroit point de pareils Evêques mauvais François , s'ils n'avoient point l'espérance de devenir Cardinaux.

Il ne faut pas compter que ces querelles entre quelques Evêques & les Parlements finissent , tant qu'on laissera aux Evêques l'espérance de se faire Cardinaux ; l'intérêt particulier l'emportera toujours de beaucoup sur l'intérêt de la Patrie dans
les

les ames vulgaires qui préfèrent toujours une grande considération extérieure de la part du Peuple à l'estime des personnes sages & vertueuses.

Nous avons un excellent Magistrat de Police. Il est vrai qu'il a trouvé la Police portée à un haut point de perfection par feu Mr. d'Argenson ; mais c'est beaucoup de la soutenir, & d'y ajouter plusieurs perfectionnements comme il a fait dans plusieurs parties. Au reste je doute que sous Mr. d'Argenson, les jeux défendus de l'Hôtel de Soissons & de l'Hôtel de Gesvres eussent duré si longtems, puisque tant de Maîtres d'Hôtel, tant de valets de chambre y vont perdre l'argent de leurs maîtres, & se jettent ensuite dans le crime, pour reparer leurs malheurs ; les fils de famille y portent l'argent qu'ils volent à leurs pères : beaucoup de pères de famille y vont ruiner leurs familles. Tous les gens de bien regardent ces jeux avec exécration, & comme

comme la cause d'une infinité de grands malheurs. Il auroit si souvent rendu compte de ces malheurs journaliers au Ministre Général, qu'il seroit enfin venu à bout de les faire abolir. C'est une tache tant pour sa réputation que pour celle du Ministre Général, qui par une complaisance excessive tolère des amusemens si pernicioeux à la société.

A N N É E 1732.

Les Portugais ont découvert depuis peu de tems au Brésil de petits diamans dans le sable des rivières, en y cherchant apparemment de la poudre ou des paillettes d'or. Ils sont communément petits. Les plus gros ne pésent que trente-neuf carats, c'est-à-dire quatre fois trente-neuf grains : un carat c'est quatre grains ; mais on m'a dit depuis qu'il s'en trouve de gros.

Le total de ce qu'ils ont rapporté monte environ à cent trente mille carats, lesquels

lesquels estimés l'un portant l'autre chacun à quinze cruzades, c'est-à-dire environ quinze demi-onces d'argent ou trois livres de notre monnoye, vaudroient environ sept cent cinquante mille écus, ou deux millions deux cent cinquante mille livres de notre monnoye présente d'environ cinquante francs le marc d'argent.

C'est une indication qu'il y a en ce pays là des mines de diamans dans quelque montagne du Brésil, comme il y en a dans quelques montagnes du Mogol; & si on découvre la mine, les diamans baïfferont bientôt de prix, & ils sont déjà, dit-on, baïffés de plus d'un tiers.

Les pierres de couleur, & surtout les rubis, les escarboucles, sont grand tort aux diamans; & effectivement quand ces pierres sont d'un beau rouge fort éclatant, elles sont plus de plaisir aux yeux que les diamans. C'est la grande rareté des

des diamans qui fait leur grand prix, & leur grand prix fait croire à quelques-uns qu'ils sont plus agréables à la vue que les pierres de couleur.

Nos beaux verres colorés ont déjà beaucoup fait diminuer le prix des pierres de couleur, qui sont beaucoup moins de plaisir aux yeux par leur éclat que les verres colorés bien taillés ; & les Sauvages qui n'ont point de préjugés croient nous tromper quand ils nous donnent leurs pierres de couleur pour nos bijoux de verre coloré, & leurs perles naturelles pour nos perles artificielles ; & effectivement, sur les perles l'art a surpassé de beaucoup la nature, ce qui fait que la pêche des perles a beaucoup diminué. Les Dames n'en achètent presque plus que de fausses.

Nous avons vu ici l'année passée & les années précédentes des effets assez étonnans de la grande ignorance, & par conséquent de la grande crédulité du peuple

&

& de la grande force d'imagination des femmes & surtout des jeunes filles.

Un bon Ecclésiastique, simple Diacre, nommé l'Abbé Paris, frère d'un Conseiller au Parlement, d'un esprit & d'une capacité très médiocre, faisoit de longues prières à l'Eglise & chez lui, mangeoit très peu, se contentoit du simple nécessaire, donnoit beaucoup aux pauvres par rapport à son revenu de patrimoine qui montoit environ à huit cent écus de rente. Son panchant à la retraite & à l'austérité lui faisoit aimer ceux que nous appelons Janсениstes, qui sagement prêchent plus volontiers l'austérité & la solitude qu'ils ne la pratiquent. Il haïssoit saintement les Jésuites, parce que l'on lui avoit dit qu'ils prêchoient une morale moins austère que les Janсениstes.

Il cherchoit la perfection de la Religion, mais il ne la connoissoit pas, il n'en avoit pas l'idée, & comme il étoit mélancholique, il la cherchoit selon le
gout

gout des mélancholiques , dans la retraite & dans l'austérité , & il avoit aussi les défauts des gens austères qui méprisent & haïssent ceux qui ne sont point de leur goût ; mais il n'avoit garde de se corriger des défauts qu'il prenoit pour des vertus.

Il paroît par ses différens voyages & dans ses différens séjours un peu d'inquiétude d'esprit ; apparemment que l'uniformité de longue durée l'ennuyoit comme les autres hommes , & alors l'espérance d'avancer dans la perfection dans un autre lieu lui conseilloit le changement.

Il avoit quitté Paris plusieurs fois , mais enfin il y vint demeurer dans le fauxbourg S. Marcel. Il y trouvoit un logement à meilleur marché , plus de pauvres à assister , plus de retraite , & un Curé Janseniste. Il est mort environ à trente-cinq ans. Les mélancholiques sont sujets à des excès d'austérités , parce qu'ils
est.

estiment leurs opinions beaucoup plus que les opinions des autres. Ils consultent peu & ne sont guères dociles aux conseils des autres qu'ils ne voyent pas si austères qu'eux.

Les personnes plus retirées que les autres sont moins contredites dans leurs opinions ; ainsi ils y demeurent plus opiniâtement. Ils croient voir clairement ce qu'ils ne font que croire avec certitude, & leur grande certitude ne vient que de la grande répétition journalière des mêmes jugemens qu'ils n'oseroient révoquer en doute, ni mettre à un premier examen, ni remettre à une nouvelle discussion.

Quand on a assez peu d'esprit pour ne pas voir que l'austérité pour être vertu doit être raisonnable & utile au prochain, on tombe bientôt dans des excès, & on en meurt ; la mort causée par la faute fit ainsi perdre aux pauvres de la Paroisse beaucoup d'aumônes qui les auroient fort soula-

soulagés dans leurs misères ; or ses austérités excessives ne valaient pas toutes les aumônes qu'il auroit faites , s'il eût vécu longtems. Le Curé de S. Médard ne fit pas difficulté de dire que c'étoit un Saint.

Son frère lui fit ériger une tombe de pierre dans un petit cimetière où il avoit voulu être enterré , & bientôt les ignorans qui n'en auroient pas attendu des miracles pendant sa vie , espérèrent en recevoir dans leurs maladies après sa mort, en faisant des neuvaines & des prières auprès de son tombeau ; & comme il y a quantité de maux qui se guérissent par les seules forces de la nature , surtout quand elle est aidée par une imagination vive & forte , le peuple a pris pour miracles des guérisons très naturelles qui se font par l'effort de l'imagination.

Il est vrai qu'il y a eu beaucoup de guérisons frauduleuses & supposées ; mais je ne doute pas qu'il n'y en ait quel-

ques

ques-unes de véritables dans les femmes, & surtout dans les jeunes filles, qui sont plus ignorantes, & par conséquent plus crédules, plus confiantes, & qui ont l'imagination beaucoup plus forte, que les hommes.

Mais ces guérisons rares, & cependant naturelles, se feroient de même quand le corps du Saint ne feroit point où est le tombeau. On dit avec raison qu'il faut une foi vive, qu'il faut une confiance forte; mais on s'exprimerait encore mieux si l'on disoit, Il faut une imagination vive & forte, telle qu'en ont les mères qui font des marques sensibles aux corps des enfants dont elles sont grosses. Il faut donc un bon esprit pour juger des miracles attribués à l'Abbé Paris.

Dire comme ceux que l'on appelle Molinistes, qu'il n'y a eu à ce tombeau & par ces neuvaines aucune guérison miraculeuse quoique naturelle, c'est témérité.

Dire

Dire comme les Jansenistes, que dans ces guérisons miraculeuses il y a eu une force supérieure à la nature quoiqu'aidée d'une imagination très vive & très forte, & que ce sont de vrais miracles, c'est fanatisme.

A dire le vrai, je n'ai entendu parler des miracles de l'Abbé Paris que dans des guérisons du corps humain, & jamais d'aucun miracle sur aucun autre corps de la nature, parce que la force de l'imagination de celui qui demande le miracle n'y peut rien.

Il ne se faisoit guères de guérisons ni vraies ni fausses près du tombeau ; mais les sottes gens s'imaginant que la vertu qui sortoit du tombeau, à ce qu'ils croyoient, agiroit avec bien plus de force si l'on mettoit les malades sur la grande pierre qui le couvre, ils s'y mirent donc, & quelques-uns y eurent des convulsions dans les jambes ou des crampes, soit à cause du froid, soit à cause de quelque crainte ; d'autres feignirent d'en

avoir

avoir, & les ignorans prirent sottement ces convulsions pour un effet surnaturel.

Mais comme le Peuple, hommes, femmes & les jeunes filles dans ces convulsions faisoient des mouvemens indé- cens par un esprit de Religion, le Con- seil informé que ce manége journalier scandalisoit les gens de bien & les gens du monde, a ordonné sagement par son Arrêt que ce petit cimetière seroit fermé.

La guérison de cette femme d'un ébé- niste du fauxbourg Saint Antoine, affoi- blie par des pertes de sang presque con- tinuelles, fut aussi un effet naturel de la force de son imagination. Les Moli- nistes qui ont nié la guérison subite, de peur que ce ne fût un miracle opéré dans une Paroisse gouvernée par un Curé Jan- seniste, ont tort. Le fait est constant. C'est une guérison merveilleuse, parce qu'elle est due à une force d'imagination extraordinaire; mais elle n'est pas pour cela miraculeuse, elle n'est pas même si

Ann. Polit. II. part. LI mer-

merveilleuse que les marques visibles des passions des mères sur leurs enfans ; marques merveilleuses , mais toutes naturelles , & nullement miraculeuses ; & quand les Physiciens auront découvert comment cela se fait mécaniquement , les guérisons subites par la force de l'imagination ne seront plus même merveilleuses pour les Physiciens , mais toujours merveilleuses pour les ignorans.

Nous avions ici il y a quelques années une superstition d'une autre espèce , en ce que tout étoit tromperie & tours de gobelets pour opérer le merveilleux qui paroïssoit aux yeux & aux oreilles ; c'étoit la prétendue obsession de Mademoiselle Testard , jeune fille jolie qui chantoit & qui jouoit à merveilles du clavecin. Aussi Mr. de Burande , qui l'a épousée depuis , n'a pas cru en l'épousant avoir à vivre avec une personne obsédée par un Génie. Le jeu étoit si bien joué la nuit , qu'elle trompa durant

trois

trois mois beaucoup de gens d'esprit qui croyoient la réalité du Génie qui venoit la tourmenter ; on ne fait plus présentement qu'en plaisanter avec eux.

Notre ignorance & nôtre crédulité est bien diminuée depuis cent ans ; mais on s'étonnera dans deux cent ans que nous ayons pû voir à Paris un si grand nombre de gens d'esprit crédules à cet excès.

Il faut que la Philosophie des Orientaux sur la nature, sur les fonctions, sur les inclinations, & sur les amusements des Génies ou des Puissances invisibles, ait une grande proportion avec nôtre imagination ; car encore à l'heure qu'il est rien ne se croit plus aisément, même par gens qui raisonnent, que les histoires d'apparitions, & les autres contes d'Esprits ; notre raison est encore bien foible de ce côté-là contre notre imagination.

Au reste, dans ces sortes d'histoires tout

n'en est pas vrai , ni tout n'en est pas faux ; mais il est difficile de démêler ce qu'il y a de réel & de vrai , qui est tout simple , de ce qui s'y rencontre de faux , qui n'est qu'imaginaire , mais miraculeux.

La difficulté d'expliquer physiquement ces histoires vient des conteurs qui ont mal vu , mais qui ont cru voir. Or si ceux qui sont présens voyent mal , à combien plus forte raison ceux qui racontent d'après les visionnaires sont-ils plus sujets à conter des circonstances qui sont très différentes de ce qu'il y a de réel ; mais elles sont agréables à l'imagination , qui aime surtout le merveilleux.

L'Empereur Charles VI vient de donner au Duc de Lorraine , son neveu à la mode de Bretagne , la Royauté de Hongrie , pour lui faire apprendre les affaires de ce Royaume , & pour accoutumer les Hongrois à lui obéir , & à s'attacher à lui , parce que son dessein est de lui
donner

donner en mariage l'Archiduchesse sa fille aînée ; cela est raisonnable.

Mais ce qui n'est guères sage , c'est de s'imaginer qu'il peut faire présentement des traités solides avec les Anglois , avec les Hollandois , avec la Moscovie , avec la Prusse & tant d'autres , pour être exécutés peut-être dans vingt ans , comme si d'ici à ce tems-là il ne devoit jamais y avoir de guerre , ou de sujets de guerre entr'eux ; comme si leurs intérêts , soit vrais , soit apparens , ne devoient changer en rien d'ici à vingt ans ; comme s'il y avoit punition suffisante & inévitable contre celui qui dans vingt ans ne voudroit pas exécuter ses anciennes promesses ; comme si d'ici à vingt ans il ne devoit pas arriver cent accidens qui donneront des prétextes suffisans pour se dispenser de ses anciens engagements.

Je crois donc que cette Pragmatique Sanction , qui doit opérer dans la suc-

cession de l'Empereur l'entière indivisibilité de ses Etats, & qui est la chimère politique de Zinzendorf qui en est l'inventeur, opérera dans l'Europe, après la mort de l'Empereur sans enfans mâles, des guerres d'autant plus longues que les Parties seront plus égales en forces & en Alliés.

On a beau se tourner & se retourner de tous côtés, il n'y a qu'un seul cas qui puisse maintenir l'Europe en paix; c'est le cas de l'établissement de la Diète Européane, du Tribunal Européan, pour terminer sans guerre les différends d'entre les Souverains d'Europe, comme le Tribunal Germanique termine sans guerre depuis plus de six cent ans les différends entre les Souverains d'Allemagne.

L'Empereur a rendu un décret contre le Duc de Meckelbourg, accusé d'avoir exercé des vexations contre la Noblesse de son pays. Le Duc pourroit bien avoir

tort

tort dans le fonds ; car ordinairement le plus foible ne se plaint pas de son Souverain sans fondement ; mais l'Empereur pourroit bien avoir tort de son côté dans la forme, si c'est à la Diète de l'Empire, & non à l'Empereur ni à la Chambre Aulique, à juger ces fortes de résistances & de plaintes des sujets contre leurs Souverains.

Meckelbourg n'est pas sans fondement, & tous les Souverains & tous les sujets de l'Empire paroissent très intéressés dans cette cause de compétence ; ainsi ce seroit une affaire de la seule compétence de la Diète.

Nous venons d'apprendre la mort de Victor Amédée II qui étoit Roi de Sardaigne & Duc de Savoye, qui avoit imprudemment abdiqué la Couronne en faveur de son fils, & qui a tenté encore plus imprudemment de la remettre sur sa tête malgré le Roi son fils & ses Ministres.

On dit que Charles-Quint se repentit aussi de l'abdication qu'il avoit faite de la Couronne d'Espagne en faveur de Philippe II son fils ; mais son imprudence n'alla pas au point de le porter à tenter de la lui ôter.

Ces fortes de résolutions se prennent dans des attaques de mélancolie, lorsque l'on pense noir & lorsque toute société déplaît ; or ces attaques ont des intervalles dans lesquels l'ame n'est pas si abbatue, si dégoutée des amusemens de la vie & du plaisir de commander & d'arranger soi-même ce que l'on voit avec peine se déranger.

C'est à cause de ces changemens de situation de l'ame, que je crois que dans les attaques de mélancolie il faut bien se garder de prendre des résolutions pour plus d'un jour, ou d'une semaine. Ces maladies ne se guérissent que par des distractions commandées par quelqu'un qui ait autorité sur le malade ; ainsi malheur

heur au malade qui est Roi. Tel est l'effet des maladies que l'on appelle hypochondriaques : il faut que les Médecins du corps soient aussi Médécins de l'ame pour guérir ces fortes de maladies, qui sont des commencemens d'une espèce de folie.

Le vieux Ségrais me dit un jour que la plupart des jeunes gens, filles & garçons, avoient des envies vers dix-sept ans de se faire Religieux ou Religieuses, que c'étoit une attaque de mélancolie; & il appelloit cette maladie la petite vérole de l'esprit, parce que peu s'en sauvent : J'ai eu cette petite vérole, mais je n'en suis point demeuré marqué.

Ces attaques de mélancolie viennent aussi dans d'autres âges, comme la petite vérole corporelle vient quelquefois dans un âge avancé, surtout à ceux qui ne l'ont point eue dans leur enfance.

Le pauvre Roi de Sardaigne devenu dévot, mélancolique, n'a pas eu le bon-

heur que son accès de mélancolie ait toujours duré. Il a eu le malheur dans sa maladie d'avoir eu très mal à propos des intervalles de santé & de raison ; il s'est repenti du parti qu'il avoit pris, & après le mauvais succès de ce repentir, il a pu se repentir une seconde fois d'avoir agi follement en conséquence de son premier repentir.

A N N E E 1733.

Le Roi Auguste Electeur de Saxe mourut le 1 Mars à Varsovie. Il avoit quitté le Luthéranisme & s'étoit fait Catholique dans la vue de devenir Roi de Pologne. Il cherchoit comme les hommes du commun à augmenter sa puissance, & ne savoit pas que la plus grande puissance n'est digne de la recherche d'un grand homme, que lorsqu'il a trouvé les moyens de faire usage de ce plus de pouvoir pour procurer de plus grands avantages soit à ses sujets, soit à ses voisins.

Com-

Comme il n'avoit point pour motif de ses entreprises le motif qui fait le grand homme, c'est-à-dire, de procurer selon ses forces la plus grande utilité publique, il ne faut pas s'étonner, si, quoiqu'il ait été plus puissant que ses prédécesseurs, il soit demeuré si au-dessous du grand homme & même du grand Roi.

Ce n'est pas qu'il n'eût de l'esprit & du courage; mais il n'en fit pas usage pour augmenter le bonheur de ses sujets, & malheureusement pour lui il prit trop de confiance à Flemming, Ministre hardi, entreprenant, plein d'expédients pour réussir à des projets qu'il ne falloit point entreprendre; par exemple, de rompre la paix avec le Roi de Suède en assiégant Riga. Ainsi les expédients de Flemming pour ce projet ne furent que pernicioeux au Règne & à la réputation du Roi Auguste.

Il eut pour vue principale d'assurer sa Couronne à son fils; mais pour y par-

venir il prit le contrepied des mesures qu'il auroit dû prendre. Il suivit les conseils de Flemming, qui alloient à assujettir par crainte & par force la République de Pologne à ses volontés. Au lieu que s'il n'avoit uniquement songé qu'à augmenter doucement les avantages de la République, elle auroit d'elle-même souhaité d'être gouvernée encore par le fils d'un Prince si modéré, si sage & bien-faisant.

Dans un Etat Monarchique les bonnes Loix peuvent se faire & s'exécuter promptement : le Roi n'a besoin pour cela que de deux choses ; la première, des lumières d'un bon Conseil formé pour les différentes affaires, de divers Bureaux composés de membres habiles & vertueux choisis par scrutin ; il est sûr alors de prendre les bons partis dans chaque genre d'affaires ; la seconde, il n'a besoin que de vouloir avec constance l'exécution de ce qu'il a ordonné ; ses
sujets

fu jets n'ont plus à examiner ; ils n'ont plus qu'à obéir.

Mais dans une République comme celle de Pologne, où le Roi n'a pour Conseil dans les choses importantes que des Diètes générales composées d'un nombre prodigieux de Députés peu instruits de la science du Gouvernement, il faut songer aux moyens, non de les faire obéir, mais de les persuader.

Le Roi Auguste auroit dû donc commencer par établir des Professeurs, des Conférences, & des Académies politiques, & bientôt ils auroient tous vû que pour un bon Gouvernement il ne faut point un nombre si prodigieux de Conseillers ou de Nonces ou de Députés, ni qu'il soit établi qu'un seul Nonce qui sera d'avis contraire à tous les autres soit autorisé à rompre, par le cri public d'un *veto* prononcé imprudemment, une Diète où l'on auroit déjà passé plusieurs Réglements salutaires. Encore si la Loi

disoit

disoit qu'il suffisoit que le quart des Nonces ou Députés s'opposât à telle loi, cela pourroit être raisonnable ; mais qu'un seul du nombre de mille suffisoit pour tout rompre, cela est très pernicieux à l'Etat.

Le Roi Auguste avec un Gouvernement modéré, aidé lui-même de Polonois habiles dans le Gouvernement, eût pû trouver les moyens de multiplier les habiles Politiques & les déterminer à révoquer eux-mêmes une Loi si détestable ; mais il faisoit beaucoup de patience, & je doute que ce Prince en eût été capable ; mais du moins il auroit laissé un bon plan à suivre à son successeur, & les Polonois l'eussent volontiers cherché dans son fils.

Le Roi a déclaré la guerre à l'Empereur, pour l'obliger à réparer l'injustice que lui & ses Alliés ont faite à la République & au Roi Stanislas son beau-père. Le Roi d'Espagne & le Roi de Sardaigne lui ont aussi déclaré la guerre.

On

On verra dans le Mémoire suivant les moyens possibles pour rendre la paix à l'Europe & pour la rendre solide.

A N N É E 1734.

J'ai ouï blâmer le subside du dixième en ces termes : *Nous payames le dixième en 1710 à la fin de la Guerre, & aujourd'hui en commençant la guerre, on nous le fait payer ; que fera-t-on vers la fin ?*

Pour moi j'ai répondu que de tous les subsides c'est le mieux proportionné au revenu, & par conséquent le moins onéreux à chaque famille. Il est vrai qu'il est considérable ; mais il vaut mieux pour finir promptement la guerre, la faire d'abord avec supériorité, pour déterminer plus promptement nos ennemis à accepter des propositions raisonnables.

J'ai entendu dire que le Roi Stanislas prévoyant les grandes difficultés, Philosophe, & tout accoutumé à une vie tranquille.

quille, eût pû sans peine abandonner ses espérances, sur-tout si au lieu de dépenser quatre-vingt millions pour lui, nous eussions voulu augmenter sa pension seulement de cinquante ou soixante mille écus ; l'on eût pû facilement appaiser la Reine sa fille, & le Roi son mari, en leur montrant l'impossibilité de résister de si loin à l'Empereur, à la Moscovie & à la Saxe ; & nous aurions ainsi épargné plus de soixante millions par une pension médiocre. Comment cela n'est-il pas arrivé sous un Ministre Général plus oëconome qu'aucun autre que nous ayons jamais eu ?

Ce que je fai, c'est que si Mr. le Duc d'Orléans, Prince très pacifique, & le Cardinal, eussent prévu toutes ces dépenses & tous les autres malheurs de la guerre quoique faite avec supériorité, je jurerois qu'ils auroient voté pour la paix dans le Conseil où la guerre fut résolue ; mais ceux qui opinoient sentoient vivement

le mal présent, & ne voyoient qu'en éloignement la foible représentation de la dixième partie des maux de la guerre.

A quelque chose malheur est bon. Cette grande affaire nous donne du calme sur la petite affaire des Jansénistes & de la Constitution, dans laquelle les Parlements commençoient à prendre parti contre la Cour & contre le Pape. L'affaire s'anéantit peu à peu, & s'anéantira entièrement, si la Cour déclare hautement qu'elle ne veut plus en entendre parler ni en bien ni en mal; & la tranquillité renaitra dans les esprits, quand on n'en parlera plus à la Cour, & quand on pourra faire taire les boutefeux par les exils & par la distribution actuelle & journalière des deux tiers de leur temporel aux pauvres, & lors que l'on ne persécutera plus ceux qui voudront garder patiemment le silence, commandé par la suprême Puissance, qui ne peut être mieux

em-

employée qu'à nous procurer toutes les espèces de tranquillité.

Ce que je désirerois, c'est que le Cardinal de Fleury déclarât que le Roi se rendroit facile à rappeler les exilés, pourvu que des personnes sages & paisibles lui répondissent de leur silence parfait, de leur patience & de la cessation de leur animosité contre leurs ennemis.

Ils ont en Angleterre une méthode, qui, à ce que l'on m'a dit, a du succès. On pardonne aux gens turbulents & inquiets, & on les fait sortir de prison en donnant caution que leur conduite sera patiente & tranquille, & cette caution est d'une somme assez considérable, pour tenir en bride l'inquiet & le turbulent, & pour donner à la caution l'attention nécessaire pour rendre le cautionné patient, tranquille & pacifique. Nous devrions adopter cette méthode & la perfectionner.

Comme l'Empereur a porté ses plus
gran-

grandes forces en Italie pour reconquérir le Milanez, il y a donné deux grandes batailles, où il a plus perdu que nous. La Cour pour avantager les Officiers d'Italie y a fait une promotion de plus que dans nos troupes du Rhin, ce qui a été trouvé fort mauvais par quelques-uns. Pour moi je trouve la conduite de la Cour très raisonnable ; 1^o. parce que là où il y a plus de péril, là il faut plus grande récompense. 2^o. Les Officiers qui ont plus vû de batailles, toutes choses égales, sont supérieurs, & doivent passer devant les autres qui n'ont pour eux que l'ancienneté du tableau, ancienneté souvent très infructueuse pour l'Etat ; mais à dire le vrai, il fera toujours impossible de faire aux Officiers une justice dont ils soient contents, & qui leur donne une grande émulation pour se surpasser les uns les autres en mérite national, si ce n'est par l'établissement du Scrutin perfectionné entre trente pareils.

Cette

Cette année est mort à Turin le Maréchal de Villars à quatre-vingt-deux ans. C'étoit un Capitaine digne d'être mis en balance avec le fameux Prince Eugène : je ne fai qui des deux l'emportoit : ce que je fai , c'est qu'il avoit au plus haut point cette importante qualité de Général que César mettoit au-deffus de toutes les autres , *la célérité*.

C'a été un homme illustre , puisqu'il a procuré à la Nation de grands bienfaits par ses grands talens pour la guerre , & surtout par les suites de la bataille de Dénain. Il ne me fieroit pas à moi son cousin germain d'en dire davantage.

A N N E E 1735.

Les Anglois & les Hollandois , Nations commerçantes & par conséquent pacifiques , désirerent la paix entre l'Empereur & ses Alliés d'une part , & la France & ses Alliés de l'autre ; ainsi ils se sont of-

ferts

ferts aux deux partis pour Médiateurs, & en ont été acceptés.

Il vient de paroître de la part des Médiateurs un plan d'accommodement qui n'a plu à aucun des deux partis, comme c'est l'ordinaire, parce que pour un accommodement il faut que les deux partis cèdent une partie de leurs prétentions, & personne ne veut rien céder.

Il paroît par ce plan que l'Angleterre qui panche pour l'Empereur domine dans la Médiation.

Mais à dire le vrai, ces Nations Médiatrices devroient proposer un plan plus beau & plus solide, ce seroit de se liguier avec plusieurs autres Puissances de l'Europe par la signature des cinq articles fondamentaux de l'établissement de la Diète Européane qui est ci-après.

Cette Ligue composée de l'Angleterre, du Portugal, de la Hollande, du Danemark, de la Suède, des Suisses, des Vénitiens

Vénitiens, déclareroit aux deux partis belligerans, que celui des deux qui refuſera de ſigner ces articles, de ceſſer les hoſtilités & de ſe ſoumettre à ſon jugement arbitral, ſera regardé par elles comme le perturbateur du repos de l'Europe & comme leur ennemi commun ; voila le ſeul parti qu'ils auroient dû prendre, 1°. parce que ſans cet établifſement la guerre recommencera avant trois ou quatre ans, & ce ſeront nouveaux frais & nouveaux embarras pour la faire ceſſer : 2°. parce que par l'effet naturel de la Diète Européane, nulle Puifſance n'auroit à craindre aucune guerre ni civile ni étrangère, & pourroit épargner une dépenſe immenſe & l'employer à des établifſements & à des remboursements très utiles, ce qui ſeroit un équivalent triple & quadruple des prétentions que les Parties Belligérantes auroient cedées pour avoir une paix déformais inaltérable, puis que tous les différends futurs ſeroient

roient toujours à l'avenir terminés sans guerre comme à la Diète Germanique, quoique cette Diète ait beaucoup de défauts que la Diète Européane peut facilement éviter.

ARTICLES FONDAMENTAUX DE LA DIÈTE EUROPEANE.

I.

1°. Il y aura désormais entre les Souverains d'Europe qui auront signé les articles suivans une alliance générale & perpétuelle pour former le Corps Européan.

2°. Pour avoir sûreté parfaite & perpétuelle contre toutes guerres civiles & étrangères.

3°. Pour avoir sûreté parfaite de leur conservation personnelle & de celle de leur postérité sur le Trône contre toutes sortes de conspirations.

4°. Pour avoir sûreté parfaite & perpétuelle de la conservation de leurs Souverains.

verainetés dans leur entier & de leurs droits en l'état qu'ils les possèdent actuellement en suivant les derniers Traités.

5°. Pour avoir une exemption totale de leur dépense militaire extraordinaire dans la guerre actuelle, & plus de moitié de diminution de leur dépense militaire ordinaire en tems de paix.

6°. Pour avoir toujours la même liberté & la même sûreté dans le Commerce de leurs sujets avec les étrangers.

7°. Pour avoir toujours sûreté parfaite de l'exécution entière & perpétuelle de leurs promesses réciproques, tant passées que futures, par la garantie du Corps Européan.

8°. Pour avoir sûreté entière que leurs différends présens & futurs seront toujours terminés sans aucune guerre dans laquelle ils aient à risquer de perdre les grands frais de cette funeste voye & partie de leurs Etats, mais que ces différends

différends seront toujours terminés par voye de justice selon le droit national, sans que les contestans puissent jamais perdre au change que le sujet de leur contestation.

9°. Pour avoir par conséquent, dans l'exemption de ces frais militaires & de ces craintes des malheurs qui suivent les batailles perduës, des équivalens très solides, très présens & très avantageux de toutes leurs prétentions & de toutes les espérances raisonnables des aggrandissemens qu'ils pourroient faire par des conquêtes les uns sur les autres.

NOUVEAU DISCOURS II.

Les membres du Corps Européan pour terminer entr'eux leurs différends présens & à venir, ont donc renoncé & renoncent pour eux & pour leurs successeurs à se servir jamais de la voye funeste & ruineuse des armes, & sont convenus de prendre toujours la voye de conciliation dans la Diète Européane par la média-

tion de quelques Plénipotentiaires des membres du Corps Européan; & en cas que cette médiation ne fuffise pas, ils font convenus de s'en rapporter au jugement des autres Souverains, membres du Corps Européan, qui seront représentés à la Diète Européane par leurs Plénipotentiaires, & à la pluralité des voix pour la provision, & aux trois quarts des voix pour le jugement définitif.

III.

Les dix-neuf plus puissants Souverains de l'Europe seront invités à signer ces cinq articles fondamentaux pour la formation du Corps Européan : savoir,

- 1°. L'Empereur d'Allemagne;
- 2°. Le Roi de France;
- 3°. Le Roi d'Espagne;
- 4°. Le Roi de Portugal;
- 5°. Le Roi d'Angleterre Electeur d'Hanover;
- 6°. La République d'Hollande;
- 7°. Le Roi de Dannemarck;
- 8°.

- 8°. Le Roi de Suède;
- 9°. Le Roi de Pologne Electeur de Saxe;
- 10°. L'Impératrice de Russie;
- 11°. Le Pape;
- 12°. Le Roi de Prusse Electeur de Brandebourg;
- 13°. L'Electeur de Bavière & Associés;
- 14°. L'Electeur Palatin & Associés;
- 15°. Les Suisses & Associés;
- 16°. Les Electeurs Ecclésiastiques, plusieurs Villes Souveraines, & Associés;
- 17°. La République de Venise;
- 18°. Le Roi de Naples & Associés;
- 19°. Le Roi de Sardaigne & Associés.

Ils auront tous chacun une voix pour la décision des différens entre Souverains, & contribueront chacun selon leurs revenus & leurs charges aux dépenses communes pour la subsistance des troupes de l'Alliance générale sur les frontières, & pour les autres charges communes; & cette contribution sera réglée

au Congrès à la pluralité des voix des Alliés pour la provision, & cinq ans après aux trois quarts des voix pour la définitive.

I V.

Si quelqu'un des Membres refusoit d'exécuter le jugement de la grande Alliance, s'il faisoit des préparatifs de guerre, s'il tentoit de faire des négociations contre la République Européane & sans consentement par écrit, elle le regardera comme perturbateur du repos de l'Europe, & agira contre lui offensivement, jusqu'à ce qu'il ait exécuté le jugement, réparé le tort qu'il aura causé, & remboursé les fraix de la guerre à chacun des grands Alliés.

V.

Les Membres du Corps Européan sont convenus que leurs Plénipotentiaires à la pluralité des voix pour la provision, & cinq ans après aux trois quarts des voix pour la définitive, régleront dans la Dié-

te

te perpétuelle Européane tous les articles qu'ils jugeront importans pour procurer à la République Européane & à chacun des membres plus de sûreté contre les accidens de l'avenir, plus de solidité dans l'union, & tous les autres avantages possibles; mais l'on ne pourra jamais rien changer à ces cinq articles fondamentaux sans le consentement unanime de tous les Membres.

Nous venons de voir le Mandement de l'Evêque de St. Papoul du mois de Février; Il déclare à ses Diocésains, qu'étant entré dans la Congrégation de l'Oratoire, il y avoit signé l'appel de la Bulle *Unigenitus* au futur Concile général, que depuis pour devenir Evêque il avoit révoqué son Appel, mais qu'à présent convaincu que cette Bulle n'étoit pas conforme à la saine doctrine, il revoquoit sa révocation, & qu'il en appelloit de nouveau; & en même tems il leur déclare qu'il quitte son Evêché pour se retirer

dans la folitude & y faire pénitence d'avoir ainsi sacrifié la vérité à son ambition.

Cet Evêque s'appelle Ségur , Gentilhomme de Périgord , frère du Maréchal de Camp. Son Evêché vaut près de trente mille livres de rente , & il ne lui reste qu'une petite Abbaye : il n'a qu'environ quarante-trois ans.

Cette action a du grand , puisqu'elle marque un grand courage ; mais je doute que cet Evêque ait de Dieu des idées d'un Etre parfaitement sage & bienfaisant. L'Indien dévot , qui se fait écraser sous les roues du char de la statue de Sommonocodom pour plaire à son Dieu , fait une action qui a du grand ; elle ne peut se faire sans un grand courage ; mais en est-elle plus raisonnable , plus vertueuse & plus digne de louange ?

Je vois avec plaisir que le Conseil continue à travailler dans un Bureau particulier chez Mr. le Chancelier sur le projet

jet de former un Code du Droit François qui soit exécuté avec uniformité dans toutes les Provinces de France. Il a déjà paru une Ordonnance fort ample sur les donations entre vifs du mois de Février 1731. On vient de faire l'Ordonnance sur les Testamens du mois d'Août de cette année 1735. Ces deux Ordonnances ne font que la vingt-quatrième partie de tout l'ouvrage, de sorte que par le tems qu'elles ont été à se former, on peut juger que la première ébauche du Droit François sera finie dans quarante ou cinquante ans. Si je l'appelle première ébauche, c'est que de vingt en vingt ans elle se perfectionnera par les expériences & par les observations des Juges & des Jurisconsultes qui pourront être envoyées au Bureau de Législation tous les cinq ans par chaque Parlement.

Sur la fin de cette année, nous avons appris avec beaucoup de surprise & avec

beaucoup de joye que les principaux articles de la paix ont été signés dans le mois d'Octobre à Vienne entre l'Empereur & le Roi, avec suspension d'hostilité, jusqu'à-ce que nos Alliés ayent accepté les conditions qui les regardent : cette négociation a été secrette.

Il y a un article très important pour la France, c'est l'union de la Lorraine avec la Couronne de France après la mort du Roi Stanislas. Alors le Duc de Lorraine en échange de la Lorraine aura le Grand Duché de Toscane.

OBSERVATIONS POUR PERFECTIONNER L'ETABLISSEMENT COMMENCE' PAR MR. L'ABBE' DE PONT-BRIANT.

AVERTISSEMENT.

Novembre 1735.

Mr. l'Abbé de Pont-briant m'a envoyé cette année un petit imprimé par le

4 m M

quel

quel il paroît qu'il a commencé un petit établissement pour instruire cinq ou six cent petits Savoyards qui sont dans Paris, qui servent à ramoner les cheminées, qui décrotent & qui font d'autres petites commissions : voici les pensées qui me sont venues sur ce sujet.

S'il est vrai que les deux points essentiels de la Religion Chrétienne soient, premièrement l'observation de la justice, chacun dans sa condition, de peur de déplaire à Dieu & d'être condamné à l'Enfer; secondement la pratique de la bienfaisance pour lui plaire & pour en obtenir le Paradis, suivant ces paroles citées deux fois dans S. Matthieu; car voilà en quoi consistent la Loi & les Prophètes : *Hac est enim lex & Prophetæ. 7. 12. & in his duobus mandatis pendet universa lex & Prophetæ. 22. 40.* il s'ensuit que nos Catéchismes pourroient être beaucoup perfectionnés du côté de la Morale pratique.

Il faudroit donc 1°. enseigner à chacun de ces Savoyards quelles sont les actions d'injustice & de bienfaisance les plus ordinaires de leur condition, & les joindre toujours aux deux grands motifs de grande crainte de l'Enfer & de grande espérance du Paradis.

Il faudroit 2°. enseigner les moyens de contracter une habitude religieuse, en repétant plusieurs fois par jour ces deux exclamations Chrétiennes dans les douleurs : *O que j'aurois à souffrir en Enfer, si je mourois plus injuste que bienfaisant !* Et dans les plaisirs : *O que j'aurois de grands plaisirs & d'une longue durée en Paradis, si je mourois plus bienfaisant qu'injuste !*

Il faudroit 3°. faire pour les Savoyards un Catéchisme des différentes injustices petites & grandes dont ils sont capables, selon leur âge, leurs occupations, & leurs services, de peur de déplaire à Dieu, selon ce précepte : *Ne faites point contre un au-*

tre ce que vous ne voudriez pas qu'il fit contre vous. Rendez tout ce que vous devez ; Ne demandez rien de plus qu'il ne vous est dû ; Ne soyez point ingrat : Rendez par reconnoissance les services que vous pourrez.

Il faudroit 4^e. faire pour eux un Catéchisme des différentes bienfaifances petites & grandes dont ils font capables , & sur-tout pardonner les injures , souffrir patiemment de fes camarades & des autres , rendre plus de services qu'ils ne doivent , n'exiger pas tout ce que l'on leur doit.

Conclusion.

Il est vraisemblable que si l'instruction imprimée de Mr. l'Abbé de Pont-briant se tournoit davantage du côté de l'observation de la justice & de la pratique de la bienfaifance , le Gouvernement se trouveroit beaucoup plus porté à favoriser ce pieux établissement.

Le Roi a envoyé des Académiciens, les uns au Pérou, les autres en Laponie, pour mesurer exactement combien de lieues de vingt-cinq au degré contient un degré, soit du Nord au Sud, soit de l'Est à l'Ouest; & cela dans le dessein de perfectionner les cartes de Géographie.

On dit que cette entreprise coutera à l'Etat plus de cent mille onces d'argent, ou plus de six cent mille livres. Je l'approuverois fort si je pouvois croire que cette utilité Géographique qu'en tirera la France est plus grande que si cette somme avoit été employée à paver de mauvais chemins fort fréquentés & à faire quelque autre ouvrage plus utile.

C'est ce qui m'a tant fait regretter les trois millions d'onces d'argent employés aux travaux de Maintenon, & les huit millions d'onces d'argent employés aux bâtimens de Versailles, & les deux cent millions.

millions d'onces d'argent employés par le feu Roi en guerres qui n'ont servi qu'à appauvrir ses voisins, en appauvrissant ses sujets.

Voilà quels sont les Rois que d'hardis flatteurs proposent pour modèles de Rois bienfaisans.

A N N E'E 1736.

On a mis depuis peu de jours le Dauphin entre les mains d'un Gouverneur & d'un Précepteur, selon la méthode ancienne, comme si elle étoit la meilleure.

Le but principal d'une bonne éducation devoit être de fortifier davantage l'esprit du Dauphin dans les habitudes à pratiquer la justice & la bienfaisance, qu'à fortifier les habitudes pour multiplier les connoissances & pour s'en souvenir.

Il est vrai qu'une bonne éducation embrasse les deux objets ; mais comme
une

une grande justice & une grande bien-faisance jointes à de médiocres connoissances sont beaucoup plus aimables & plus utiles pour soi & pour les autres qu'une grande habitude de connoissances avec une vertu médiocre, c'est-à-dire, avec des vices mêlés de vertus, il seroit raisonnable que de six heures d'éducation on en destinât quatre pour les habitudes aux vertus, & deux pour les connoissances : or dans l'éducation d'aujourd'hui, à peine destine-t-on une demi-heure à faire estimer, aimer & pratiquer ces deux vertus, & à leur mettre devant les yeux les deux grands motifs de ces deux vertus, la crainte de l'Enfer & l'espérance du bonheur de la vie future, & même le plus grand bonheur de la vie présente.

Aussi n'est-il pas étonnant qu'avec une si mauvaise éducation de nos pères, nous trouvions en entrant dans le monde tant d'estime pour ceux qui se distinguent

guent en connoissances curieuses, & si peu d'estime pour ceux qui sont les plus justes & les plus bienfaisants.

On nous laisse dans la première jeunesse estimer le crédit, les richesses, la puissance, sans nous montrer que ces qualités ne sont estimables & louables que par le bon usage que l'on en fait, en observant la justice & en pratiquant la bienfaisance.

Aussi l'émulation la plus commune n'est pas comme celle de Caton, à qui *deviendra le plus vertueux*, mais à qui *deviendra le plus puissant*, le plus accrédité & le plus riche, soit par les talens, soit par les fourberies, les basses flatteries & les calomnies.

Ce défaut dans notre éducation commune est d'autant plus grand, que dans l'éducation du Dauphin, il s'agit de l'éducation de celui dont la conduite sera comme le modèle de la conduite de ses sujets.

La

La déclaration du 3^e. Avril de cette année qui oblige toutes les Communautés à ferrer du bled dans leurs greniers pour trois ans, est bonne & utile, en ce qu'elle diminue suffisamment la crainte mal fondée que l'on peut avoir de la famine, parce que la seule crainte sans fondement peut faire augmenter le prix excessivement, ce qui fait la famine, & parce que cette espèce de magasin peut donner le tems d'en faire venir des Provinces abondantes & de l'étranger.

Mais pour bannir cette crainte, il faut que l'on ne puisse pas douter dans le Public que la Loi soit observée par les Communautés; or je ne vois pas que par la déclaration le Conseil ait assez pourvû à cette opinion sur l'observation; & à dire la vérité je crois que Paris devoit prendre la méthode de Strasbourg, où le prix du pain n'est jamais excessif.

La

La Déclaration du 3^e. Avril marque un défaut dans notre Police de Paris, c'est qu'elle est partagée en deux, entre le Lieutenant de Police & le Prévôt des Marchands, qui ont chacun leurs Officiers de Justice. Il ne faudroit qu'un seul Tribunal & un seul Président ou Magistrat de Police ; mais il seroit à propos de distinguer les affaires de Police entre particuliers qui seroient jugés par les Officiers, sauf l'appel au Parlement, & les affaires de Police générale qui regardent les approvisionnemens, la commodité, la sureté des habitans, & les ordonnances sur ces sujets ; or cette Police générale de la Capitale devroit se régler uniquement par le Conseil du Roi ; & le Magistrat de Police générale ne devroit point dépendre du Parlement, mais rendre compte de la Capitale immédiatement au Roi ou au Premier Ministre comme un Secrétaire d'état, en recevoir les ordres & les faire exécuter. Il devroit

même

même avoir l'autorité du Gouverneur de Paris, qui est une place sans fonction, qui devrait être supprimée & réunie au Roi.

Il manque à cette Déclaration des amendes contre les contrevenants & des récompenses pour les obéissans; le tiers des amendes au profit des observateurs de la Loi, les deux tiers au profit de celui qui fait la visite.

Il y a deux inconvénients sur le bled; quand il y en a trop dans le Royaume, il se vend à trop bon marché, les Fermiers payent mal leurs fermes, les taillables payent mal leurs tailles, les laboureurs se découragent, ils sèment autre chose que du bled, & l'année suivante il y a trop peu de bleds; & si la moisson a été mauvaise, il y a famine.

Le remède c'est de donner permission d'en faire sortir du Royaume, quand le quintal est dans les ports ou villes frontié-

res au-dessous du prix commun & ordinaire, c'est-à-dire au-dessous de six livres tournois ou d'une once d'argent à onze parties de fin argent. Il sera facile à chaque Intendant de composer tous les ans ce prix commun ordinaire du prix commun des dix dernières années, de défendre le transport à l'étranger, dès que le prix du quintal passera ce prix commun & ordinaire, & de donner la permission d'en transporter à l'étranger quand le quintal est au-dessous de six livres.

Il y auroit encore un moyen plus sûr, ce seroit de connoître par les Curés le nombre des habitans & le nombre des gerbes & des quintaux de bled. J'en ai parlé ailleurs, & l'on pourroit se servir de ces deux moyens pour savoir quand il faut défendre ou permettre le transport de bleds hors du Royaume, & d'en défendre la sortie quand il est à un certain prix trop haut le quintal,

ce

ce qui est la méthode d'Angleterre. Ainsi ce feroit à chaque Intendant à faire ces défenses.

Thamas-Kouli-Kan Général des Persans, a fait égorger son Roi & les Princes du Sang. Il se fait appeller Schack-Nadir, Roi excellent. On n'a point à craindre pareille aventure pour aucun Souverain d'Allemagne, à cause de l'autorité & de la supériorité de force de la Diète Germanique qui feroit punir de mort l'usurpateur.

Nous avons vû cette année & les années passées des Ministres déplacés mourir peu à peu d'obstructions dans le foye que caufoit le chagrin de se voir sans la considération que donne la place, c'est qu'ils n'avoient pas l'ambition de surpasser leurs pareils en talens utiles & en bienfaisance publique, mais seulement de les surpasser en crédit, en pouvoir, sans se foucher de faire un bon usage pour le public de ce pouvoir. Ils préféroient

féroient la gloriole à la vraie gloire ; ainsi je ne les plains pas, & le public ne les regrette pas.

Nous avons fait cette année une faute sur Avignon ; nous pouvions stipuler avec l'Empereur & le Duc de Lorraine, que l'on détacheroit du Grand Duché un petit canton attenant au Patrimoine de St. Pierre d'environ cent mille écus de rente en faveur du Pape, qui nous auroit volontiers cédé Avignon, dont il ne tire rien, & qui nous auroit rapporté plus de cinq cent mille livres par an.

S'il est vrai ce que l'on dit, qu'au Congrès de Soissons Zinzendorf Premier Ministre de l'Empereur nous ait proposé la Lorraine pour nous engager à signer le traité d'accession à la garantie de l'indivisibilité des Etats de l'Empereur, nous avons fait par nôtre faute une perte de plus de cent millions employés à la dernière guerre, & plus de cinquante mille hom-

hommes, puisque nous sommes revenus à signer cette accession, moyennant la cession qui nous a été faite de la Lorraine; car nous n'aurions point eu de guerre pour la Pologne.

A la fin de cette année 1736 le dixième que voila supprimé a été levé trois ans; il a produit environ quatre millions cinq cent mille onces d'argent par an.

La méthode qu'on a suivie pour lever ce subside a été semblable à la précédente, & a bien fait crier, parce qu'elle n'a pas été proportionnée pour tout le monde.

Si d'un côté le subside n'avoit été qu'au quinzième, & si de l'autre les déclarations des imposables avoient toujours été véritables, le subside auroit monté plus haut, & auroit fait moins crier, parce que personne n'eût eu sujet de se plaindre d'aucune injustice.

Si l'on vouloit dans une autre occasion

fon tirer la même somme de quatre millions cinq cent mille onces d'argent par an, il faudroit se servir des dernières taxes pour favoir ce qu'une Compagnie de cinquante ou de cent familles nobles d'une Election avoient payé en 1736, & leur demander à tous pareille somme, à charge de la répartir entr'elles suivant leurs déclarations faites sur un même modèle, en déduisant le dixième pour les réparations des Fermes, & le tiers pour celles des moulins, & à condition que ceux qui déclareroient faux d'un dixième payeroient le quadruple, moitié au profit de la Compagnie, moitié au profit des Collecteurs, qui auroient un fol pour livre de leur recepte, & ce fol seroit payé au-delà du subside.

A l'égard des Villes, il n'y auroit qu'à augmenter le produit des entrées d'un dixième.

A l'égard des taillables, comme la méthode de la taille tarifée seroit alors établie,

blie, il n'y auroit qu'à fuivre leurs dé-
clarations sur leur revenu.

ANNÉE 1737.

Nous avons vu dans le mois de Fé-
vrier la disgrâce de Mr. Chauvelin Gar-
de des Sceaux & Secrétaire d'Etat des Af-
faires étrangères : il paroissoit dans les
premières années de son Ministère desti-
né par le Cardinal de Fleury Ministre
Général à lui succéder dans ce premier
poste. Ses ennemis avouent qu'il a beau-
coup d'esprit & qu'il est très laborieux.
Son tort à l'égard du Cardinal, c'est d'a-
voir voulu voler de ses propres ailes &
de ne s'être pas contenté d'exécuter.

L'Ambassadeur d'Angleterre & l'Amba-
assadeur d'Hollande, gens pacifiques,
l'ont accusé d'avoir adopté la détestable
maxime du Cardinal de Richelieu & du
Cardinal Mazarin, c'est que le Ministre
Général pour se soutenir contre ses envieux
& contre ses calomniateurs, devoit faire

naitre

maître des guerres, & les faire durer, pour se rendre plus nécessaire.

Mais ils ne l'en ont pas convaincu. J'ai oui dire au contraire qu'il se proposoit, après la mort ou la retraite du Cardinal, de faire agréer l'établissement de la Diète Européane, pour terminer sans guerre les petits différends à venir, par le jugement des Souverains, à la pluralité des voix pour la provision, & aux trois quarts pour la définitive; & effectivement cette entreprise est si belle, si grande, si importante, si difficile, que le Ministre laborieux, plein d'expédiens, qui l'entreprendroit, deviendrait par cette seule entreprise nécessaire au Roi & au Royaume.

Les Bénédictins de la Congrégation de St. Maur ont perdu Don Dupré leur Général; ils ont élu Don Lanneau.

Je ne sais pourquoi, riches comme ils sont, ils ne songent pas à devenir plus considérés dans l'Etat, en devenant plus uti-

les à la nation , en perfectionnant leurs Colléges & en les multipliant. Je ne fais pas de ce côté-là , afin d'entretenir encore plus l'émulation entr'eux & les Jésuites à qui réussiroit le mieux dans l'éducation de la jeunesse , surtout du côté des habitudes les plus importantes au bonheur de la vie présente & de la seconde vie , c'est-à-dire , aux pratiques des diverses parties de la justice & de la bienfaisance.

D'où vient que nos connoissances ont bien plus fait de progrès que nos vertus ? D'où vient que le monde est bien plus peuplé de gens distingués par leur esprit que de gens distingués par leur vertu ? n'en cherchez point d'autre raison , c'est que nôtre éducation est encore aujourd'hui beaucoup plus tournée vers la distinction qu'apporte l'esprit supérieur que vers la distinction qu'apporte la vertu supérieure.

D'où vient que dans les Monastères

on

on fait autant & plus de cas des prières & des autres petites dévotions extérieures que du pardon des injures, des prévenances de politesse & des pratiques des différentes parties de la justice & de la bienfaisance, pour imiter l'Etre parfait, pour lui plaire & pour en obtenir le Paradis ? N'en cherchez point d'autre raison que dans les défauts qui sont dans l'éducation que nous avons prise dans nos Colléges.

D'un côté changez peu à peu cette éducation en Europe, & de l'autre établissez la méthode du scrutin perfectionné dans les emplois publics, & vous changerez en peu de tems la face de la terre, & d'une habitation peu heureuse où règne l'injustice, vous en ferez une habitation passagère de justes & de bienfaisans, incomparablement plus heureuse qu'elle n'est aujourd'hui, & peuplée de Saints qui jouiront d'une félicité éternelle. On porte dans la première jeunesse une grande par-

tie des opinions & des habitudes de l'enfance, & l'on porte dans la maturité de l'âge une partie des opinions & des habitudes de la jeunesse.

Les Chambres du Parlement ont une dispute avec le Premier Président Pelletier. Les huit Chambres du Parlement prétendent qu'elles peuvent s'assembler sur les affaires générales du Parlement sans la convocation du Premier Président, qu'elles peuvent proposer la matière de la délibération & délibérer en présence du Premier Président, quoiqu'il ne veuille pas la proposer, & recueillir les voix pour la résolution. Le Premier Président soutient le contraire.

Le Premier Président dit pour ses raisons, qu'il est l'homme du Roi, comme l'homme du Parlement, qu'il doit son attention & à l'un & à l'autre, qu'il ne doit ni convoquer le Parlement pour les affaires qui regardent le Conseil du Roi ni permettre qu'il y soit rien proposé
con-

contre la volonté du Roi , & que sur les matières dont le Roi veut se réserver la connoissance , il peut ne pas convoquer l'Assemblée des Chambres , sans avoir consulté le Ministère , pour savoir si le Roi veut ou ne veut pas s'en réserver la connoissance ; & je crois que de ce côté-là il a raison.

Est-ce donc leur faire une injure , si en certaines rencontres le Premier Président , avant que de proposer un sujet douteux de délibération , veut savoir du Roi s'il assemblera les Chambres sur un tel sujet , & effectivement il s'est trouvé que l'affaire particulière qui a fait naître la question générale a été évoquée & jugée par le Conseil.

Cependant il y a quinze jours que les huit Chambres ne travaillent point à décider les affaires des Particuliers des Provinces qui sont ici & qui dépensent inutilement leur argent en attendant leur réconciliation. Est-il juste que le Public

souffre de pareilles disputes si peu utiles au bien public ?

Enfin voici l'arrêté qui a terminé cette affaire.

Arrêté du Parlement du 7^e. Mars 1737.

La Cour délibérant sur ce qui s'est passé le 15^e. Février & jours suivans , a arrêté qu'elle continuera à observer ses anciens usages , maximes & disciplines qui lui sont propres , & notamment en ce qui concerne le droit & liberté de délibérer qu'elle a toujours eu.

Le lendemain les Chambres recommencerent à travailler aux procès entre les particuliers ; sur quoi on a dit , *parturiens montes* ; aussi les deux parties prétendent avoir gagné leur procès , parce qu'il n'y a rien de décidé.

On dit que le Ministère par le conseil du Chancelier Daguesseau avoit fait entendre aux Chambres , que si elles ne s'accommodoient avec le Premier Président , & que la contestation revint à juger

ger au Roi, il décideroit en faveur du Premier Président.

Il y avoit encore cette année une assez grande fermentation dans les esprits des Théologiens, qui se communiquoit aux autres sujets, dont la plupart étoient assez fots pour prendre parti, & pour haïr & persécuter en différentes manières le parti opposé; & je mettrai à cette occasion la relation de ce qui m'arriva il y a huit jours.

Un Docteur de Sorbonne, exilé comme Moliniste persécuteur qui cherche à faire un schisme dans l'Eglise de France, fit imprimer en 1736 deux nouvelles lettres pour montrer que tous les Catholiques devoient traiter d'excommuniés & éviter comme pestiférés, soit dans les Eglises, soit ailleurs, tous ceux qui sont ou qu'ils croient Jansénistes & opposans à la Constitution *Unigenitus*. On ne fait pour quelle raison il mit dans le titre de ces lettres qu'elles étoient écrites par

Mr. l'Abbé de *Saint Pierre* : Je ne devine point pourquoi il a ainsi employé mon nom.

C'est un de ces fanatiques, qu'on peut appeller boutefeux, qui voudroient exterminer par un beau zèle tous ceux qui n'ont pas le bonheur de penser précisément & en tout comme eux. Je crois au contraire que rien n'est si recommandé aux hommes par la Religion que l'observation de la justice & la pratique de la bienfaisance les uns envers les autres, pour plaire à Dieu & pour en obtenir le Paradis ; je soutiens par conséquent que non seulement nous devons avoir de la patience & de l'indulgence pour ceux que nous croyons dans l'erreur, mais que nous devons même leur procurer du bien & les traiter comme nous voudrions en être traités, s'ils étoient les plus forts ; ainsi je me suis fort défendu d'avoir eu aucune part à de si injustes écrits.

Cepen-

Cependant un Religieux , homme d'esprit , mais dans cette erreur qu'il faut pratiquer la persécution par zèle pour la vérité , me fit l'autre jour compliment sur la manière éloquente & savante dont ces deux Lettres sont écrites : *Mon Père* , lui répondis-je , j'aime sur toutes choses la paix & la tranquillité dans l'Etat & dans l'Eglise ; ainsi je suis très éloigné de l'opinion de celui qui a écrit ces Lettres persécutantes & séditieuses ; je suis à la vérité de l'opinion de Molina sur la liberté , mais non pas Moliniste ; c'est un terme de parti persécutant ; or la bienfaisance ne permet jamais d'être d'aucun parti persécutant , elle qui ne vise au contraire qu'à l'union & à la concorde.

Mais , Monsieur , me dit le Religieux fort étonné , vous ne vous souciez donc pas de sauver la vérité des artifices de l'erreur ? Non , mon Père , lui dis-je ; Quand pour soutenir la vérité on est forcé de perdre la charité bienfaisante envers ceux qui pren-

nent l'erreur pour la vérité, c'est que la vérité ne se noye jamais ; on a beau la plonger, elle surnage, elle revient toujours sur l'eau : l'homme qui ne la connoît point aujourd'hui la connoîtra demain ; au lieu que la charité bienfaisante se perd toujours par les marques de mépris & de haine, & par les persécutions mutuelles & injustes qu'inspire toujours l'esprit de parti persécutant, surtout à ceux qui se piquent de paroître fort zélés pour leur parti.

Les erreurs de nôtre prochain, ajoutai-je, sont des défauts, mais ils sont involontaires, car nul ne veut être trompé ; ainsi ces erreurs involontaires sont excusables, & lorsqu'elles ne sont point contraires à la pratique de la charité bienfaisante, elles ne font jamais aucun mal à la société, au lieu que les persécutions sont toujours volontaires ; car qui persécute veut persécuter ; ainsi elles sont toujours inexcusables, elles sont toujours injustes ; car n'est-ce pas faire contre les autres ce que vous ne voudriez pas qu'ils

qu'ils

qu'ils fissent contre vous ? Ainsi rien n'est plus opposé à toute société & à toute charité bienfaisante que la haine , l'intolérance & la persécution réciproque qui se trouve dans les differents partis : & puis je le quittai.

Depuis l'exil du Garde des Sceaux on a beaucoup parlé de différentes personnes sur qui tomberoit le choix du Cardinal pour lui succéder ; mais à dire le vrai, je ne connois personne en qui le Roi ait assez de confiance que le Duc d'Orléans , le parent le plus proche du Dauphin ; c'est qu'il a beaucoup de Religion, exclud toute injustice & recommande la bienfaisance ; mais il y a un grand obstacle , c'est que par cette Religion mal-entendue il craindroit de se charger du Gouvernement , par les mêmes raisons que quelques Saints anciens refusoient d'abord par la Religion mal-entendue de se charger des places d'Evêques. Cependant le Cardinal qui est né en 1653 , & qui a

quatre-vingt-quatre ans , songe avec raison à se donner un successeur qui ait toujours comme lui la plus grande utilité publique pour but principal ; il devoit le proposer au Roi , afin qu'il s'y préparât de loin. Je ne lui demande que le désir de bien gouverner , & par conséquent de n'écouter dans les affaires du Gouvernement que l'avis des Bureaux du Conseil du Roi.

En général j'aime mieux pour Ministre-Général un homme de bien distingué par sa justice & par sa bienfaisance , qu'un grand génie avec peu de vertu ; c'est que les lumières peuvent se suppléer par les gens habiles en chaque matière , qui ne seront pas rares quand l'Académie Politique & la méthode du Scrutin seront établies , & qui ne sont pas même rares aujourd'hui dans le Conseil ; mais la probité , la droiture des intentions vers la plus grande utilité publique , quand elles ne se trouvent pas dans

dans celui qui gouverne, ne sauroient se suppléer par la droiture & par la vertu des autres.

Nous voyons la preuve de cette opinion dans le caractère du Cardinal de Fleury, qui a beaucoup plus de probité & de droiture que de lumières politiques ; tout le monde souhaite la durée de son Ministère , & avec raison ; c'est que les lumières , quand elles ne sont pas dirigées par la justice & par la bienfaisance , sont fort nuisibles à l'augmentation du bonheur des sujets & des voisins.

J'ai vû avec plaisir une déclaration du 16 Avril de cette année, pour établir à l'Hopital de la Salpêtrière un grenier qui contiendra au moins dix mille muids de bled , pour l'approvisionnement de Paris ; c'est cent vingt mille septiers ; or un septier qui pèse deux - cent quarante livres suffit pour la nourriture d'un homme par an ; c'est pour nourrir cent
vingt

vingt mille habitans durant douze mois , ou pour en nourrir huit cent mille durant près de deux mois , espace de tems qui ne suffit pas pour en faire venir par mer des Pays étrangers ; mais apparemment que l'on en bâtitra encore un autre à l'imitation de celui de Strasbourg , où est , je crois , la meilleure police pour le bled quant à présent.

Dans le commencement du mois d'Août, un Conseiller de la seconde des Enquêtes de Paris , nommé Carré de Montgeron , fortement persuadé des guérisons miraculeuses faites par l'intercession du feu Diacre Paris qui avoit appelé au futur Concile de la Bulle *Unigenitus* comme remplie d'erreurs , avoit fait un Livre pour faire connoître la réalité de ces miracles, & pour en conclure , dit-on , que l'appel du Sieur Paris étoit bien fondé.

Comme si Dieu ne pouvoit pas aussi facilement , sans équivoque & avec plus de succès , faire par miracle descendre quelques

ques papiers du Ciel en présence d'un grand Peuple, pour nous instruire de plusieurs vérités, si outre la pratique de la charité bienfaisante, la connoissance en étoit nécessaire au salut, au lieu que les guérisons sont toujours des miracles équivoques, & fondées en partie sur des relations très fautives.

Comme ce bon homme croyoit que les Ministres trompoient le Roi dans cette affaire, il fut assez fanatique & assez mal avisé pour aller il y a huit jours en présenter un exemplaire au Roi à Versailles, en lui disant & en lui écrivant dans son Epître dédicatoire que ses Ministres le trompoient. Le Roi l'a fait mener à la Bastille en prison, & de là à Viviers en Languedoc.

Il paroît que le fanatisme de ce Conseiller devoit à la vérité être puni comme d'un manque de respect au Roi & au Gouvernement, & même comme d'une démarche qui tend à réveiller des disputes

putes qui commençoient à s'affoupir & à se calmer ; mais au lieu de la prison de la Bastille, j'aurois opiné qu'on l'eût fait conduire aux petites maisons, avec ordre de le bien nourrir, & de l'y tenir jusqu'à nouvel ordre, & puis ailleurs, *jusqu'à ce que l'on pût juger par l'aveu de son imprudence que sa raison lui fût revenue*, c'est-à-dire, jusqu'à ce qu'il eût reconnu son imprudence d'avoir agi comme infallible ou comme un homme envoyé de Dieu.

C'est qu'il est à propos de ne pas traiter ces sortes de folies sérieusement par des punitions sérieuses, mais par des punitions de mépris. Il seroit même à souhaiter que cette sorte de punition de mépris public fût plus souvent employée dans un grand Royaume pour des fautes semblables, qui sont plutôt des accès de folie de gens de bien que de véritables crimes de scélérats.

C'est en ce sens qu'il est vrai que les
mépris

mépris & le ridicule que l'on fait jetter sur ces sortes d'extravagances , sont beaucoup plus propres à les faire éviter que des punitions sérieuses.

Il paroît même un peu injuste de traiter comme criminel un Homme juste & bienfaisant qui fait réellement le mal en tâchant de faire le bien.

Mais il est à propos qu'il apprenne par la prison que c'est un mal punissable que de faire quelque chose qui peut troubler le calme & la tranquillité de la société , & de se donner pour Prophète ou inspiré du Ciel , surtout lorsque les Ministres de l'Etat savent que les erreurs étant des défauts très involontaires ne sont pas des défauts plus punissables que d'être aveugle ou sourd , ou boiteux par accident.

Sub Deo justo miser esse quisquam nisi mereatur potest , dit St. Augustin : *Sous un Dieu juste , nul ne doit souffrir , s'il ne le mérite.* Or les foux , les fanatiques

ques gens de bien , ne font pas criminels ; mais ils méritent d'être traités comme les foux.

L'Etat devroit bâtir aux petites maisons des loges pour les Théologiens fanatiques & intolérans qui feroient des Ecrits tendants à troubler la tranquillité publique. On verroit que les marques de mépris auroient plus de succès que des punitions sérieuses.

Ridiculum acri

Fortius ac melius fatuas plerumque secat res.

Il feroit même à propos de jouer ces espèces de foux & de folies sur nos différens Théâtres , & surtout à la Foire pour le Peuple ; d'en récompenser les Poètes & les Acteurs , & ne demander aux Spectateurs que la moitié du prix de l'entrée.

Représenter les mauvais raisonnemens de ces fanatiques , c'est assez pour les rendre méprisables & ridicules.

Ce 4^e Décembre Mr. le Comte de

Tou-

Toulouse fils légitimé du feu Roi Louis XIV vient de mourir il y a deux jours, fort regretté & fort aimé de tout le monde; c'est qu'il étoit très-juste & très-bien-faisant, & mon opinion est qu'il jouit des plaisirs éternels du Paradis.

J'ai appris aujourd'hui un mot du Roi, qui marque sa bienfaisance envers ses pauvres sujets; quand il apprit il y a deux mois la mort du dernier Grand Duc de Toscane, & que par cette mort il seroit déchargé de trois millions qu'il devoit payer au Duc de Lorraine, jusqu'à ce qu'il fût en possession de la Toscane; *Ces trois millions*, dit-il, *me viennent fort à propos pour diminuer les Tailles, & surtout pour soulager les paroisses qui ont été grêlées cette année: & les Tailles ont été effectivement diminuées de trois millions.*

A N N É E 1738.

13. *Février.*

J'ai atteint aujourd'hui la quatre-vingtième année de mon âge , & avec de la santé ; si la vie est une lotterie pour le bonheur , il se trouvera qu'à tout prendre il m'est échû un des meilleurs lots, que je ne changerois pas contre un autre , & il me reste une grande espérance du bonheur éternel.

J'ai appris qu'il court plusieurs chansons satyriques contre des personnes considérables de l'un & de l'autre sexe , & même des lettres anonymes pour décrier la conduite de quelques Dames de la Cour & de la Ville.

Du 30. Mars.

On me dit hier qu'on nommoit quatre jeunes gens pour Auteurs de ces chansons & de ces Lettres anonymes. On s'en est plaint au Roi , qui a d'abord jugé qu'il

qu'il falloit les casser , leur ôter leurs Emplois & les exiler ; mais le Cardinal de Fleury , par considération pour leur parenté & pour leur jeunesse , a fait sagement modérer la punition à une sorte d'exil , & d'ailleurs leur crime n'étoit pas assez constaté.

Je suis persuadé qu'il est de la bonne police d'exiler pour un an au moins les Poètes & les Ecrivains satyriques *soupçonnés fortement* de pareilles satyres , & que le Roi devoit même en faire un Edit , afin que les Parlemens pussent faire exécuter cette Loi.

Je comprends qu'en pareil cas l'innocent peut être exilé pour le coupable ; mais cette peine que l'innocent souffrira l'obligera lui & ses amis à découvrir le coupable pour faire plus tôt finir son exil ; & puis cette peine marquera toujours la grande aversion du Législateur pour la satyre , & pourra bannir entièrement ce malheur de la société à peu de frais.

La

La Loi ordonnera même que si le crime de satyre est suffisamment prouvé, le coupable sera condamné à une prison de cinq ans.

J'appelle satyre tout ce qui est écrit contre l'honneur des hommes & des femmes, soit en ironique, soit en sérieux, soit en prose, soit en vers.

Je ne nomme point les quatre exilés, parce qu'ils sont jeunes, & qu'ils peuvent un jour employer leur esprit, non à faire contre un autre ce qu'ils ne voudroient pas qu'on fit centr'eux, mais à faire un jour pour les autres tout ce qu'ils voudroient qu'on fit pour eux.

Ils seront dans dix ans fort honteux d'avoir été mauvais Citoyens; c'est être malhonnête homme, c'est-à-dire fort injuste. Il y a dans leur conduite autant d'étourderie & d'ignorance que de méchanceté & d'injustice; ils se repentiront d'avoir été injustes.

Avril

Avril.

On m'a dit aujourd'hui une chose que je n'eusse pas crû, c'est que le Cardinal de Fleury pour conserver son grand crédit ne veut point que pendant sa maladie les Ministres finissent les affaires avec le Roi, parce qu'elles feroient peut-être un peu moins bien réglées qu'elles ne le feront en sa présence; j'avois pensé jusqu'ici le contraire, & qu'il seroit bien aisé que le Roi s'accoutumât un peu à gouverner lui seul, quoique moins prudemment sans secours; car il seroit à souhaiter qu'un Roi voulût prendre la peine de gouverner lui-même à vingt-huit ans.

Je crois cependant le Cardinal de Fleury plus estimable que Richelieu du côté de la vertu, mais plus petit du côté des lumières sur le Gouvernement de l'Etat. Tout compté nous le regrettons avec justice; c'est qu'il est doux, modéré & plein d'intentions droites.

Le

Le Parlement de Paris vient de faire une démarche d'enfant. Mr. de Montgeron Conseiller au Parlement, un peu fanatique sur les prétendus miracles du feu Soudiacre Paris, & exilé pour une démarche fanatique dans le Diocèse de Viviers, s'est plaint au Parlement de ce que trois ou quatre Curés ou autres Prêtres, ni l'Evêque de Viviers, n'ont point voulu le recevoir à la Communion Paschale, à moins qu'il ne déclarât qu'il se foumet à la Constitution *Unigenitus*; toutes enfances de part & d'autre. Le Parlement, au lieu de mépriser une pareille plainte d'enfant, a ordonné que cette plainte seroit portée au Roi, & qu'on lui feroit des représentations sérieuses sur une pareille bagatelle, que l'homme sage doit laisser dans l'oubli, de peur de réveiller l'animosité des deux partis qui se haïssent & qui se persécutent comme des écoliers de différents Collèges. Celui qui a reçu la lettre de Mr. de Mont-

Mont
té pac
de pla
parler
étoit
reurs
dolge
que n
qui n
qui n
elle e

Ma
quens
quelq

Je
re n'
l'Evê
Minis
te pa
but l
quilli
bonh
An

Montgeron, s'il avoit cru que la charité pacifique & bienfaisante est le seul moyen de plaire à Dieu, l'auroit consolé sans en parler au Parlement, en lui disant qu'il étoit de la charité de pardonner les erreurs de ses Concitoyens, & que son indulgence pour eux étoit plus estimable que n'eût été sa Communion Paschale, qui n'est qu'une cérémonie extérieure & qui n'est pas commandée à ceux à qui elle est impossible.

Mais il y a partout des hommes éloquens fanatiques qui pésent & qui agissent quelquefois en enfans.

Mai 1738.

Je viens d'apprendre que le Ministère n'a pas approuvé ni les Curés, ni l'Evêque de Viviers; heureusement le Ministère juste & bienfaisant ne consulte pas les intolérans, parce qu'il a pour but la concorde, ou du moins la tranquillité des sujets, comme fondement du bonheur de toute société.

Ann. Polit. II. part.

O o

Juil

Juillet 1738.

J'ai appris aujourd'hui avec plaisir que Mr. le Contrôleur Général des Finances poursuivoit avec constance l'établissement de la Taille tarifée, projet que je lui donnai il y a quatre ou cinq ans.

J'ai fait le mois passé un Mémoire pour servir de préservatif aux maladies qu'on appelle possessions & convulsions.

24^e. Décembre 1738.

Nous voyons depuis deux ans avec étonnement la Cour de France unie avec la Cour de Vienne, & par conséquent le système de l'équilibre de ces deux Puissances très ébranlé. C'étoit pourtant le système qui fonde toute la sûreté des moindres Puissances des autres Princes de l'Europe.

Ils sont allarmés, & avec raison, de cette union, & leur crainte commence à leur inspirer, du moins à la plupart des moins puissants, le désir de former entre eux

tr'eux une ligue défensive.

Mais s'ils ne font pas les articles de leur union tels que les Souverains les plus puissants les puissent accepter pour la conservation de leurs Etats dans leur famille, en l'état qu'ils sont & sans guerres à craindre, malgré les minorités & les autres affoiblissements, & malgré l'ambition injuste des Princes futurs, il arrivera qu'ils s'attireront la guerre & qu'ils ne feront rien de solide.

Ainsi leur crainte les portera sans y penser à signer les cinq articles fondamentaux de l'union Européane & à solliciter de concert l'accession à ce traité, tantôt de l'Espagne, tantôt de la France, & puis de l'Empereur & de la Czarine; & comme cette signature procurera certainement à chacun d'eux des avantages immenses, les premiers associés n'auront pas de peine à en faire sentir de semblables à ceux dont ils solliciteront l'accession.

Le Cardinal de Fleury, quoique d'hu-

meur très pacifique, a toujours regardé l'union Européane comme impossible à former ; ainsi il n'a pas lu mon ouvrage ; mais si trois associés le lui présentient à signer, voyant toutes ses impossibilités levées par cette demande, il ne demanderoit pas mieux que de solliciter lui-même l'accession des autres Cours, parce qu'on l'auroit forcé de voir tous les avantages qu'en tireroit non seulement la Nation Françoise & la Maison de France, mais encore toutes les autres Nations de l'Europe ; au reste ce qui ne se fera pas sous son Ministère se fera sous le suivant. Je lui écris encore aujourd'hui pour lui proposer de parcourir la dernière édition du Projet de paix perpétuelle pour rendre la paix de Vienne durable.

Il m'a toujours dit : Votre projet de Traité est très évidemment désirable pour tous les Souverains, pour toutes les Maisons Souveraines & pour toutes les Nations, mais impossible dans l'exécution, parce

parce qu'ils ne voyent pas leurs grands intérêts ; & moi je réponds : Des Souverains affociés , tels que seront plusieurs Souverains moins puissants qui ont à craindre leurs voisins plus puissants , lorsqu'ils solliciteront ensemble & de concert , tantôt un des plus puissants , tantôt l'autre , d'examiner les grands avantages qui leur en reviendront , & après cet examen ils accèderont au traité fondamental.

Le Père Joseph Capucin , d'une imagination vigoureuse , ambitieux , ami & Confesseur du Cardinal de Richelieu , vouloit être Cardinal , & il l'eût été , s'il eût vécu encore quelques mois ; il vouloit se faire canoniser , & pour y arriver il institua , comme St. François de Sales , un nouvel Ordre de Religieuses sous le nom *du Calvaire* , ayant le Pape pour Chef & trois Evêques de France pour Directeurs ; mais malheureusement pour la fortune du Père Joseph , cette direction étoit tombée entre les mains de trois

Evêques Jansénistes ; or on fait que les Jansénistes ne sont pas propres à faire valoir l'autorité du Pape , eux qui en ont été condamnés à la sollicitation des Molinistes. Madame de Coaquen Supérieure générale , est , dit-on , déclarée Janseniste fort zélée pour leur parti ; Mr. de Montpellier Janseniste , qui est mort , étoit un des trois Evêques.

Le Roi a défendu à Mr. de Troye & à Mr. de Senez de nommer un troisiéme Directeur , & le Pape de son côté vient d'envoyer une Bulle pour donner aux Evêques Diocésains la direction de ces Couvens.

L'Archevêque de Paris a destitué ou du moins interdit la Générale , & cette petite affaire fait beaucoup de bruit à Paris. Une Bulle exécutée dans le Royaume , sans Lettres Patentes vérifiées , déplait fort au Parlement , parce que cela ressemble à un droit de Jurisdiction du Pape , sans avoir égard à la puissance du Roi , mais peut-être que la Bulle porte la demande du Roi. ,

La

La Cour fait bien de viser à expulser la doctrine de Jansénius sur la liberté humaine ; mais il ne faudroit que veiller sur les Professeurs & sur les Supérieurs de Communautés , à qui il faudroit donner des pensions fortes , & ne donner de Bénéfices qu'aux Molinistes ; & cette doctrine empoisonnée , opposée aux bonnes mœurs , s'en iroit par insensible transpiration sans faire du bruit , sans augmenter en France l'autorité du Pape & sans diminuer l'attention du Parlement aux entreprises de la Cour Romaine qui tendent toutes à diminuer l'autorité du Roi.

Les Jésuites en l'état qu'ils sont seroient, ce me semble , plus souhaitables & meilleurs Citoyens, s'ils avoient un Général François indépendant du Général Italien ; & les Bénédictins & les Pères de l'Oratoire qui ont leur Général en France , seroient plus désirables & plus utiles en France que les Jésuites , s'ils employoient leurs Religieux aux fonctions des Collè-

ges, des Séminaires & des Hopitaux.

Tout ce qui tend à diviser l'autorité & à diminuer l'autorité Royale porte les Citoyens à la division, aux partis & peu à peu aux guerres civiles, maladies très douloureuses & mortelles de toute Souveraineté & de toute Société.

Observation.

En finissant cette année, j'ai une remarque générale à faire sur les fautes & sur ce qui paroît de mauvais dans le caractère des Ministres dont j'ai parlé sous le règne de Louis XIV. C'est qu'on peut les excuser en partie sur leur défaut de lumière soit dans la morale, soit dans la politique, & sur le désir de plaire à leur Maître, dont l'inclination favorite, qu'il tenoit de sa mauvaise éducation, le portoit toujours bien plus à augmenter sa puissance, & à se faire craindre comme puissant, qu'à se faire estimer, aimer, & respecter comme très juste & très bien-faisant tant envers ses sujets qu'envers ses voisins.

On

On ne sauroit trop donner d'estime aux Princes pour la gloire d'être justes & bien-faisants, & trop de mépris pour toutes les glorioles des femmes & des enfans : voilà l'essentiel de l'éducation. Nous ne faisons encore que l'entrevoir dans l'enfance de la raison où nous sommes, & cette enfance de raison de nôtre siècle excuse les grandes & nombreuses fautes de Louis XIV. Il vivoit au milieu d'autres enfans aussi mal élevés que lui.

A N N É E 1732.

Juin.

Le Roi & le Ministère paroissent avoir pour but de détruire dans le Royaume l'opinion des Jansénistes & des Calvinistes contre la liberté, & cette vuë me paroît très raisonnable & de la bonne Police, parce que sans liberté les mauvaises actions, quelque injustes qu'elles soient, ne méritent point de punition, ni les bonnes, quelque bienfaisantes qu'elles soient, ne méritent point de récompense.

se ; ce qui détruit tout bon gouvernement politique & tout le bon effet que peut produire la Religion , tant pour le bonheur de la vie présente que pour le bonheur de la vie future.

Comme la Bulle *Unigenitus* tend particulièrement à soutenir la liberté , le feu Roi vouloit la faire recevoir ; & effectivement la plupart de nos Evêques la reçurent ; mais le bon Cardinal de Noailles , Archevêque de Paris , gouverné par des Jansenistes , après la mort de Louis XIV fit si bien que l'Université de Paris en Corps appella de cette Bulle , & la Faculté de Théologie dont la Sorbonne fait partie de l'Université.

Le Roi en donnant la liberté aux jeunes Bacheliers de voter dans l'Université , y a trouvé un plus grand nombre d'esprits persuadés de la liberté de l'homme , & y a fait élire l'Abbé de Ventadour , jeune Bachelier de vingt-deux ans , pour Recteur , lequel ayant fait assembler l'Univer-

niversité, elle a déclaré, à la pluralité de trois cent voix contre quatre-vingt-trois, qu'elle revoquoit l'appel qu'elle avoit interjetté de la Bulle *Unigenitus* au futur Concile général.

La vue du Roi de faire cesser les disputes de Théologie & les partis dans un Etat, est très raisonnable; mais on n'en viendra jamais à bout qu'en réduisant la Religion au seul article de pratique de *charité bienfaisante envers tout le monde pour plaire à Dieu*; ce qui d'un côté est conforme à la révélation écrite en St. Matthieu, Chap. VII. vers. 12. *Car en cela consiste la Loi & les Prophètes*; & de l'autre est conforme à la raison universelle, dont tout le monde convient & dont Dieu est l'auteur, & par conséquent dont personne ne peut disconvenir; les Payens anciens ont connu, *abstine à malo & fac bonum*, dont personne ne peut disconvenir.

Il me semble qu'il devroit y avoir un

Bureau pour aviser aux moyens les plus doux & les plus efficaces de conserver la tranquillité & la concorde entre les Théologiens, & qui fût mi-parti entre Conseillers d'Etat Ecclésiastiques & séculiers, & que rien n'y passât qu'aux trois quarts des voix pour la punition contre les transgresseurs du silence, & de la tolérance bienfaisante.

5. *Juillet.*

J'apprens que les Anglois qui se plaignent de ce que les Espagnols ont enlevé mal à propos quelques-uns de leurs vaisseaux en Amérique, sous prétexte qu'ils étoient contrebandiers, veulent déclarer la guerre à l'Espagne, qui ne paye point les quatre-vingt-quinze mille livres sterling qu'elle avoit promis il y a six mois pour dédommagement; Leur but seroit d'enlever quelques bâtimens Espagnols des Galions ou de la Flotille d'Espagne.

Mais il y a un grand inconvénient pour eux dans cette déclaration de guerre &
dans

dans cet enlèvement de ces vaisseaux Espagnols ; c'est que la plus grande partie de leur charge est destinée aux Marchands François qui ont fourni les marchandises à l'Amérique, ce qui suffiroit pour mettre la France du côté de l'Espagne ; & alors l'Angleterre ne pourroit soutenir qu'une guerre ruineuse , & ils risqueroient de perdre dix fois plus que ces quatre-vingt quinze mille livres sterling , & la dépense de l'armement naval de la France feroit peut-être en pure perte pour elle , sinon pour le tout , au moins pour une partie.

De là il suit qu'il est de l'intérêt de la France de déclarer à l'Espagne, que, si elle ne veut pas payer ces quatre-vingt-quinze mille livres sterlings, elle se joindra à l'Angleterre pour lui faire faire justice.

De là il suit que la France dans les guerres prêtes à se déclarer entre ses voisins , doit en prendre connoissance , & déclarer à l'injuste, que s'il ne veut pas
renl

rendre telle justice , il se joindra au Souverain qui a pour lui la justice , & tenir ainsi l'Europe en paix malgré les Souverains ou impatients , ou ambitieux , ou injustes.

De là il suit qu'il faut à la France un Conseil d'habiles Négociateurs , pour y renvoyer l'examen des différends entre Souverain & Souverain , afin que le Roi ne hazarde point de se déclarer pour celui qui a tort.

Et de là il suit qu'il faut à Paris au moins deux Professeurs de Droit Public entre Nation & Nation , & des conférences sur ces matières pour former des Négociateurs habiles & de grande probité , pour les placer dans ce Conseil , qui seroit le plus important des Conseils de l'Europe & de la Terre , puisqu'il seroit destiné à y entretenir une paix solide entre toutes les Nations & changer la voye pernicieuse de la guerre en la voye bienheureuse de l'arbitrage & des transactions.

6. Juil.

6. Juillet 1739.

On parle du Cardinal de Tencin pour être Premier Ministre après le Cardinal de Fleury. Je crois le Cardinal de Tencin plus capable d'affaires d'Etat, & le Cardinal de Fleury plus habile à gouverner la Cour, qui est une des plus difficiles affaires du Ministère. L'un a cinquante-cinq ans, l'autre en a quatre-vingt-six.

Le Cardinal de Tencin est fort craint par le Parlement de Paris, & je croi, mal à propos; c'est que je fai qu'il estime fort la réponse de Louis XII; *Il ne feroit pas au Roi de France de venger les injures qu'a reçues autrefois le Duc d'Orléans.* Ainsi il pardonna noblement à la Trimouille & aux autres Favoris du Roi son Prédécesseur qui l'avoient chagriné.

26. Août 1739.

Les Anglois attendoient les quatre vaisseaux Espagnols sur les côtes d'Espagne pour les enlever, pour se venger des vaisseaux Anglois pris en Amérique par les

les Espagnols. On vient d'apprendre qu'ils sont arrivés en Espagne à St. Andero chargés de quarante-trois millions en argent & marchandises, dont vingt-cinq millions pour les Marchands de France. Jusqu'à quand le Ministère Espagnol sera-t-il assez dépourvu de raison pour ne pas chercher dans l'établissement de la Diète Européane la sûreté de ses vaisseaux & de ses conquêtes tant aux Indes qu'en Amérique ?

Lundi 31. Août 1739.

La fille ainée du Roi *Madame Première* fut mariée Mercredi à l'Infant Dom Philippe de *France Espagne*, troisième fils du Roi d'Espagne Philippe V. On l'appelle présentement non plus *Madame Première*, mais *Madame Infante*, pour la distinguer des deux Princesses ou Infantes d'Espagne. Ce fut Mr. le Duc d'Orléans qui l'épousa comme chargé de la procuration.

La Reine d'Espagne Elisabeth Farnèse,
impa-

impatiente & colére, irritée mal à propos contre la Cour de France, avoit par passion fait une grande sottise contre ses plus grands intérêts, contre les intérêts de sa Maison & des deux Nations de France & d'Espagne, en préférant la Princesse de Saxe à Madame Première, pour son fils Dom Carlos Roi de Naples. Elle est enfin revenue à ses intérêts & aux intérêts des deux Nations, en faisant ce mariage avec Madame l'Aînée. On dit que si elle a enfin sacrifié son ressentiment à ses véritables intérêts, ce changement est dû à l'habileté & à la douceur du Comte de la Marck notre Ambassadeur en Espagne.

Cette union des deux Nations & des deux branches de la même Maison, pourra bien être fortifiée vers le 4 Septembre 1743 par le mariage de nôtre Dauphin fils unique du Roi né en 1729, avec l'Infante Marie Thérèse née en 1726, ou avec sa sœur Marie Antoinette née en 1729.

Cet-

Cette union pourra bien un jour opérer une paix longue en Europe, si cette Maison se rend arbitre des différends des autres Souverains, en se déclarant contre celui qui refusera le jugement arbitral; & cette longue paix sera due & à la négociation de Mr. de la Marck & originairement à la négociation difficile & heureuse du feu Maréchal Duc d'Harcourt, qui obtint par le Cardinal Portocarrero le testament du feu Roi d'Espagne en 1700 en faveur d'un cadet de la Maison de France à présent Roi d'Espagne.

Il est vrai que ces deux branches unies pourroient ainsi rendre cette longue paix perpétuelle en Europe, si l'on pouvoit s'assurer & qu'elles ne se diviseroient jamais & qu'elles ne songeroient jamais à conquérir; mais si cette paix perpétuelle, dont Henri IV le plus estimable de leurs Prédécesseurs est l'inventeur, est leur seul objet, elles n'ont rien de mieux à faire pour éviter pour jamais
les

les malheureux effets de l'ambition injuste & de la division entr'elles, que de former le Traité fondamental de l'arbitrage Européan de ce grand Prince. Car alors la force de beaucoup supérieure forceroit cette Maison à suivre toujours la raison ; & alors ses descendans exécuteront entièrement & facilement & de concert avec tous les autres Souverains ce fameux & admirable projet qu'il n'avoit fait qu'imaginer.

Novembre 1739.

Mr. le Comte de la Marck a été fait Grand d'Espagne. Je crois qu'il le mérite du moins autant que le Marquis de Brancas aussi Ambassadeur en Espagne, qui avoit été accusé, sans fondement, d'avoir ainsi vendu pour sa Grandesse les intérêts de la Cour de France à la Reine d'Espagne qui gouverne le Roi. Cela fait penser qu'il n'est pas de l'intérêt du Roi de donner les honneurs du Louvre aux Grands d'Espagne, à moins
d'une

d'une patente du Roi qui en donne la permission deux ans après l'Ambassade, autrement ce seroit confier à un Espagnol les intérêts de la France.

Le Roi donna le 19 Juillet 1739 une déclaration enregistrée au Parlement, par laquelle il renonce au droit d'aubaine sur les effets mobilières que les Anglois qui meurent en France y laissent; leurs Héritiers & leurs Légataires en seront mis dorenavant en possession, & jouiront ainsi de la même liberté dont les François jouissent en Angleterre. Le Roi y gagne d'attirer plus d'étrangers dans son Royaume en leur laissant plus de liberté; sage déclaration à l'imitation des Hollandois. On ne sauroit rendre aux Etrangers sages autant de liberté & de sûreté innocente qu'ils en ont chez eux, en ôtant à tous les jeunes foux toute sorte de licence offensante. C'est l'intérêt public qui a dicté cette déclaration.

Le

Le 31^e. Mars 1739 un intérêt particulier des Imprimeurs de Paris soutenus par les Jésuites a dicté un arrêt du Conseil qui défend d'imprimer dans quarante-huit petites villes du Royaume, parce qu'on y donne les bons livres à la moitié meilleur marché qu'à Paris; or qu'y a-t-il de plus contraire au bien de la société que de diminuer le nombre des Lecteurs des bons Livres? Qu'y a-t-il de plus insensé que de refuser des privilèges aux bons ouvrages, afin qu'ils se multiplient dans les Provinces? On ne sauroit trop augmenter la liberté du commerce des bons Livres, & avoir trop d'attention à punir la licence des mauvais ouvrages; mais il seroit contre le bon sens de se priver d'une infinité de copies de bons ouvrages, de peur du petit mal passager que fait quelquefois un petit nombre de quelques mauvais libelles ou autres mauvais ouvrages; le grand bien emporte de beaucoup la balance contre

un

un petit mal ; Arrêt du Conseil adopté par une Police mal entendue , dicté sourdement par l'intérêt particulier des Libraires de Paris.

Novembre 1739.

J'ai vû aussi il y a deux ans un Arrêt du Conseil d'une Police mal entendue , dicté par l'intérêt particulier de quelques Propriétaires de bons vignobles & des Secretaires de quelques Intendants , qui vouloient obliger tous ceux qui veulent mettre des terres en vigne d'en obtenir la permission de l'Intendant , comme s'il étoit vraisemblable que chacun ne fût pas plus éclairé que les autres sur ce que son héritage peut lui être plus utile mis en froment ou en lin , mis en vigne ou en avoine ; mais il est vrai que ces fautes de Police ne font qu'un mal passer , & ces fortes de défenses , qui vont à diminuer une liberté utile au Public , s'abolissent d'elles-mêmes peu-à-peu par le non-usage. J'ai parlé ailleurs de cet Arrêt.

J'ai

J'ai fait cette année une comparaison entre le mérite de Roi de Henri IV & le mérite de Roi de Louis XIV son petit-fils, afin d'instruire de leurs devoirs les Souverains qui sont assez sages pour désirer d'en être instruits. La voici : elle finira peut-être ce journal de l'année 1739.

Comparaison entre Henri IV & Louis XIV.

J'ai relu depuis peu l'histoire de Henri IV par Péréfixe, & celle de Louis XIV son petit-fils par de Limiers, & beaucoup de divers éloges historiques de divers Auteurs qui donnent à l'un le surnom de Grand entre les Henris, & à l'autre le même surnom de Grand entre nos Rois qui ont porté le nom de Louis.

Après cette lecture, il m'a paru utile, soit pour les Rois leurs Successeurs, soit pour leurs sujets, soit pour leurs voisins, d'examiner lequel des deux a eu plus de talens & plus de vertus, lequel a mieux mérité par conséquent le titre
&

& le surnom de *Grand Roi*, & par conséquent lequel a mérité le mieux le bonheur de la première & de la seconde vie.

Principes de décision.

Quand on veut comparer le mérite de deux Souverains, il ne s'agit pas de comparer leur mérite d'homme particulier, mais seulement leur mérite de Souverain, le mérite de leur Gouvernement; & je ne compare ici que cette sorte de mérite.

Il ne s'agit pas même de comparer la grandeur de leur puissance; il ne s'agit proprement que de comparer le bon ou le mauvais usage qu'ils ont fait de la puissance qu'ils ont eue, & par conséquent de savoir par leurs entreprises & par leurs actions à quel degré ils ont été justes & bienfaisans, tant envers leurs sujets qu'envers leurs voisins, & quelle étoit l'étendue & la grandeur des talens qu'ils avoient tous deux pour rendre leur gouvernement plus heureux.

Néron étoit un Souverain quinze fois plus

plus puissant qu'Henri IV. Cependant Néron, loin d'être aussi grand Roi, aussi estimable qu'Henri IV, n'a été qu'un grand fou & qu'un scélérat exécration, mis par la Providence dans une grande place pour punir des ingrats; au lieu qu'Henri IV avec beaucoup moins de puissance a été un Roi très estimable, un Roi très désirable, un très grand Roi, destiné par la Providence à procurer à ses sujets & aux autres Nations de grands bienfaits.

Il est vrai que Louis XIV a été un cinquième plus puissant que son Ayeul; mais si Henri IV a fait un beaucoup meilleur usage de sa puissance, s'il a mieux observé la justice & pratiqué la bienfaisance, tant envers ses sujets qu'envers ses voisins, & si ses talens pour le Gouvernement heureux étoient effectivement beaucoup plus grands, il doit être regardé comme Roi beaucoup plus estimable, comme Roi beaucoup plus désirable, com-

me un plus grand Roi que Louis XIV.

Car enfin les hommes ne sont grands qu'à proportion qu'ils sont estimables, & ils ne sont estimables, ne sont désirables pour Souverains, qu'à mesure qu'ils savent mieux user de leur puissance pour rendre les autres moins malheureux par l'observation de la justice, & plus heureux par les bienfaits qu'ils leur procurent.

Or voyons 1°. lequel des deux Rois a été le plus juste tant envers ses sujets qu'envers ses voisins : 2°. lequel a été le plus bienfaisant envers les uns & les autres : 3°. lequel a eu de plus grands talens & des vues plus importantes & plus étendues pour le Gouvernement le plus heureux de ses sujets & des autres nations.

Justice.

Rien n'est plus juste que les sujets payent au Roi les subsides qui lui sont nécessaires pour entretenir & récompenser les soldats, les matelots, les Officiers de guerre, de terre & de mer, qui servent à
garan-

garantir l'Etat des invasions des ennemis du dehors & à contenir les séditieux du dedans. Il est juste de même qu'ils payent les subsides nécessaires pour entretenir avec splendeur & commodité la maison du Roi, ses Ministres, les Officiers de ses Conseils, les Officiers de Magistrature, qui servent à faire rendre justice aux particuliers & au public, en les garantissant des malheureux effets de la supériorité de force & de violence dans la police des Villes & des chemins; le Roi bienfaisant doit même faire des édifices publics, lorsqu'ils doivent rapporter au public un profit annuel plus grand que celui qu'ils tireroient de leurs dépenses particulières, tels que le profit que les sujets tirent des ports, des pavés, des canaux, des ponts, secours pour établir des Compagnies de Commerce & pour donner des vaisseaux de convoi aux Marchands &c.

Ainsi ses sujets ne lui doivent propre-

ment que des subsides *justes*, c'est-à-dire utiles pour augmenter leur bonheur. Car leur demander des subsides pour les employer à des bâtimens ou trop magnifiques ou inutiles, ou à des profusions de pure fantaisie à l'égard de personnes qui ne servent de rien au bonheur des autres sujets, ce n'est pas les traiter avec justice, c'est leur faire injustice.

Le Roi peut aisément connoître s'il fait injustice à ses sujets par telles ou telles impositions. Il n'a qu'à se demander à lui-même s'il trouveroit les mêmes subsides utiles pour lui, & s'ils lui feroient plaisir à payer, s'il étoit lui-même un des sujets impossibles.

Car enfin n'est-il pas juste, selon la règle de l'équité naturelle, *qu'il ne traite pas plus mal ses sujets qu'il ne voudroit être traité par un Roi s'il étoit son sujet. Ne faites pas contre un autre ce que vous ne voudriez pas qu'il fit contre vous; n'est-ce pas une loi contenue dans celle-ci,*
qui

qui est une loi de nature aussi-bien que loi de révélation, *Matthieu chap. VII. vers. 12. Faites donc pour les autres tout ce que vous voudriez qu'ils fissent pour vous.*

Première injustice.

Or personne n'ignore qu'à la mort d'Henri IV les subsides annuels du Royaume ne montoient pas à la sixième partie des subsides où ils montoient à la mort de Louis XIV, & qu'Henri IV n'a pas dépensé en bâtimens magnifiques la sixième partie de ce qu'y a dépensé Louis XIV.

Seconde injustice.

La Révocation de l'Edit de Nantes est une grande imprudence, & en même tems une injustice évidente très opposée au caractère doux & bienfaisant d'Henri IV.

Imprudence en ce qu'il faut laisser aux maladies populaires de l'esprit humain le tems de s'en guérir peu-à-peu, & ne jamais rien aigrir par l'impatience.

par la violence & par la persécution.

Louis XIV a donc fait, par trop d'empressement d'uniformité d'opinions, une grande perte en fortifiant ses ennemis de douze ou quinze cent mille de ses sujets dont il se privoit; la plupart ou bons commerçants riches, ou bons Officiers, ou bons matelots, ou bons soldats, ou bons écrivains, qu'il rendoit propres par la persécution à gâter son nom en Europe.

Injustice en ce que ses sujets errans étant fort soumis, ils étoient maltraités comme rebelles, & en ce que le Roi faisoit visiblement contr'eux ce qu'il n'auroit pas voulu qu'un Roi prévenu eût fait contre lui en pareilles circonstances.

Troisième injustice.

C'est une injustice à l'égard des particuliers & à l'égard du bien public, de ne pas donner les Charges publiques, les Emplois publics aux sujets qui ont le plus de mérite national à l'égard du
Public.

Public. Or ces deux Princes ont été injustes en établissant & en soutenant la méthode de la vénalité des Charges : mais Henri IV a fait de ce côté la moitié moins que Louis XIV, qui a augmenté de plus de moitié cette vénalité, & qui a rendu ces Charges la moitié plus difficiles à rembourser par les augmentations de gages.

Quatrième injustice.

Les Rois doivent la justice à leurs voisins, comme leurs voisins la leur doivent ; or aucun des Souverains voisins d'Henri IV n'a eu à lui reprocher aucune injustice, aucun manquement de promesse, & il n'auroit jamais fait la guerre offensive de 1667 aux Espagnols contre sa promesse & sa renonciation, ni l'autre guerre offensive de 1672 contre les Hollandois qui offroient réparation des discours injurieux ; & cependant ce furent les deux premières guerres si évidemment injustes & impruden-

tes , qui lui attirèrent les deux dernières guerres qui ont été si ruineuses pour lui & pour ses sujets ; car ses voisins n'auroient jamais voulu ni osé , sans la haine qu'il s'étoit attirée par ses deux premières injustices , se liguier pour ruiner un Roi puissant , juste & bon voisin.

Ainsi que l'on compare les sujets de plainte des voisins de Louis XIV avec les sujets de plainte qu'ont eu les voisins d'Henri IV , & l'on en trouvera dix fois plus du côté de Louis XIV que du côté d'Henri IV son ayeul.

Bienfaisance.

Il est vrai que Louis XIV. a procuré beaucoup plus de bienfaits à ses sujets par ses bons réglemens & par ses bons établissemens qu'Henri IV ; mais ç'a été durant un règne trois fois plus long que celui d'Henri IV. D'un autre côté les bienfaits & les conquêtes de Louis XIV ne valent pas au Royaume la moitié de la grande augmentation qu'il a faite.

faite aux subsides nécessaires pour payer les grandes rentes & les grandes augmentations de gages qu'il a créées ; ainsi du côté de la bienfaisance envers ses sujets Louis XIV est en effet moins bienfaisant qu'Henri IV , qui a laissé les subsides des sujets incomparablement moins onéreux qu'ils n'étoient à la mort de Louis XIV.

Talens pour le bon Gouvernement.

Il est visible que de deux Rois celui qui est le plus estimable & le plus désirable pour gouverner , c'est celui qui a des talens & des vues de Gouvernement incomparablement plus utiles & plus propres pour diminuer les malheurs de ses sujets , pour augmenter leurs richesses & leurs autres biens , & pour procurer le bien des autres Souverains sans diminuer le sien.

Or quiconque examinera le merveilleux projet de la Diète Européane ou de l'Arbitrage Européan , qu'Henri IV avec son

son grand génie avoit imaginé & commencé à proposer, & combien il est facile de faire un pareil Traité, puisqu'il seroit évidemment & infiniment avantageux à toutes les Parties contractantes, verra aisément que Louis XIV n'a jamais rien imaginé de si avantageux ni pour ses sujets ni pour ses voisins, & qu'ainsi de ce côté-là Louis XIV étoit bien moins grand génie & avoit beaucoup moins de talens, soit pour gouverner heureusement un grand Etat & pour l'assurer pour toujours à sa postérité, soit pour vivre toujours tranquillement & sans guerre avec ses voisins, qu'Henri IV, & que le petit-fils étoit par conséquent bien moins grand génie, bien moins désirable pour ses sujets & pour ses voisins, que son ayeul.

Par cet arbitrage permanent, comme dit Péréfixe l'Historien d'Henri IV, tous les Etats d'Europe eussent été garantis de tous les malheurs de toute guerre civile & étrangère, les Souverains & leur posté-

postérité eussent toujours eu sûreté entière d'être conservés dans toutes leurs possessions sans aucune inquiétude, & le Commerce des Européens n'auroit jamais été ni interrompu, ni inquieté entre toutes les Nations commerçantes; & d'ailleurs combien les Loix pour augmenter le bonheur de l'intérieur des Etats n'auroient-elles pas acquis de perfection durant une tranquillité inaltérable?

De ces considérations il résulte que quelque grand Roi qu'ait été Louis XIV, ce ne sera pas lui faire injustice, ce sera au contraire rendre justice à Henri IV son ayeul, que de le regarder comme encore plus grand Roi que son petit-fils, parce qu'il a été & plus juste & plus bienfaisant, soit envers ses sujets, soit envers ses voisins, & parce qu'il avoit de beaucoup plus grandes lumières & de plus grands talens pour procurer le bonheur de ses sujets & des autres Nations de la Terre. Qu'on ne me demande point lequel

876 ANNALES POLITIQUES.

quel me paroît avoir mieux mérité la récompense éternelle de la seconde vie, je ne pourrois répondre autre chose que c'est celui qui a le mieux observé le précepte en quoi consiste la Loi & les Prophètes.

Et nunc Reges intelligite, erudimini qui judicatis terram.

PARADIS AUX BIENFAISANS.

F I N.



ré-
je
est
ep-
hè-

qui

s.